

CONSEIL COMMUNAL
GEMEENTERAAD

Séance publique du jeudi 21 février 2013
Openbare zitting van donderdag 21 februari 2013

M. le Président - M. de Voorzitter, Michel Eylenbosch :

Je déclare la séance publique du Conseil communal du 21 février 2013 ouverte (18h10). Ik verklaar de openbare zitting van de Gemeenteraad van 21 februari 2013 geopend (18u10).

Quelques-uns des conseillers qui prennent les transports en commun nous rejoindront ; je vous propose quand même de débiter la séance.

1. Finances - C.P.A.S. - Budget 2012 - Modifications budgétaires n°1.
Financiën - O.C.M.W. - Begroting 2012 - Begrotingswijzigingen nr 1.

M. le Président :

Le premier point concerne les finances du CPAS avec une modification budgétaire n°1 qui a été déposée le 19 décembre. Cette modification, d'après ce que j'ai compris, a été intégrée également dans le budget de la Commune, et je vous demande d'approuver le point tel quel.

Pas de question? Peut-on considérer que le point est approuvé ? Oui, Monsieur De Block, vous souhaitez poser une question?

M. De Block:

Vous y allez vite. Peut-on poser des questions sur le budget du CPAS?

M. le Président :

Non, non, les questions sur le budget du CPAS se posent en son sein, pas ici. Ici, nous n'avons que la possibilité de parler éventuellement de l'investissement de la Commune dans le budget du CPAS, mais parler du budget du CPAS lui-même, non. Ce n'est pas à l'ordre du jour d'aujourd'hui.

M. De Block:

Je voudrais quand même signaler que c'est une augmentation considérable qu'il faut investiguer. C'est la Commune qui paie, et le Conseil communal qui est censé voter cela ne pourrait pas en discuter?

M. le Président :

C'est au moment de la présentation du budget que vous pourrez en parler. Ce point-ci concerne le budget précédent, pas le nouveau.

M. De Block:

Mais il est adapté quand même, c'est un changement.

M. le Président :

Dans l'examen du budget que nous allons avoir tout à l'heure, si vous voulez parler de la dotation du CPAS, vous pouvez le faire, mais il s'agit ici d'une modification.

M. De Block:

Vu que je ne peux poser de question, je m'abstiens sur le point.

M. le Président :

O.K, merci beaucoup. Pouvez-vous approuver ?

*Votes-Stemmingen : Approuvé - Goedgekeurd
Par 39 OUI et 1 abstention - Door 39 JA en 1 onthouding*

**2. Présentation du Plan triennal 2013-2015 (article 242 bis NLC).
Voorstelling van het driejaarlijkse plan 2013 - 2015 (artikel 242 bis).**

M. le Président :

Nous allons passer ensuite au point 2 qui est un des points principaux de ce Conseil communal avec la présentation de la Note de politique générale. Et pour ce faire, je vais céder la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre, Françoise Schepmans:

Merci Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,
Dames en heren,

Welkom op deze gemeenteraad. Het is nu het ogenblik om uw de politieke beleidsnota voor te stellen van deze nieuwe meerderheid.

Mesdames, Messieurs,

Lorsqu'un mayorat historique bascule après de longues années et qu'une nouvelle majorité s'installe aux commandes, nous savons tous par expérience que les attentes des citoyens sont souvent les plus fortes et les plus nombreuses, que l'impatience du changement est la plus vivace.

Molenbeek-Saint-Jean n'échappe évidemment pas à cette règle du jeu démocratique et en abordant avec vous cette Déclaration de politique générale, j'ai la modestie de vous dire combien nous en avons pleinement conscience.

S'il y a bien une tentation qui assaille tout nouveau pouvoir c'est d'aller vite, très vite et d'imprimer sa marque dès les premiers jours, avant de se perdre dans la culture de l'instant, sans souffle, vitalité ni vision d'avenir. Et bien, Mesdames et Messieurs, les Conseillers communaux, ce ne sera pas notre cas.

La nouvelle majorité communale s'est dotée d'un projet complet et ambitieux qui sera décliné et appliqué dans la durée...Parce que les Molenbeekois nous ont accordé un mandat, non pas pour six mois ou un an, mais bien pour une législature complète. Parce que nous souhaitons écouter et dialoguer pour enrichir la décision politique. Parce que la

responsabilité qui nous incombe ne consiste pas à nous cacher derrière un paravent d'excuses, ni à cultiver l'obsession comparative du passé. Que du contraire! Nous sommes unis pour apporter des solutions durables à l'ensemble de nos concitoyens.

Je l'ai dit, nous avons pleinement conscience de la charge qui pèse sur nos épaules, des chantiers importants qui sont les nôtres. Nous sommes enthousiastes et déterminés à relever les défis communaux; nous ne renoncerons à rien sur nos engagements. Les Molenbeekoises et les Molenbeekoïses seront les juges à chaque moment de notre action grâce au travail des conseillers communaux de la majorité, certes, mais aussi de l'opposition que nous appelons de nos vœux à être fermes mais constructifs.

S'il s'inscrit dans la durée, notre accord de majorité ouvre également la porte à une évolution profonde, je dirais, de la culture de travail et des méthodes de collaboration. En ce sens, l'impératif de bonne gouvernance sera la clé de voûte de l'action du Collège. Les principes de responsabilité, d'équité, de neutralité participeront au développement de services efficaces au bénéfice de la collectivité. La nouvelle majorité communale n'est pas celle d'un camp contre un autre. Elle s'est formée pour représenter l'ensemble des citoyens et ce, sans la moindre distinction.

Alors le changement de style portera également sur la mise en œuvre des politiques au sein du Collège. Je l'ai déjà dit, le mot d'ordre est celui de la gestion collégiale de la commune. Nous privilégierons tout azimut la transversalité des consultations et des coopérations dans la prise de décision. Cette exigence passe aussi par le recours de chaque membre du Collège aux services de l'administration que nous voulons impliquer dans la définition et la mise en œuvre des projets que nous mènerons. Comme certains d'entre vous le savent, cet état d'esprit de bonne gouvernance s'est déjà exprimé dans le cadre de la présidence du Conseil communal qui échappe aux compétences mayorales. Ceci a pour but de faciliter la bonne tenue démocratique des débats.

J'en viens maintenant au cœur des politiques qui seront mises en œuvre tout au long de cette législature. En quelque sorte, je dirais que c'est là la substantifique moelle du changement molenbeekoïse. Je ne vais pas, évidemment, vous lire la note de majorité qui vous a été remise mardi soir; j'essaierai de vous présenter les axes qui me paraissent les plus essentiels.

Alors, pour l'avenir de la commune et des Molenbeekoïses, la nouvelle majorité s'engage dans un projet ambitieux qui marquera une transition importante. Une politique de bonne gouvernance dans le respect de la diversité sera la base du travail à mettre en place. Une attention particulière sera apportée à l'égalité des usagers dans l'accès aux services communaux; une nouvelle antenne administrative de la Maison communale avenue Charles Malis apportera une facilité d'accès accrue aux services. Cette antenne est une des pierres angulaires de la politique de proximité de la nouvelle majorité. Ce bâtiment exemplaire apportera un confort indéniable, des facilités aux citoyens dans leurs démarches administratives.

La Commune veillera à élargir les heures d'ouverture des services Population et état civil, notamment en dehors des heures de bureau. La création d'un guichet unique et d'un numéro vert unique d'orientation générale pour toute demande des citoyens sera étudiée. Dans le souci d'offrir une meilleure information, un effort de modernisation du site web de la commune, en partenariat avec la Région, sera poursuivi en vue, entre autres, d'offrir plus de services *online* aux habitants. De manière générale, une participation accrue de l'ensemble des citoyens sera prônée. Il s'agira d'entretenir un dialogue régulier avec les comités de quartier qui connaissent les réalités de terrain. Une attention particulière sera également apportée à l'égalité des usagers dans l'accès aux services.

La transparence dans le fonctionnement des institutions communales ainsi que dans l'attribution et la gestion des logements, dans la politique de recrutement, dans la gestion financière de la Commune mais aussi du CPAS et des paracommunaux sera une priorité.

Les partenaires souhaitent une grande transversalité dans la mise en œuvre des politiques, dans un souci d'efficacité. Cela se remarquera notamment dans l'approche égalitaire des territoires, sans toutefois perdre de vue les spécificités des quartiers pour lesquels revitalisation et décroissement seront assurés. Les défis sociaux, économiques, culturels et ceux du logement, de l'éducation – notamment, celui lié au boom démographique -, le vivre-ensemble, l'émancipation des jeunes, la propreté, la prévention et la sécurité dans les quartiers, les enjeux écologiques et la lutte contre la précarité sont autant de défis à relever que nous prenons à bras le corps.

La commune adoptera pour la législature à venir un plan d'action pour le développement économique qui définira les grands axes et priorités sur lesquels elle entend se développer. Celui-ci sera élaboré en collaboration avec tous les acteurs du développement économique de la commune et de la région, à savoir les associations telles que Atrium, mais aussi les associations de commerçants, le Centre d'entreprises et d'autres.

Elle veillera également à garantir la pérennité des commerces, à répondre aux besoins des consommateurs, à soutenir l'innovation, la création de nouveaux emplois ainsi que la formation. Une attention particulière sera apportée aux différents noyaux commerciaux de la commune comme la chaussée de Gand et la chaussée de Ninove en vue de favoriser leur développement économique en partenariat avec la région bruxelloise. Le service des Classes moyennes sera dynamisé et aura pour priorité la coordination de toutes les politiques de développement économique et commercial de la commune.

En ce qui concerne le soutien aux demandeurs d'emploi, il s'agit d'une priorité dans la politique de la nouvelle majorité. Donc, réunir emploi et économie est significatif de la complémentarité et de l'efficacité des politiques que nous souhaitons mener. De nombreuses initiatives seront prises en y impliquant évidemment les acteurs privés et publics tels que le CPAS, la Mission locale, Molenbeek Formation mais aussi toutes les associations, les ASBL aussi bien francophones que néerlandophones.

En 2014 Molenbeek-Saint-Jean sera la Métropole Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Via les beaux-arts molenbeekoïses, théâtres, concerts, marchés, fêtes de la musique, expositions et conférences-reportages animeront véritablement la vie de Molenbeek-Saint-Jean et dépasseront naturellement les frontières de la commune pour s'étendre à la région. Et nous souhaitons évidemment que Métropole Culture ait un impact tout à fait positif sur la Flandre et la Wallonie afin de leur permettre de mieux connaître notre commune et ses atouts. Les associations et artistes, la Culture des Cultures de Molenbeek-Saint-Jean, seront donc à l'honneur et seront un outil de rayonnement et de visibilité, comme je l'ai dit, de la commune, évidemment à Bruxelles mais également dans les deux autres régions.

La politique culturelle de Molenbeek-Saint-Jean continuera à s'appuyer sur les trois pôles existants: bien sûr, la Maison des Cultures qui joue un rôle tout à fait fondamental mais aussi le Château du Karreveld et le Centre Communautaire Maritime, en collaboration avec les multiples associations existantes. Le tourisme viendra en appoint au développement tant culturel qu'économique de notre commune.

Vous le savez, la gestion du boom démographique sera un enjeu majeur pour les prochaines années et donc pour la nouvelle majorité.

Face à la crise du logement, Molenbeek s'attellera à rendre effectif le droit au logement avec la création d'au moins 800 logements supplémentaires sociaux et moyens dans tous les quartiers: 600 via le Plan régional du logement, 100 communaux, 100 via les Agences immobilières sociales. Le parc public de logements sera complètement mis aux normes d'ici 2018 et les normes d'isolation et d'économie d'énergie seront insérées dans tous les projets afin de diminuer les factures des locataires.

Un guichet unique d'inscription devra être créé pour tous les logements publics, qu'il s'agisse du *Logement molenbeekois*, des Propriétés communales ou de la M.A.I.S., ce qui facilitera les décisions objectivées d'attribution de logements chez tous les opérateurs. La mise en vente de logements moyens conventionnés sera également encouragée.

L'accroissement de la population auquel Molenbeek doit faire face impose des efforts importants pour garantir à tous les enfants l'accès à des infrastructures scolaires de qualité. Dès lors, le Collège s'engage à poursuivre les efforts de rénovation et d'agrandissement des écoles existantes. Il s'agit de l'Ecole 11, Paloke, l'Ecole 13, l'Ecole Windekind. Il s'engage aussi à en créer de nouvelles telles que celles du Quai du Charbonnage et de la rue de la Semence qui sont déjà en chantier et, évidemment, à étudier la possibilité de créer une école secondaire à Molenbeek-Saint-Jean. De manière générale, des moyens financiers seront dégagés pour aider à la réussite scolaire. Il s'agira également d'augmenter le nombre de places disponibles pour l'accueil des enfants de 0 à 3 ans, d'en prévoir dans tous les contrats de quartier et tout achat de bâtiment par la commune, mais aussi de mettre en place un système de gardiennes encadrées ou de service d'accueillants d'enfants conventionnés en partenariat avec l'ONE, Kind & Gezin ainsi que des structures d'accueil ponctuel et des haltes-garderies.

La nouvelle majorité souhaite favoriser le bien-être et l'émancipation de tous les jeunes en leur offrant les outils et les moyens de trouver leur voie, le chemin de la réussite et le goût du futur. Pour pouvoir mettre en place une réelle politique de la jeunesse, la nouvelle majorité organisera dès les premiers mois de 2013 une consultation de l'ensemble des acteurs et associations qui travaillent avec les jeunes, et des jeunes eux-mêmes, via des états généraux de la jeunesse qui aboutiront à la mise sur pied d'un conseil consultatif des jeunes qui va également permettre l'élaboration d'un plan d'action pour la législature.

L'accueil des enfants et adolescents en dehors des heures scolaires sera davantage amélioré et davantage de places en écoles de devoirs sur l'ensemble du territoire de la commune seront créées.

L'offre sportive, culturelle, sera diversifiée et un centre axé sur le développement et le bien-être du jeune verra le jour dans le but de lui assurer un suivi individuel.

La politique de cohésion sociale de la nouvelle majorité s'articulera autour de deux grands axes: tout d'abord le travail de la L.E.S. qui, au quotidien, se met au service des publics les plus fragilisés. Parmi les priorités, nous en évaluerons et réformerons l'organisation; nous redéfinirons les publics cibles des maisons de quartier afin de permettre de mieux atteindre les objectifs d'émancipation et d'ouverture à l'autre nécessaires à cette lutte contre l'exclusion sociale. Nous repréciserons également le travail de rue et rendrons professionnelle l'institution par le biais de formations individuelles et collectives. La lutte contre la drogue sera un objectif prioritaire de la politique de cohésion sociale. Le deuxième enjeu de la cohésion sociale est de promouvoir au quotidien un dialogue interculturel et intergénérationnel. Pour ce faire, un plan volontariste d'apprentissage d'une des langues officielles sera mis en place et des cycles de formation visant une meilleure interculturelité seront proposés aux acteurs de première ligne que sont les enseignants, les fonctionnaires, les animateurs et les policiers.

Dans le domaine de la santé, nous savons que la précarité est souvent à l'origine d'inégalités quant à l'accès aux soins, aux traitements médicaux et à l'information. Le Collège mettra en place une politique de prévention et de promotion à la santé par le biais de campagnes de sensibilisation. L'accès à l'information sera facilité et il sera mis en place des relais d'information concernant notamment les problèmes de santé publique et les maladies que l'on rencontre fréquemment dans nos populations. Cette information s'adressera aussi aux seniors pour lesquels le bien-être au quotidien et la lutte contre les facteurs qui engendrent la solitude et l'exclusion seront renforcés. Une réflexion sur la création d'un centre de jour dans les nouveaux quartiers de la commune sera menée. De même, nous soutiendrons, favoriserons et contribuerons aux initiatives facilitant le maintien à domicile et/ou dans des logements adaptés par le biais de soins à domicile et de livraisons de repas, ou du 'continuing care'.

J'en viens au domaine du sport. Des actions spécifiques 'sport pour tous' en faveur des publics pour lesquels l'accès aux sport et clubs sportifs n'est pas aisé seront entreprises. L'accès au sport pour les femmes sera favorisé. Le développement plus ambitieux d'infrastructures et de terrains sportifs, notamment de hockey, sera mis en place en collaboration avec notamment l'ASBL Molenbeek Sport.

J'en viens maintenant à un thème central de notre programme qui est celui de la sécurité. Je dirai avant toute chose que mes paroles s'adressent évidemment aux policiers mais aussi à l'ensemble de leurs collègues communaux des services de sécurité et de prévention qui veillent au quotidien au bien vivre de nos concitoyens, à la paix publique. Leur travail, exercé parfois dans des conditions difficiles, mérite notre considération Et nous serons particulièrement attentifs à leur situation et à leur formation.

La sécurité est, évidemment, un enjeu crucial pour notre commune et la priorité de cette majorité communale sera de trouver l'équilibre entre, d'une part, la réponse à apporter à des actes délictueux et, d'autre part, la mise en place de politiques de prévention qui sont tout aussi indispensables en amont des problèmes. Ce défi est de taille. Il nous impose la plus grande détermination.

Il s'agit tout d'abord de la valorisation et du renforcement de la présence publique sur le terrain qui, outre les agents de police, englobe évidemment tous les dispositifs visibles sur le territoire communal; et nous pensons évidemment à la police de proximité mais aussi aux gardiens de la paix, aux agents de stationnement, aux agents Atrium, aux agents de la Cellule logement ou encore aux agents communaux assermentés qui ont aussi des contacts avec la population par rapport aux incivilités. Ce renforcement de la présence communale sur l'espace public comptera, comme j'ai dit, dans ses priorités:

- la lutte contre la délinquance, la petite délinquance, mais surtout, contre le trafic de stupéfiants qui est souvent à l'origine de nombreux problèmes sociaux qui sont vécus dans notre commune,
- le renforcement du dispositif communal des amendes administratives pour punir et réprimer certains délits ou incivilités. On peut citer les injures, tags nocturnes, dépôts clandestins qui sont un véritable fléau dans cette commune,
- la lutte active contre les marchands de sommeil qui abusent de personnes en situation précaire, et aussi les commerces qui sont dans des situations illégales et qui ne contribuent pas au financement de notre modèle social.

Notre détermination se déclinera ensuite par des mesures de prévention qui répondent concrètement à l'amélioration de la qualité de vie comme:

- l'amélioration de l'éclairage public qui contribue évidemment à rendre les rues plus attractives, plus conviviales, à réduire le sentiment d'insécurité,

- la mise sur pied d'un plan de renouvellement des caméras de surveillance,
- le lancement de campagnes d'information et de prévention aux actes d'incivilités.

Pour garantir la cohérence et la complémentarité des différentes actions, une mise en synergie forte des différents services sera réalisée. Il y a un impératif de solutions à apporter pour que la vie des Molenbeekois puisse évoluer de façon positive et durablement. Je pense que nos concitoyens sont lucides; ils connaissent les problèmes qui sont réels et savent aussi que leurs attentes - qui sont légitimes - ne trouveront pas nécessairement de réponses dans l'urgence. Le Collège ne sera pas, je dirai, un fournisseur d'illusions. Au contraire, nous souhaitons agir dans la durée et dans le réel, sans tabous ni exclusives.

M. le Président :

Je demande à l'assistance de bien vouloir éteindre leur GSM.

Mme la Bourgmestre :

Comme je l'ai dit, la question de la sécurité est avant tout celle du bien vivre à Molenbeek. Cette ambition est plurielle. Elle ne saurait être complète sans aborder la question de la propreté publique. Côté pile, les dépôts clandestins seront combattus tout comme la malpropreté liée aux poubelles particulières et au déficit d'utilisation des corbeilles publiques. Côté face, l'échevinat de la Propreté travaillera en complémentarité avec l'échevinat de l'Environnement, la Cellule Prévention, dont notamment des gardiens de la paix mais aussi l'échevinat de l'Instruction publique dans le cadre de la sensibilisation dans les écoles pour mener des opérations d'information du grand public. Il sera également étudié la mise en place de projets pilotes pour tester des solutions alternatives en matière de propreté dont l'étude d'une équipe d'intervention rapide et d'une ressourcerie adossée à la déchetterie.

Het natuurhuis aan het Scheutbos wordt een belangrijke draaischijf in de communicatie, in de sensibilisatie voor de inwoners van de gemeente en tegelijkertijd een pedagogisch project dat veel bezoekers van binnen en buiten het gewest zal aantrekken.

Het College heeft ambitie om Sint-Jans-Molenbeek een voorloper te maken in het gebruik van milieu en sociale clausules in alle openbare aanbestedingen. Een belangrijke pijler van onze acties wordt de duurzame voeding.

Tegen 2018 zullen alle maaltijden geserveerd in gemeentelijke scholen crèches duurzaam zijn. Daarnaast zullen we ons toelagen op de creatie van een moestuin in elke wijk. Op het vlak van afvalbeleid zullen we streven van minder afval en meer echt gebruik. Zo zullen we collectieve compostering aanmoedigen en elke initiatief ondersteunen waarbij hergebruik wordt gestimuleerd.

In het kader van de gewestelijke alliantie werkgelegenheid leefmilieu, zullen we samenwerkingsverbanden met bedrijven uit de sociale economie ontwikkelen. Met de hoop de opening van een of meerdere kringloopwinkels in onze gemeente.

Sint-Jans-Molenbeek wil in de komende zes jaar het meest ambitieuze gemeentelijk energieplan realiseren van het Brussels gewest.

Ce bien vivre molenbeekois auquel nous travaillons, c'est aussi l'urbanisme que la nouvelle majorité souhaite promouvoir. Il est primordial que chaque projet urbanistique - que ce soit la voirie, en passant par les logements, les bureaux et les infrastructures collectives - soit marqué par la créativité, l'audace et qu'il contribue à doper la qualité de vie dans le sillage du boom démographique. En ce sens, les terrains abandonnés feront l'objet d'une

attention particulière, tels que ceux qui sont présents dans les périmètres des contrats de quartier. Nous entendons également mettre fin à la subdivision inappropriée des logements en collaboration avec la Cellule logement, combattre les constructions illégales, spécifiquement en intérieur d'îlots et renforcer le respect des affectations légales.

Evoquer l'urbanisme, c'est évoquer les grands chantiers urbanistiques. Il y en a plusieurs à Molenbeek-Saint-Jean. J'en citerai deux: le Canal qui doit bénéficier d'une attention forte pour faire de cet axe fluvial un lieu incontournable à Bruxelles, et bien évidemment, la Gare de l'Ouest qui est le dernier grand territoire - puisqu'il compte plus de 12 hectares - à aménager. Considérée aujourd'hui, et depuis bien longtemps d'ailleurs, comme une véritable coupure dans le tissu urbain, elle doit devenir une charnière entre ces deux parties de la commune.

Enfin, la mobilité sera l'un des points cardinaux de cet effort global pour le 'mieux vivre molenbeekois'. Notre commune doit bouger et respirer. Nous finaliserons le Plan communal de mobilité; nous étendrons la mise en place des zones 30, la mise en stationnement géré sur tout le territoire de la commune, le développement des espaces partagés, et la mise en place de parkings compensatoires également pour les riverains. Nous soutiendrons également les stations de voitures partagées.

Alors, je m'en voudrais d'être trop longue, je sens quand même que l'attention faiblit. Je ne vais pas donc vous soumettre une multitude d'informations puisque vous pourrez prendre connaissance de tous nos projets à travers le programme qui vous est présenté par la nouvelle majorité. Permettez-moi, des lors, de conclure en évoquant, je dirais, l'état d'esprit qui anime notre ambition commune, pour la Commune, pour notre commune, pour Molenbeek; à savoir le respect, le respect que l'on se porte entre partenaires de coalition, le respect de nos engagements à l'égard des citoyens. Par la bonne gestion des politiques de de sécurité, de prévention et de cohésion sociale, nous voulons amener les citoyens à se respecter entre eux mais aussi à respecter nos institutions.

Le succès de notre projet, le changement et le redressement prendront du temps, les solutions au quotidien ne seront pas prises dans la précipitation. Notre confiance mutuelle sera le moteur de notre détermination.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, un résumé de cette note de majorité qui vous a été remise à l'occasion de l'examen du budget. Je me voulais donc d'en faire un commentaire qui, j'espère, a été suffisamment concis pour que vous preniez pleinement connaissance des axes fondamentaux de notre programme.

M. le Président :

Merci Madame la Bourgmestre. Nous allons entrer dans le débat. Je voudrais d'abord préciser la méthodologie que je propose au Conseil qui consiste à donner d'abord la parole aux conseillers qui veulent s'inscrire et qui auront chacun, à tour de rôle, le temps de s'exprimer. Une fois que nous aurons fait le tour de tous les conseillers - et je demande à chacun de n'intervenir qu'une seule fois et, donc, de grouper toutes les questions et remarques - on reviendra alors vers le Collège qui répondra échevin par échevin, selon leurs compétences respectives. Puis nous reviendrons vers les conseillers qui auront la possibilité de redonner leurs commentaires éventuels. Et nous terminerons en donnant la parole aux chefs de groupes.

Monsieur Ikazban, vous souhaitez dire quelque chose en préliminaire ou aller déjà dans le vif du débat ?

M. Ikazban :

Merci, Monsieur le Président. Nous avons une remarque technique à faire, mais je laisse le soin à ma collègue P'Tito de la faire à la fin, pour ne pas donner l'impression de ne pas être constructifs ce soir. Je vais donc commencer mon intervention. Merci, Madame la Bourgmestre, pour votre effort de présentation. J'ai vu que vous avez eu un peu de mal – vous avez dû boire suffisamment pour pouvoir le faire. Mais on vous a bien entendue et bien comprise. Vous avez repris effectivement une grande partie de ce qu'on retrouve dans la note de politique générale. Evidemment, on a chacun une lecture différente de celle-ci. Mais la voilà, enfin, cette fameuse note de politique générale ; quel suspens ! Quelle attente ! Finalement, j'ai envie de dire : beaucoup de bruit pour pas grand-chose. La jamaïcaine - pour ceux qui ne le savent pas, c'est comme ça qu'on appelle la coalition MR-CDH- Ecolo - aura finalement accouché d'une souris, et je vais expliquer pourquoi dans un instant. Nous devons malheureusement en faire le triste constat, même s'il y a néanmoins quelques points positifs que je vais développer par la suite et mes collègues prendront la parole après moi pour revenir avec plus de précisions sur certaines thématiques...

M. le Président :

Continuez votre intervention...

M. Ikazban :

...Ne vous inquiétez pas, je vais aller jusqu'au bout... Tout d'abord, ce qui est curieux c'est que vous avez réussi à vous mettre d'accord tellement vite pendant cette fameuse nuit pour vous répartir les postes d'échevins et les compétences, mais vous avez eu besoin de quatre mois pour nous présenter votre projet commun. Madame Turine aime parler de nouvelle méthode - elle l'a encore fait samedi chez Grosfilley à Télé-Bruxelles - et compare l'actuelle avec la précédente ; bizarrement elle n'était pas dans le Collège précédent - cherchez l'erreur – Eh ! bien, votre nouvelle méthode est déjà contredite en partie par vous-mêmes. Vous parlez de bonne gouvernance, de logique de travail ; c'est l'inverse, alors, qu'il aurait fallu faire, à vous entendre ; c'est d'abord avoir un projet ambitieux pour Molenbeek et ses habitants, le développer, développer ses idées et se donner les moyens de pouvoir le réaliser. Et par rapport aux moyens - on y reviendra parce qu'on va parler du budget ce soir et on va voir quand j'ai dit qu'on a accouché d'une souris que le budget est tout à fait en décalage avec à cette note de politique générale... Se donner donc les moyens de le réaliser pour, ensuite, se partager les responsabilités. Vous, vous avez commencé par l'inverse. C'est une méthode, une méthode comme une autre, votre méthode. Nous, on la respecte, on en prend acte. Votre programme, je suis désolé de le dire, est finalement très peu concret. Beaucoup d'effets d'annonce comme toujours depuis le départ. Votre budget, je le qualifierais de budget petits bras, sans méthode concrète pour le réaliser. Je rappelle que j'avais une remarque technique importante à faire en lien avec le plan de gouvernance locale mais c'est ma collègue qui s'en chargera ultérieurement. Au final, les seuls projets que vous avancez ce sont des projets régionaux déjà financés et prévus, par la Communauté Française, le Fédéral ou Beliris piloté par Madame Onkelinx - ou, ou ...quand même, eh ! oui - par la majorité précédente qui a travaillé et fait du bon boulot. Parmi toute une série d'exemples que vous avez cités, quasi aucun n'est un nouveau projet. J'ai lu la note de politique générale et m'attendais à ce que, dans la présentation, vous puissiez glisser ici et là quelques mots tenant compte de nos remarques et critiques dont vous avez pu prendre connaissance via twitter. Je me suis dit qu'on les a un peu aiguillés et qu'ils vont rectifier le tir. Et non, même pas, ils persistent et signent. En tout cas, vous êtes les champions du copier-coller. Mais je voudrais quand même vous remercier parce qu'en présentant une note de politique générale essentiellement basée sur les projets de l'ancienne majorité lancés précédemment et financés par d'autres niveaux de pouvoir, je m'incline finalement, car

j'y'vois en tout cas une sorte de reconnaissance du travail accompli ces dernières années par Philippe Moureaux et son équipe et je voudrais vraiment vous en remercier....

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

S'il vous plait, la salle !...:

M. Ikazban :

...Dans votre introduction vous prônez la bonne gouvernance, un terme à la mode dont on se demande ce qu'il y a dedans, car entre la théorie et la pratique, on a déjà constaté qu'il y a une grande différence. Je peux vous dire que vous avez déjà raté quelques rendez-vous en ce début de législature. Je m'explique : votre refus de respecter la représentation à la proportionnelle de notre groupe politique dans une ASBL importante de la commune nous a obligés à introduire un recours au comité national du Pacte culturel. Et pour information, notre plainte a été reconnue recevable. Nous ne sommes donc pas tout à fait farfelus. Et quand je dis notre groupe, il s'agit du groupe PS-Spa, le groupe, je le rappelle, le plus important de ce Conseil communal qui représente des Molenbeekoïes, n'en déplaise à certains. Petite précision quand même à faire – surtout que je vois en face de moi un monsieur que je respecte beaucoup, qui nous a fait une petite remarque la dernière fois et qui est parti au moment où je voulais lui donner la réponse -, on s'est battus pour être présents dans cette ASBL en proportion de ce que nous représentons au conseil communal. Ce ne sont pas des mandats rémunérés, mais des mandats bénévoles. Les personnes qui y siègent le font par conviction sociale. Et là je voudrais à nouveau relever l'incohérence. Le deuxième exemple – et je suis désolé de donner l'impression de pointer toujours dans la même direction, mais étrangement ça vient souvent de là - est votre refus en début de législature, au moment de l'installation, de désigner pour présider le conseil – je n'ai rien contre le président actuel, qu'il se rassure – et ce, pour la première fois dans l'histoire à Bruxelles, un membre de l'opposition ; ce qui est à nouveau une illustration d'un rendez-vous manqué. A nos arguments de fond, vous avez opposé des arguments de forme, de politique politicienne ; encore une fois un rendez-vous manqué. Je vous rappelle simplement que, au Parlement bruxellois, il y a des commissions qui sont présidées par des membres de l'opposition. Vous savez, il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Même à Watermael-Boitsfort la majorité accepte l'idée d'avoir un président du conseil communal qui est membre de l'opposition. ; ce n'est pas le Bourgmestre, le co-président d'Ecolo, qui en est le président. Voilà encore un exemple d'incohérence à méditer. Votre prouesse sur la répartition des compétences, votre argument sur la cohérence, etc, c'est un peu comique quand on analyse la composition du Collège qui est tout à fait déséquilibré, mais je ne vais pas rentrer dans les détails maintenant, on aura l'occasion d'en reparler.

Votre note commence par un énorme chapitre sur la sécurité. C'est bien, c'est tout le programme du MR en somme, aucune trace de politique de prévention. Votre collégialité vole déjà en éclats. Le CDH et Ecolo donnent un chèque bleu à la Bourgmestre MR - et quand je dis 'bleu', ce n'est pas la couleur du ciel mais plutôt celle de la peur et des préjugés. Aucune trace du programme électoral du CDH et d'Ecolo, en tout cas sur cette question de la sécurité. C'est important de le dire et de se le rappeler. A ce propos, je voudrais préciser puisqu'on parle de police et de sécurité que la commune va bénéficier l'année prochaine, je le sais, d'un bas de laine important de 700 000 euros qui va revenir de la Zone de police pour compléter le budget communal. Donc, quel beau cadeau ! Merci, merci à l'ancien président de la Zone de police, Philippe Moureaux, pour ne pas le citer. Au niveau de l'urbanisme et des travaux, pas grand chose comme je le disais, beaucoup de copier-coller, des projets en cours de l'ancienne majorité – je pense que personne ne me contredira, sinon on assisterait à une théâtralisation incroyable - ou des projets financés par

le Fédéral ou la Région. Finalement, de votre majorité il n'y a rien, à part quelques inquiétudes que nous avons. Par exemple, quand vous parlez de la Gare de l'Ouest, il faut être un petit peu honnête : ce n'est pas pour demain ; il y a un schéma directeur, mais on n'est pas encore dans le concret. Néanmoins, vous soutenez le projet d'un centre commercial que je ne vais pas critiquer mais il est mentionné dans votre note de politique générale noir sur blanc. Alors, ne venez pas me dire que cela va créer de l'emploi pour les jeunes. D'abord, ça ne dépend pas de vous et l'expérience a montré que, dans ce genre de centres commerciaux, les jeunes de nos quartiers n'ont pas souvent ou, très peu en tout cas, leur place au niveau de l'emploi. On se pose alors certaines questions et ce qui nous inquiète, c'est finalement de savoir si vous avez pensé à la mobilité, au stationnement, à la quiétude du quartier et de ses habitants. Apparemment non. Vous ne pensez pas qu'un centre commercial à cet endroit-là risque de tuer le petit commerce ? Nous sommes juste à côté de l'atrium chaussée de Ninove où des efforts importants sont réalisés pour redynamiser le petit commerce qui, entre guillemets, rend plus de services à la population que les grands centres commerciaux. Visiblement, votre majorité s'en fout. Eh bien, pas nous. Nous, on défend et on défendra fermement le petit commerce ...C'est en page 9, paragraphe 2 - car apparemment vous ne connaissez pas votre note...

Excusez-nous, nous on a lu la note. Je sais qu'il y a beaucoup de conseillers qui la découvrent. Nous, en tout cas, on en a pris connaissance... Je peux continuer, Monsieur le Président ?

M. le Président :

Je vous en prie.

M. Ikazban :

Merci. Il y a dans votre note de politique générale ce que vous dites, ce que vous annoncez en grande pompe, il y a surtout ce que vous ne dites pas, étrangement. (...) Vous en avez un peu parlé dans votre présentation, je l'avoue. L'aménagement de la Place communale, c'est important quand même. C'est une place centrale, un lieu de passage important, le plus important même de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, une place qui va s'embellir. Encore un projet à nous, c'est nous qui l'avons lancé... Oui, vous confirmez, merci... Eh bien, c'est le premier espace partagé en région bruxelloise, c'est important de le dire. Les écolos se vantent d'apporter de nouvelles idées, de nouveaux projets. Mais c'est nous qui avons porté ce projet, qui l'avons défendu avec Philippe Moureaux, avec Jef, et tous les collègues. Alors, pourquoi vous l'avez oubliée, alors que la gare de l'Ouest, vous en avez trop parlé ? Vous avez peur de dire que c'est un projet qui a été lancé par Philippe Moureaux ? - vous savez, tout le monde le sait ou, en tout cas, va le savoir. Ou alors c'est un projet qui n'est pas important pour vous, peut-être... Moi, je pense que la vérité se trouve ailleurs ; c'est pour éviter de parler du projet de votre échevin des travaux publics qui nous a annoncé ici même au Conseil communal – c'est donc dans les PV- sa volonté de construire des, je dis bien 'des' au pluriel, tours de stationnement pour la place communale ou sur la place communale, je ne sais pas, car vous ne l'aviez pas laissé répondre. On y reviendra...Je suppose en tous cas que, aujourd'hui, vous allez nous répondre clairement et honnêtement sur ce point : c'est quoi cette histoire, est-ce que vous allez saccager ce projet d'espace partagé avec des tours de stationnement ? Si oui, qu'en est-il, et si non, c'est quoi ce projet de tours de stationnement et où compte-t-il les installer, parce que dans le même temps, vous allez faire passer les Molenbeekois à la caisse.

Le logement ? Je vais féliciter l'échevin actuel du logement, car je pense que la plus belle partie de votre programme, la plus travaillée, la plus sérieuse, c'est celle-là. Et je ne dis pas ça seulement parce que vous reprenez la plupart des dispositifs que nous avons créés nous-mêmes, je le dis franchement, car c'est courageux, ambitieux et, au moins, il y a un

objectif clair et chiffré. Deux bémols néanmoins à cela - la Bourgmestre l'a dit dans sa présentation - : évidemment, nous, groupe PS-SPA, nous encourageons la création de logements sociaux ; vous avancez la création de 800 logements, mais il faut quand même avoir l'honnêteté de préciser qu'il y en a déjà 600 qui sont prévus dans le cadre du plan régional. Dans votre plan de 800, on doit donc en retirer 600 logements... et encore dans la ventilation, il faut rajouter les logements qui sont déjà prévus dans les contrats de quartiers, depuis leur début – on en a eus 12 – et à chaque fois avec un lot de logements versé aux Propriétés communales ; et Molenbeek est la seule commune de Bruxelles où toutes les propriétés communales sont gérées comme du logement social. Finalement, l'annonce de la nouvelle majorité est assez maigre. Mais je reconnais que ce programme-là est le plus intéressant qui reprend beaucoup de nos projets, mais ce n'est pas grave. Je tiens à préciser aussi - encore un effet d'annonce- que, déjà sous la législature précédente, un point d'honneur avait été mis à la dépolitisation des attributions des logements communaux et nous avons voté ici même un règlement dans ce sens à l'initiative de mon collègue et camarade Mohamed Daif. Alors les écolos ont soit un trou de mémoire, soit ils n'étaient pas assez attentifs au moment où on a voté. Vous étiez ici, dans l'opposition, pas Monsieur Majoros à qui je ne fais pas le reproche mais Mme Turine, si ; vous étiez là... vous n'aviez pas prêté attention ou vous étiez de mauvaise foi, je ne sais pas... En tout cas, le règlement de dépolitisation d'attribution des logements communaux, ce sont les socialistes qui l'ont déposé, défendu et fait voter au conseil communal, évidemment avec le reste de la majorité. Donc, on n'a pas attendu les écolos pour avancer là-dessus.

Pour terminer sur ce chapitre logement, sur ce point très important, je dirais que nous avons quand même une grande préoccupation et une très grande inquiétude par rapport à une question fondamentale qui est de savoir quelle est l'interprétation de la mixité pour la majorité en matière de logement. S'agit-il de construire du logement social uniquement dans certains quartiers ou, partout, également dans le Molenbeek résidentiel ? Parce que la vraie mixité, ce n'est pas de construire des logements là où il y en a déjà, c'est aussi d'en construire ailleurs, dans le nouveau Molenbeek, le Molenbeek résidentiel, pas loin de l'avenue de la Liberté, pas loin du boulevard Mettewie, là où on en a déjà construit avec mille et une difficultés puisque le MR s'y était opposé à l'époque. Voilà, je pose la question et aimerais avoir une réponse claire et franche et ne me dites pas qu'il y a déjà des projets en cours que nous connaissons pour les avoir lancés, parlez-nous des nouveaux projets que vous allez éventuellement mettre en place.

En ce qui concerne la mobilité, mon collègue Van Damme va, en grand spécialiste, s'exprimer longuement sur ce sujet. Mais j'espère simplement que votre échevin pourra gérer cette matière d'une autre façon, en tout cas, que celle qu'il a utilisée pour gérer la propriété publique, je dois dire la saleté plutôt, à Molenbeek-Saint-Jean ces six dernières années. Parce que, il faut le dire, votre plus belle réussite de votre casting au niveau du Collège est d'avoir changé l'échevin de la propriété publique. Et je me pose une question : ou vous estimez qu'il a un mauvais bilan et vous lui avez fait changer d'échevinat, ou vous estimez qu'il a fait un magnifique travail et vous lui donnez alors un méga-super échevinat avec les travaux publics, la mobilité, les contrats de quartier... Chapeau ! ... alors il a des talents de négociateur que je ne lui connaissais pas, je n'en sais rien, j'en doute mais... Je disais donc que mon collègue Van Damme va s'exprimer plus longuement sur ce sujet-là. J'ai néanmoins une remarque, une inquiétude par rapport à une partie des membres de votre majorité que nous avons fréquentés avant et dont on connaît le discours et les quelques pratiques (maintenant, on n'est plus sûr de rien ... vous savez, les changements , les volte-face , ça existe dans la vie) , par rapport à un projet que vous nous avez caché , dont ne vous ne parlez pas dans la note de politique générale , car les mauvaises nouvelles vous n'en parlez pas: c'est votre projet, votre idée de faire payer aux Molenbeekois la première carte de stationnement pour riverains alors qu'elle est gratuite actuellement. C'est étonnant de faire payer la même chose à tout le monde. ; il n'y a même pas de demi-mesure ; on ne prévoit même pas de tarification sociale. Il y a quand même plus ou moins

20 000 vignettes première carte riverain. Finalement les Molenbeekois n'ont quand même pas tous une voiture - il faut l'avoir à l'esprit – et je pense aussi à tous ceux qui n'ont d'autre choix que d'avoir une voiture pour conduire leurs enfants à l'école, pour faire leurs courses, aux familles monoparentales, à toutes ces femmes seules, car il y a plus de femmes seules avec des enfants que d'hommes seuls, et à tous ceux qui se lèvent tôt pour aller travailler également. Je trouve cela injuste et qu'il n'y a aucune nuance dans votre mesure dont on en reparlera un peu plus lors de l'examen du budget. Mais c'est tellement facile d'aller chercher dans la poche des Molenbeekois l'argent que vous n'avez pas.

Au niveau de l'enseignement - là je suis un peu étonné que vous ne l'ayez pas dit, je pensais quand même que vous alliez quand même faire la remarque car je ne peux pas répéter tout le temps que tous les projets que vous avancez viennent de nous et je pensais que vous alliez m'aider un peu mais ce n'est pas le cas – l'ancienne législature a mis en chantier la création de nouvelles écoles, toujours grâce au dynamisme de Philippe Moureaux. Mais quels sont les budgets alloués à ces projets ? Je n'en trouve trace quasi nulle part, s'agissant du budget de fonctionnement à charge de la Commune. Ne venez pas me dire qu'il y a l'argent de la Communauté française pour payer les enseignants. Je ne parle pas de ça, pas des constructions, mais du fonctionnement, du minimum que vous avez prévu pour le fonctionnement par rapport à ce qu'on va créer et ouvrir comme nouvelles classes. J'ai quelques inquiétudes au fait que l'ouverture d'une nouvelle école, ça se prépare avant, on n'attend pas que l'école soit construite et terminée. J'ai l'impression que sur ce dossier-là la nouvelle majorité a vraiment le nez sur le guidon et ne va plus loin – et quand je dis cela, ce n'est pas un jeu de mots, pas une pique aux écolos, rassurez-vous.

Je voudrais dire, avant de passer au chapitre suivant, que vous préparez une injustice et là je vous demande de faire attention et de changer éventuellement de fusil d'épaule parce que je pense que vous faites erreur avec votre volonté de faire payer les garderies aux Molenbeekois alors qu'on est encore la seule commune qui permet à des familles, à des parents, à des familles monoparentales, beaucoup de femmes seules, de pouvoir faire garder leurs enfants dans les écoles. Et quand je dis 'garderies' c'est souvent des études, il faut le dire très sérieusement : nous préférons quand même que des enfants puissent avoir la possibilité de rester un peu plus longtemps à l'école pour faire leurs devoirs dans de bonnes conditions, plutôt qu'à la maison où, parfois malheureusement – et c'est souvent le cas, c'est la réalité – ils n'ont pas toujours l'espace ni la tranquillité ou la sérénité pour le faire.

La jeunesse, Ah ! La jeunesse ! J'étais impatient d'arriver à ce chapitre que, franchement, j'ai relu plusieurs fois, un sujet essentiel et prioritaire pour le devenir de notre commune. Malheureusement, je trouve beaucoup de pages vides de sens. Finalement, il n'y a aucune prise en compte des spécificités des vrais défis. Les propositions que vous faites dans votre chapitre, c'est un peu le jour et la nuit par rapport à celui sur le logement. En tout cas, vous n'avez pas travaillé ensemble, ce n'est pas possible, vous n'êtes pas dans le même parti... En lisant ce chapitre, je vois que c'est bourré de préjugés, de volontés de donner des leçons et ça illustre aussi une méconnaissance des réalités et du terrain. Les propositions que vous faites peuvent être appliquées n'importe où. Donc, on pourrait très bien être dans une autre commune, on pourrait très bien être à Uccle avec le même programme. Et ce que je trouve un peu dommage c'est qu'ici nous avons une diversité – il n'y a aucun préjugé de ma part- qui fait notre richesse et dont il faut tenir compte, que nous devons et que vous devez entretenir avec ferveur. Arrêtez avec les anathèmes et les préjugés, s'il vous plaît. J'avoue que c'est très décevant parce que, sincèrement, nous attendions énormément à ce niveau-là. On dirait qu'on a étalé de la confiture...c'est ce qu'on a comme impression, vous savez, quand on n'en a plus, on en étale beaucoup... Vous avez quand même une circonstance atténuante – je ne sais pas si elle est vraiment atténuante - c'est que pour moi, il c'était difficile de faire pire que votre prédécesseur au maigre bilan au niveau de la jeunesse.

Chapitre sport : je ne vais pas être long sur ce point, m'étant entendu tout à l'heure avec le Président sur l'organisation du Conseil, comme il le fait avec les autres conseillers - ce n'est donc pas un aparté. Sur ce chapitre, rien de révolutionnaire. C'est vrai que le bilan avec tout ce qui a été mis en œuvre auparavant est exceptionnel (ce n'est pas moi qui le dit, ce sont d'autres comme l'échevin des sports actuel, au moins ça lui arrive de dire la vérité, c'est bien). Je pense quand même qu'il est prudent dans cette matière-là de ne pas se reposer sur ses lauriers, en l'occurrence sur les lauriers des autres. Le sport, c'est quelque chose d'important pour Molenbeek-Saint-Jean et ça doit le rester. C'est comme un entraînement physique : qui n'avance pas, recule. Mais comme j'ai promis au président de séance concernant certaines matières que j'avais en charge, j'allais observer une période de silence, par souci de déontologie, je vais donc m'arrêter là.

J'arrive maintenant au chapitre concernant la L.E.S., la C.L.E.S., la Cellule de lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek-Saint-Jean. A lire la note – franchement, il faudrait la diffuser telle quelle sans corrections -, tout est formidable. Or, il n'est pas loin le temps des critiques acerbes, le temps où on n'y prêtait pas attention aussi bien dans les rangs de la majorité actuelle que dans ceux de l'opposition. Alors, d'où vient ce revirement à 180 degrés, je ne sais pas, peut-être que vous avez tout changé en deux mois, vous avez peut-être une baguette magique.... Cette structure qui a été créée, il y a plus ou moins vingt ans, a besoin d'un nouveau souffle et de moyens supplémentaires, c'est clair. Mais à lire votre blog - je parle à la présidente qui a un chouette blog que je vous invite à lire - je suis heureux de constater que vous semblez mettre de côté votre diabolisation de ses services et de son personnel. Il est vrai aussi que la période où Molenbeek n'avait rien, avant vingt ans (vous n'avez pas connu cette période, Françoise Schepmans si, puisqu'elle a été échevine de la jeunesse déjà. A notre arrivée, il n'y avait rien au niveau communal, il n'y avait pas un service, il y avait des associations privées qui faisaient bien leur boulot mais elles étaient très peu nombreuses, sinon rien au niveau communal, aucun service d'aide ni pour les jeunes, ni pour les femmes, ni pour les moins jeunes, ni pour les primo-arrivants, ni au niveau du sport, il faut le dire et le rappeler ; c'est vrai qu'on a la mémoire courte, c'est vrai aussi que la plupart d'entre vous n'habitaient même pas cette commune à ce moment-là. A ce stade de la note, je pense que plus on avance, moins il y a de choses à dire, tant la banalité et les lieux communs se confondent. Je ne sais pas, est-ce que vous avez travaillé jusqu'au bout de la nuit, que vous étiez fatigués, que vous étiez arrivés au bout, que ces chapitres-là, vous les avez négligés ? Je suis étonné, parce que, comme par hasard, on tombe sur le chapitre 'culture'. On a tous lu cette note séparément, on a pris votre méthodologie, puis on a confronté nos points de vue et nos idées et, très souvent – je ne dis pas à 100 % - on était d'accord... J'y vois là vraiment un manque cruel d'ambition. En effet, la majorité actuelle hérite d'un formidable cadeau, la désignation de Molenbeek comme Métropole Culture 2014 grâce à Philippe Moureaux d'ailleurs. Mis à part quelques banalités, rien n'est développé à ce sujet. Pour rappel, un budget est pourtant alloué à la commune à cette occasion, un budget qui vient de la Communauté française, donc de la ministre Fadila Laanan. Cet événement doit être réfléchi en amont, pendant et après sa célébration. Le projet Métropole culturelle 2014 est un projet d'envergure. Quelle trace va-t-il en rester, que voulons-nous en garder ? Il y va de l'image de notre commune si capitale à nos yeux – et à vos yeux, je l'espère. Sachez saisir la chance qui vous est donnée. A lire votre note, je n'ai pas cette impression-là. Sur ce volet-là, je voudrais simplement dire un mot sur la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale,- je ne vais pas dire qu'elle a été créée par Philippe Moureaux sinon vous allez encore râler – d'autres collègues feront des interventions plus précises – qui ne reçoit aucun subside supplémentaire alors que c'est un acteur phare au niveau culturel dans notre commune. Je pense que c'est un manque d'ambition. Parce que, vous savez, préparer Molenbeek Métropole multiculturelle 2014, c'est un événement de taille. Allez voir comment ça s'est passé ailleurs et vous comprendrez. C'est un événement extrêmement important. Et je pense que vous manquez d'ambition au moment où vous ne dotez pas de moyens supplémentaires l'opérateur le plus important dans cette commune au niveau culturel. Et ne venez pas me dire oui mais il y a un budget pour Métropole. Ce

budget-là c'est pour organiser Métropole 2014. Néanmoins on a un bijou ici, il faut le faire briller, le faire polir, le mettre en avant, lui permettre de développer encore plus d'antennes, encore plus de projets, encore plus de possibilités. Ce n'est pas le cas et je le regrette vraiment fortement. Il y a aussi quelque chose qui ne se trouve pas dans votre note de politique générale -vous allez peut-être le nier : j'entends dire ici et là (j'ai aussi des oreilles qui traînent, des antennes) que vous demandez d'augmenter les tarifs des consommations à la Maison des Cultures. C'est bien... encore une fois, vous allez venir nous présenter tout à l'heure un budget en boni et on a compris où vous avez été chercher l'argent ; et vous allez priver les Molenbeekoïses et les plus faibles de culture. Parce que vous savez très bien que la Maison des cultures, ce n'est pas seulement un lieu culturel mais un lieu de rencontres, de cohésion sociale et y prendre un verre, discuter, papoter autour d'un verre, d'un thé, d'un café, c'est important. Et je pense que quand vous augmentez, d'abord ce n'est pas là que vous allez faire beaucoup d'économies ; par contre vous allez faire très mal aux Molenbeekoïses et aux plus faibles. Et je le déplore fortement.

Au niveau de l'économie, beaucoup de bla-bla pour pas grand-chose. Durant toute la campagne électorale, j'ai entendu – je n'étais pas le seul - l'échevin de l'emploi qui se plaignait du manque d'argent, d'être tout seul au Collège - le pauvre malheureux - face aux socialistes, face aux autres ; ça donne presque envie de pleurer...Les 5000 euros n'étaient pas suffisants. Et dans le budget actuel, c'est toujours 5000 euros, ça n'a pas changé, ça n'a pas bougé. Pourtant les socialistes ne sont plus au Collège, les vilains méchants pas beaux ne sont plus là ; et c'est toujours 5000 euros...Alors, est-ce qu'il n'a pas correctement défendu sa cause ou, plutôt, la cause des Molenbeekoïses, des gens qui sont en recherche d'emplois dans cette commune, ou nous a-t-il tout simplement joué son cinéma habituel durant la campagne électorale. Il faut reconnaître que ce budget est vraiment ridicule face aux enjeux actuels même si la Région peut, en partie, y suppléer ; et je pense que ce n'est pas toujours le cas – et là, il connaît bien le ministre qui est chargé de l'emploi au niveau de la région et je pense qu'il pourra lui en parler. Finalement, le seul qui fonctionnait convenablement et qui a été bien géré - il faut le dire honnêtement, je ne suis pas le seul à le dire, il y a des rapports, des évaluations sur ça – c'est la Mission locale de Molenbeek dont c'est ma collègue Olivia P'Tito qui en était la responsable – il faut pouvoir le dire, le reconnaître.

Au niveau du tourisme : je regarde l'échevine du tourisme et je dois dire, Madame, que j'ai beaucoup apprécié votre intervention lors d'un précédent conseil communal parce que je trouve que vous avez répondu aux collègues avec un respect que j'espère contagieux. Au niveau tourisme, c'est vraiment mon coup de cœur, j'aime bien ce que vous avez présenté, j'aime bien ce que vous mettez-là sur papier – on ne fait pas que critiquer, hein ...on rappelle simplement des choses – je décèle vraiment une volonté sincère de Madame l'échevine d'aller dans le bon sens...moi, on m'en a empêché...

...Vous avez raison de travailler l'image de notre belle commune. En tout cas, ma position est de vous encourager dans ce sens-là. Mais faites-nous plaisir, quand vous aurez réalisé les cartes, d'en offrir une à Didier Reynders qui ne connaît pas bien Molenbeek-Saint-Jean. L'image de Molenbeek est à construire. Peut-être que nous n'y sommes pas parvenus durant toutes ces années. Nous avons fait en sorte de développer une nouvelle cité, avec ses forces et ses faiblesses. Il est vrai que le travail et la diffusion de son image nouvelle est important. Ici, je fais aujourd'hui un mea culpa : je pense que dans la précédente législature comme dans d'autres, là où on était on n'a pas été assez performants au niveau de l'image de cette commune, mais, qu'est-ce que vous voulez, on ne nous y aide pas beaucoup non plus ; mais voilà, on peut faire aussi des mea culpa de temps en temps. Au niveau de l'image il y a tout à faire, c'est clair. En tout cas, vous pouvez compter sur notre groupe pour vous soutenir dans les propositions et les projets concrets qui vont permettre de valoriser l'image de cette commune en profondeur. Néanmoins, j'ai un avertissement que je voudrais faire : c'est bien ce que vous proposez mais vous proposez un travail de revalorisation de

façade. C'est bien, c'est important. Mais notre crainte, c'est un peu comme dans les effets d'annonce du reste de la note, c'est d'oublier le travail de fond, d'oublier le travail de l'intérieur, d'oublier les vraies préoccupations des Molenbeekoïses et, surtout, des plus faibles. Donc, on vous y encourage mais, attention, ne vous occupez pas que de la façade, continuez à gérer cette commune convenablement avec de bons projets, continuez à bien gérer les projets que nous avons lancés et après, quand vous aurez terminé, vous pourrez peut-être venir avec vos projets, si vous en avez.

Un audit du personnel, c'est beau, ce que vous dites, mais c'est étrange... il y a un audit interne qui a été initié sous l'ancienne législature, à mon initiative, avec à la clé un rapport et des recommandations. C'était le rapport Colombus. Vous l'avez jeté à la poubelle, mis de côté ; pourquoi on n'en parle pas ? Cela veut dire que les partenaires de l'ancienne législature estiment que c'est un travail inutile. Dans ce rapport on parlait d'une série de choses, notamment de la nécessité d'organiser des examens de nomination, de promotion. Parce que le personnel de qualité, il faut le valoriser, le garder. C'est aussi comme ça qu'on rend service à la population. Et, je n'y vois aucune trace. Vous parlez de formation, d'évaluation, de progression du personnel, mais j'ai entendu parler, par ailleurs, d'un gel des nominations. J'aimerais que vous répondiez franchement, parce que si c'est le cas, je trouve que c'est très grave d'autant plus que, lors d'une question que nous avons posée mardi quand nous avons demandé si dans le budget il était prévu de tenir compte de ces nominations, on nous a dit 'non' ; ça veut dire que vous n'avez pas prévu de nominations en 2013. Si vous dites le contraire aujourd'hui, il y a quelqu'un qui n'aura pas dit la vérité.

Au niveau de la bonne gouvernance, je voudrais pointer votre fausse nouvelle bonne idée. Quant à l'interdiction de la diffusion de l'image des échevins etc., trois mois avant une période électorale, vous n'avez rien inventé ; ça existe déjà dans la réglementation. C'est déjà appliqué par l'ancien Collège, vous avez fait un joli copier-coller - on arrête la discussion là, - c'est dans l'ordonnance, bien sûr. Donc, encore une fois, à côté des effets d'annonce, à côté de la récupération des projets de l'ancienne majorité, vous voulez annoncer des trucs qui existent déjà en faisant croire aux gens que c'est vous qui les inventez et que vous les appliquez à vous-mêmes. En tout cas, vous n'allez duper personne à ce niveau-là.

Votre charte de l'éthique, toujours des grands mots... J'y vois, en réalité, une manière de vous couper de la population et de ses problèmes. Votre responsabilité est d'être aux côtés des gens et je trouve que ce n'est pas très courageux de votre part. Parce que si on peut être d'accord sur des principes – évoquer toujours de belles paroles, '*parole, parole, comme on dit...*' - je pense que cela ne vous grandira en rien de renvoyer systématiquement le citoyen devant les services communaux qui sont déjà submergés de demandes. Je pense que la responsabilité d'un élu, c'est aussi d'être à l'écoute du citoyen, (*je peux continuer, Monsieur le Président ? j'entends des échos...*), à l'écoute de leurs problèmes et de les regarder dans le blanc des yeux... Avec votre soit disant charte éthique, vous voulez en réalité fuir la population, les problèmes et renvoyer tout aux services communaux qui sont déjà submergés, et j'en veux pour exemple le CPAS dont les assistants sociaux et le personnel sont déjà soumis à rude épreuve et qui subissent malheureusement, de temps en temps, quelques difficultés. Ne vous coupez pas de la population. Je vais à la Maison communale pour aller consulter les documents, pour aller embêter le Secrétaire communal de temps en temps. Ya plus qu'une entrée à la Maison communale ; n'en faites pas un bunker. Elle appartient à toute la population, à tous les Molenbeekoïses, c'est une véritable maison du peuple.

Je ne vais pas être plus long. Je dirai en première conclusion qu'il faut, Mesdames et Messieurs, oublier la campagne électorale, oublier les élections. Cessez vos petites insinuations de jardins d'enfants. Agissez et relevez les défis, en améliorant le travail. Le fil rouge, finalement, de votre note de politique générale, en fait, c'est Philippe Moureaux puisque vous ne reprenez que les projets qui sont lancés sous la précédente législature.

Donc votre fil rouge – il y en a un finalement - c'est le bilan de Philippe Moureaux , et ça c'est extraordinaire. Vous reprenez ses projets, ses réalisations. Et oui, Molenbeek a perdu un grand homme qui, durant ces vingt dernières années, l'a défendue et développée. Il a su gagner la confiance de ses citoyens et c'est là tout le mal que je vous souhaite. Il faut faire en sorte, Madame la Bourgmestre,- je peux vous appeler Madame 'la' Bourgmestre, oui ; je ne voudrais pas faire un affront – d'être la véritable cheffe d'équipe de cette majorité, de tracer un fil conducteur et fédérateur, à l'instar de ce qu'a construit Philippe Moureaux. Votre majorité s'est construite sur base d'une trahison, avec un groupe tout à fait déséquilibré. J'y vois une faiblesse, une fragilité, même si vous paraissez très unie, avec l'impression que vous vous aimez beaucoup, mais dans votre note on dirait que vous n'aimez pas beaucoup les plus faibles. Je dirai, pour être sérieux : avançons ensemble pour le bien de nos concitoyens et de notre commune. Oui, j'ai bien dit : 'ensemble', car, vous savez, même dans l'opposition, nous allons soutenir les projets constructifs et positifs pour la population, mais nous resterons également vigilants. Madame, durant plus de vingt ans, vous avez dirigé un voilier en tant qu'échevine – ce qu'on oublie souvent c'est que vous l'avez été pendant plus de vingt ans -, mais, aujourd'hui, vous voici à la tête d'un navire, et quel navire...

Mme la Bourgmestre :

Un paquebot...

M. Ikazban :

... Un paquebot, merci de l'aveu...Vous voilà maintenant capitaine de ce paquebot – je n'ai pas dit pirate ; pirate, ce n'est pas elle – on m'interrompt, vous voyez...

M. le Président :

Continuez, merci.

M. Ikazban :

... Vous voilà capitaine, capitaine minoritaire – parce que vous êtes minoritaires dans votre collège, (encore une fois, mes respects, mes salutations au groupe MR, le deuxième groupe le plus important après nous du conseil communal avec 15 élus, et nous 16...) , et vous êtes seulement moins d'un quart à être présents dans le Collège des Bourgmestre et échevins qui va gérer cette commune ; bravo, chapeau !...Je sais vous avez un méga échevin qui vous représente... Donc, je disais, vous voilà capitaine de ce bateau. Alors, je vous dis : vous connaîtrez certainement des difficultés à imposer votre voie, et franchement je le crains ; je le crains pour vous vous, car un bon capitaine se doit de maîtriser son gouvernail, mais il me semble que vous ne l'avez pas en main, c'est pas vous qui l'avez en main. Sachez néanmoins mener votre navire à bon port dans le respect de la reconnaissance du travail de ces hommes et de ces femmes qui ont fait la majorité d'autrefois. Sincèrement, Madame, Madame la Bourgmestre, pardon, je vous souhaite bonne chance et je vous invite maintenant que nous rentrons dans les questions de fond, à bien écouter les conseillers PS SPa, à écouter nos chers élus, car enfin, même si nous avons des différences, notamment dans la protection et la défense des plus faibles, en écoutant bien, vous allez vous rendre compte que nous sommes une force d'opposition certes ferme mais toujours constructive, et nous serons toujours, à l'image de Philippe Moureaux, une force de proposition. Je vous remercie.

M. Le Président :

Merci, Monsieur Ikazban. Avant de passer la parole à Monsieur Van Damme, je demande à tous les conseillers qui veulent prendre la parole de se faire connaître en levant

la main, pour pouvoir noter. J'ai Madame Dekens, Monsieur Rahali, Madame Tahar, Monsieur Rekik, Monsieur Gjanaj, Madame El Belghiti, Monsieur Achaoui, Monsieur Azaoum, Madame Piquard, Monsieur De Block, Mijnheer Berckmans, Monsieur Léonard, Madame Tamditi, Monsieur Vossaert, Madame P'tito. Qui d'autre souhaite prendre la parole en dehors des personnes que je viens de citer ? Non, OK. Je donne alors la parole à Monsieur De Block.

M. De Block :

Bonsoir. En lisant la note en vitesse – parce que vous avez mis quatre mois pour l'écrire et, nous, deux jours pour la lire – je dois dire que le renouveau et la rupture avec le passé annoncés sont, je trouve, ratés. La note qui donne des orientations sur six ans - même si elle doit orienter aussi pour une période moins longue - ne comprend pas la profondeur des défis des Molenbeekois et de Molenbeek dans les années à venir. Une note qui comprend mal leurs priorités. Quand nous avons effectué un sondage juste avant les élections auprès de 800 Molenbeekois, trois points sont pointés : souci n° 1, la hausse des loyers et très concrètement, le défi de construire dans un délai relativement court beaucoup plus de logements sociaux et publics. Le deuxième défi porte sur un enseignement de qualité qui fasse en sorte qu'il prépare tous nos enfants à la situation bruxelloise – c'est-à-dire un enseignement bilingue – et leur donne les outils pour accéder au marché de l'emploi. Le troisième défi et priorité pour les Molenbeekois est la création d'emplois. Quand je compare les priorités des Molenbeekois avec cette note, je dois dire qu'elle cite comme priorités l'enseignement au point 8 et le logement au point 5 – un point effectivement bien élaboré – mais quand je cherche point par point, la création d'emplois, - je vais approfondir plus profondément cela, plus loin - j'ai l'impression que ce plan manque de vision. Peut-être que les visions représentées par le Collège et cette majorité sont tellement conflictuelles. On a essayé de camoufler, malheureusement le camouflage n'a pas abouti. Les points sont souvent clairement libéraux mais souvent sans aucune vision. J'ai l'impression que nous n'avons pas devant nous le programme de la majorité, mais des plans qui vont étudier un plan pour le logement, un plan pour l'enseignement, pour la jeunesse... des plans et des plans... Vous vous êtes présentés aux élections avec une vision politique et les gens vous ont choisis. Je trouve que cette vision manque dans ce plan. S'il est une vision claire qui, de temps en temps, perce c'est que c'est une majorité qui va être transparente, qui va bien gérer en toute transparence ... la pénurie des logements sociaux. On va accorder des logements sociaux de façon transparente et juste, mais il manquera péniblement des logements sociaux. On va faire un plan pour étudier le nombre de places nécessaire à créer dans les écoles ? Entre temps, on va mettre sur pied un système pour attribuer d'une façon juste les places dans les écoles, qui manquent et continueront à manquer avec le plan qui nous est soumis, un plan qui va gérer de façon très transparente les emplois communaux... Il va gérer la pénurie des emplois pour les Molenbeekois,... voilà la transparence, voilà la bonne gestion de cette majorité. Une dernière remarque générale : j'ai l'impression que cette majorité définit certains axes prioritaires pour elle-même, d'une façon unilatérale, par exemple en ce qui concerne la sécurité, - j'espère qu'elle va nous ramener la sécurité. Je sais qu'elle va nous amener plus de taxes, car on prévoit déjà dans le budget une augmentation des sanctions administratives communales. Sur la propreté – j'espère qu'il y aura plus de propreté - mais ce que nous savons déjà c'est qu'elle va nous apporter plus de taxes. Là aussi, on compte augmenter les sanctions administratives communales.

M. Le Président :

Monsieur Lakhloufi, vous aurez la possibilité de vous exprimer, laissez d'autres parler, merci.

M. De Block :

Quand on gare mal, c'est une taxe, pardon, une sanction...

M. le Président :

S'il vous plait, pas d'aparté. Merci.

M. De Block :

Quand on voit le plan de mobilité et de stationnement, on espère que cela va apporter plus de places pour nos voitures – pas la mienne, je n'en ai pas. Je sais que ça va générer plus de bénéfiques et d'entrées à la commune, car on compte faire payer, à ma connaissance, les riverains, les Molenbeekois pour les places qui vont se libérer dans les parkings publics, privés ou mixtes. Ce qui m'inquiète c'est le volet budgétaire de la commune qui est complètement sous-estimé, avec très peu d'attention dans ce plan à la Mission locale, à la CLES, à l'enseignement, et au CPAS qui n'a droit qu'à une demi-page. Vous allez lui accorder, je le souhaite, une bonne dotation. J'espère que cette majorité fera en sorte de déterminer la politique qui sera menée au CPAS et qu'elle le fera sur base d'un programme de majorité que je ne retrouve pas...

Je commence par le logement : vu le défi actuel face aux hausses des loyers, à l'inaccessibilité à un logement décent à Bruxelles et à Molenbeek et, spécifiquement dans la zone du canal, le plan risque d'être contradictoire avec la volonté, d'un côté, d'assurer un logement à un prix démocratique et, de l'autre, de développer une politique urbanistique (chapitre II) qui va justement stimuler des dynamiques de spéculation qui, à mon avis, vont gonfler davantage les loyers, le coût des maisons. Je pense donc que l'échevin du logement aura beau essayer ; mais comme, d'un autre côté, on ne réfléchit pas sur l'impact qu'auront les politiques urbanistiques sur les prix des loyers, ses efforts risquent d'être contrariées. J'ai une question à ce sujet : dans le plan de rénovation et de modernisation de la zone du canal, y voyez-vous une place pour les résidents actuels et quel impact sur les prix des maisons et des loyers vous prévoyez, avec les projets immobiliers qui sont annoncés, aussi bien du côté de la Porte de Ninove, que de la place Saintelette ou de la zone du canal ? On veut créer plus de logements sociaux et à finalité sociale – on avance un chiffre de 800 tandis qu'il y a 10000 familles sur les listes d'attente. Très peu d'efforts propres à la commune seront faits par cette majorité et à ce rythme-là, il faudra attendre septante ans avant que la liste d'attente soit liquidée. Cela veut dire qu'il faudra informer les Molenbeekois que, dès la conception du projet de construction, il faudra réserver leurs places et que, peut-être les gens mourront dans leur logement social. C'est cela la réalité des chiffres qui est donnée par ce plan. En même temps, les outils qui permettront de développer réellement un plan ambitieux au niveau du logement ne sont pas définis. On doit pouvoir étudier la possibilité de créer une régie, alors que vous avez eu quatre mois pour y réfléchir. Il n'y a là aucune ambition par rapport à un levier important comme la création d'une entreprise communale de construction, de rénovation et d'isolation qui permettra de créer de l'emploi, cela n'a été réfléchi ni dans le cadre des isolations et des plans d'énergie, ni dans le cadre de la construction de logements, ni dans le cadre de l'emploi. Je pense donc que la commune reste, actuellement, en deçà des défis à relever en matière de logement pour les Molenbeekois.

Au niveau de l'enseignement – même si le chapitre logement est celui qui a été élaboré de façon le plus précise, d'autres chapitres étant beaucoup plus vagues – le plan reste au-dessous de tout, et apparaît presque cynique quand il parle de la vague démographique qui impactera - au futur - notre commune. Est-ce que vous avez constaté qu'on est en plein dedans, que cette vague nous inonde que, actuellement et, depuis des années déjà, des parents ne trouvent plus de places dans les écoles ? Le plan devient

cynique quand, en page 25, il veut mettre en œuvre des stratégies originales pour permettre à un maximum d'enfants de fréquenter régulièrement l'enseignement maternel au plus tard à cinq ans, si possible dès trois ans. Une réflexion spontanée aurait été de dire qu'il n'y a peut-être pas assez de places dans les écoles maternelles... Le chapitre sur l'enseignement n'est pas du tout chiffré. Pire encore, malgré les chiffres donnés par la presse et aussi dans le cadre de la campagne électorale, on ne donne pas un chiffre clair de l'ambition en matière de création de classes dans les écoles molenbeekoises. Aucun chiffre, on va étudier le sujet... Comment est-ce possible qu'on ne connaît pas exactement les chiffres des places qui manquent. Je les lis dans la presse, mais d'où viennent-ils ? Quant au défi de la réussite scolaire à Molenbeek, le plan est en dessous de tout. Il y a de chouettes propositions et initiatives comme l'équipe d'enseignants volants qui va aider les logopèdes, éducateurs, psychologues et épauler les enseignants. On ne peut pas y arriver avec ces mesures-là. Et le défi actuel est dramatique, vous connaissez les chiffres, 1 jeune sur 3 Molenbeekoises ne finira pas ses études secondaires avec un diplôme.

Sur l'emploi, très peu. Il y a un plan sur l'économie, il y a les 5000 euros évidemment, mais sur la manière de résoudre le problème et de créer concrètement de l'emploi, très peu de données. Est-ce que cette commune se donne comme ambition de créer elle-même de l'emploi ? Rien ... Comment la Mission locale va faire son travail, comment améliorer l'accompagnement en matière de recherche d'emploi ? Très peu... Face au constat que, je pense, la moitié de la population molenbeekoise a besoin d'une formation pour augmenter ses chances sur le marché de l'emploi, il y a très peu d'initiatives. Je voudrais finalement terminer sur les personnes qui, la crise s'aggravant, tombent dans les mailles du filet... Sur le chapitre CPAS ou de l'aide sociale, très peu sauf qu'on parle de l'activation des aides octroyées. Si vous voulez dire par là que c'est la même activation de l'allocation chômage qui fait que plein de gens se font éjecter du chômage et se retrouvent justement au CPAS, parle-t-on des mêmes mécanismes qu'on va appliquer au CPAS pour recréer la même chose et se retrouver avec une partie de la population qui, finalement, n'aura plus rien. Je voudrais vraiment que cette majorité se prononce là-dessus et lui demander de dire comment elle va surmonter les contradictions, et les synergies qui sont ratées dans ce texte, comme par exemple les contradictions entre les plans urbanistiques et ceux du logement, comment elle va s'y prendre pour faire mieux que la majorité précédente sur l'emploi, la jeunesse et l'enseignement. On vient de voter lors du précédent conseil des subsides pour les écoles de devoirs. Dans le chapitre sur l'enseignement, rien sur les écoles de devoirs... sur le lien avec les autres acteurs autour de l'enseignement. Oui ?...

M. Le Président :

S'il vous plaît, pas d'aparté, continuez votre interpellation, merci.

M. De Block :

Dans le chapitre consacré à la jeunesse, je vois des phrases sur la recherche d'emploi des jeunes, mais dans la partie même de l'emploi, très peu de références, sauf les 'job days' organisés une ou deux fois par an. Enfin, comme dernière réflexion, je voudrais soutenir, l'envie de la majorité de consulter et faire participer les Molenbeekoises aux priorités. Je constate malheureusement que leurs priorités ne sont pas reprises selon les difficultés qu'ils éprouvent. J'espère que ça deviendra plus concret à propos du projet de la Porte de Ninove, (car il y a tellement de rumeurs qui circulent à ce sujet) ; on a promis aux habitants qu'ils seraient consultés et j'espère que cette majorité tiendra ses promesses et va les consulter et les impliquer dans ces plans... qui changent régulièrement et rapidement. Merci.

M. Le Président :

Merci, Monsieur De Block. Je passe la parole à Madame Dekens. Mevrouw Dekens, alstublieft. Dank u. Ah, eerst Mijnheer Van Damme ? OK.

M. Van Damme :

Beste collega's, beste collegeleden, beste Burgemeester. Ik ga natuurlijk niet de excellente tussenkomst herhalen van mijn collega Jamal Ikazban dat heeft geen zin om exact hetzelfde te zeggen maar ik kan wel zeggen dat ik 200% achter zijn tussenkomst sta. U heeft ...

Madame la Bourgmestre, vous avez utilisé comme slogan le terme 'respect' que vous avez souvent répété. Pour la petite histoire, c'est aussi le slogan qu'utilise le nouveau Bourgmestre d'Anvers quand il expose sa note de politique générale...

Mme la Bourgmestre :

Moi, je le faisais avant...

M. le Président :

S'il vous plait, pas d'aparté.

M. Van Damme :

Respect. Moi, je dirai plutôt, quand je lis la note, 'déception', 'désillusion'. Après l'avoir lue, c'est ces mots-là qui me viennent à l'esprit.

Om twee redenen één het groeve grote deel van de grote projecten in uw nota dus dat wil zeggen de projecten die er echt toe doen de belangrijke projecten in uw nota zijn allemaal projecten die ofwel gewestelijke projecten zijn ofwel projecten zijn die opgestart zijn door de vorige meerderheid dus U heeft en dat is de eerste reden waarom ik echt ontgoocheld ben in uw nota U heeft eigenlijk geen enkel nieuw groot project voor de komende 6 jaar in Molenbeek voorzien hier en daar zijn er wat kleine voorstellen maar er is geen enkel « projet phare » zoals men dat zou zeggen in het Frans geen enkel groot project dat eigenlijk het nieuwe Molenbeek waar U zo heeft op gehamerd.

Le changement à Molenbeek que vous avez tellement prôné, il ne se retrouve nulle part, dans aucun projet. Au contraire, vous ne faites que reprendre les projets de l'ancienne majorité et les projets régionaux.

Dat is de eerste reden waarom ik ontgoocheld ben en de tweede reden waarom ik ontgoocheld ben is dat uw plan eigenlijk vol staat met plannen die U zal maken met studies die U zal doen Ik ga mij even verduidelijken met drang tot die twee punten.

Les quelques projets phares que vous énumérez sont des projets de la Région ou de la majorité précédente.

Métropole Culture is een project dat is opgestart onder de vorige meerderheid is een project dat eigenlijk al getrokken werd door Philippe Moureaux twee jaar geleden dat wij met zijn allen hebben binnen gehaald en waar U nu in 2014 inderdaad de vruchten kan gaan plukken maar U kan moeilijk zeggen dat dat het nieuwe project is dat U gaat lanceren dat deze meerderheid gaat lanceren U heeft daar geen enkele verdienste aan dat dit project zal gerealiseerd worden ik ben blij natuurlijk dat Molenbeek in 2014 Metropole Culture zal zijn

maar eigenlijk heeft U daar met deze meerderheid niets aangehaald. Nieuwe scholen, zeer belangrijk. U spreekt over nieuwe scholen.

Il faut des écoles en plus, mais les nouvelles écoles que vous proposez sont celles que nous avons mises en marche et pour lesquelles les plans sont déjà introduits et les financements trouvés. Vous n'aurez qu'à les construire et trouver un entrepreneur. Est-ce cela le grand projet que vous avez lancé ? je ne le crois pas. Je n'y trouve pas de nouveau plan pour de nouvelles écoles ; vous n'allez que couper des rubans...

Ik ga een voorbeeld nemen U bent begonnen met het eerste grote roject te noemen dat U wil verdedigen dat is de nieuwe bevolkingsantenne in hoog Molenbeek.....

La nouvelle antenne Population dans le nouveau Molenbeek

Ook dat is een project dat gelanceerd werd door mijn collega Paulette Piquard de vorige legislatuur waar de plannen al concreet zijn waar we die zelf hebben goedgekeurd op het College waar er financiering is voorzien

Donc, qu'est-ce que vous allez faire de nouveau, sinon d'exécuter les projets lancés sous l'ancienne majorité, faire autre chose que de désigner l'entrepreneur et de couper des rubans ? Telle est ma première question. Dans ce cadre, on donne encore, un exemple : le renouvellement des caméras de surveillance. Là aussi, c'est un marché qui a été conclu par mon collègue Mohamed Daif sous l'ancienne majorité. Rien de nouveau sous le soleil, donc.

Tweede punt waarop ik wil tussenkomen is dat U gaat studeren, U gaat plannen maken, U gaat kijken hoe U de dingen gaat doen, U gaat onderzoeken, U gaat lang en langdurig analyseren voorbeeld U gaat een onderzoek doen naar het aantal plaatsen dat nodig is in het onderwijs in Molenbeek die studies bestaan die zijn op het niveau van het gewest gedaan die zijn door beide gemeenschappen gedaan

Ces études (de l'IBSA) ont été faites par la Région dans le but de déterminer le nombre de places d'enseignement qu'il faut à Molenbeek et dans d'autres communes.

Pourquoi donc allez-vous réétudier cette question ; il faut agir, on n'a plus le temps d'étudier en ik denk daar dat Mijnheer De Block daar in het lang en in het breed over heeft tussengekomen de essentie is daarover al gezegd.

Plan energie, jullie gaan een plan energie lanceren zeer goed, prachtig ok maar opnieuw een lege doos omdat het als een punt naar voor te schuiven.

Plan jeunes, plan economie locale allemaal plannen die U gaat lanceren in de komende weken en maanden

Bon, on se réjouit des plans. Mais faut-il vraiment attendre quatre mois pour avant de soumettre une note pleine de plans que vous annoncez mais dont on ne sait pas sur quoi ils vont porter.

Mijnheer Majoros zegt dat hij een grond regie zal oprichten ok opnieuw een suggestie.

On va étudier la possibilité de créer une régie foncière, étudier la possibilité de créer une nouvelle école secondaire, étudier la possibilité de réinstaller «Télé-Police »...

Daar zat ik echt wel op mijn gat zoals ze dat in het Nederlands zeggen «Télé-Police » U was de Schepen die verantwoordelijk war voor « Télé-Police» onder de vorige legislatuur

U was bevoegd voor handel en voor onder andere dit systeem en U heeft samen dus met ons beslist om dit project af te voeren omdat het niet goed werkt en nu zegt U dat U het opnieuw gaat invoeren nu zegt U

Je vais de nouveau étudier la possibilité de réinstaller le système « Télé-Police » mais je l'ai moi-même aboli lors de la précédente législature ? C'est quand même assez étonnant comme proposition.

J'en arrive à la propreté. C'est peut-être la question qui a été le plus malmenée dans la législature passée. J'espère donc qu'un nouvel échevin va y apporter un nouveau souffle.

Ik moet zeggen er staan een aantal leuke ideeën rond netheid in het hoofdstuk netheid maar eigenlijk niet iets waarvan je denkt van dit gaat het verschil maken

J'en évoque quelques points : on va faire en sorte que Molenbeek aura un hippomobile, à l'instar de Schaerbeek. C'est évidemment chouette d'avoir des chevaux pour ramasser nos déchets – je ne suis pas contre ce projet, ça peut même être sympathique pour nos enfants, pour tout le monde, d'avoir des chevaux en ville. Mais, dire que cela va résoudre le problème de la propreté à Molenbeek, c'est quand même un peu court. Mais on continue, on continue ... on va faire une enquête pour voir où le problème de propreté se pose le plus. Mais, il se pose partout dans la commune, il suffit de se balader dans les rues pour voir qu'il y a un vrai problème de propreté. Faut-il vraiment faire une enquête auprès des riverains pour décider de ce qui doit être fait ?

Iedereen weet wat er moet gedaan worden. Er moet gigantisch geïnvesteerd worden in de ophaling van vuil, in de verbalisering in het creëren van een containerpark. Het creëren van een containerpark staat er inderdaad in zeer goed mijnheer de schepen al ware het niet dat uw collega uw eigen liberale collega drie jaar geleden ook gezegd heeft van er moet een containerpark komen op de site van het Weststation exact hetgeen hier staat in dit akkoord alleen is hij er jammer genoeg niet in geslaagd dus ik hoop dat U meer succes zal hebben dat U meer doorzettingsvermogen zal hebben dat U meer competentie zal tonen dan uw collega want drie vier jaar geleden heeft uw liberale collega van uw eigen partij ook gezegd

Il faut une déchetterie sur le site de la gare de l'Ouest. C'est très bien, mais on se répète.

Vierde puntje dat ik effen wil aanhalen en dat is misschien het enigste waar ik van denk van ja dat is misschien een goed idee de snelle interventie brigade om groot huisvuil op te halen mar mijn eerste vraag is dan hadden we die niet al ?

On avait quand même un service d'intervention rapide qui venait chercher les grands encombrants dans la commune de Molenbeek. On l'avait déjà...Donc, on va le recréer ; et, en consultant le budget de cette année, je ne vois, nulle part, un supplément d'investissement en matière de personnel pour réaliser ce projet. Très chouette idée, donc, mais est-ce que cela va changer quelque chose ?

Ik ben heel pessimistisch wat betreft de netheid. Tot slot het hoofdstuk Mobiliteit een hoofdstuk waar ik natuurlijk met heel veel plezier heb naar uitgekeken en ik moet zeggen ik kan niet ontgoocheld zijn omdat het woord dat het meest voorkomt

Le mot qui revient le plus dans le chapitre sur la mobilité est 'continuer', mot qu'on retrouve dix fois. Donc, en tant qu'ex échevin de la mobilité, je suis évidemment content d'apprendre qu'on continue tous les projets. C'est bien, mais il faudrait beaucoup plus que continuer, mais amplifier, relancer de nouveaux projets. Je ne trouve aucun nouveau projet dans ce chapitre.

Et le seul projet dont espérait voir quelque chose ça c'est ironique – 'espérait' het enige project dat de Schepen van mobiliteit al had aangekondigd staat er niet in het enige project waarmee in de pers is gekomen – le seul projet avec lequel il c'est présenté dans la presse, c'est la construction d'une tour, -ou des tours de stationnement, comme le disait mon collègue Ikazban - dans le centre historique de Molenbeek alors que les espaces publics sont tellement rares, et qui ne se retrouve pas dans la déclaration de politique générale, ce qui veut dire, soit, que le MR ne pèse pas assez lourd dans cette majorité – mon collègue Ikazban l'a déjà dit, avec 4 échevins sur 12 ... sur 15 conseillers – et qu'il n'a pas pu imposer sa force, c'est peut-être ça la réalité -, soit, comme cela s'est passé lors du conseil précédent, la Bourgmestre a désavoué publiquement son propre échevin en cette matière. Heureusement, pas de tours de stationnement dans le centre historique. Mais pas non plus de nouveaux projets en matière de mobilité. Aucun nouveau projet en matière de mobilité.

Dus in conclusie kunnen we eigenlijk het volgende zeggen :

Le grand changement de grande verandering die werd aangekondigd door de nieuwe meerderheid of die nog altijd wordt aangekondigd want in de communicatie is het nog altijd de grote verandering de grote vernieuwing ;

Le renouveau à Molenbeek, on ne le retrouve, franchement, nulle part dans cette note de politique générale, ni en mal ni en bien.

Dus in geen enkele richting noch slecht noch goed het is een gewone voortzetting van heel veel projecten die al gelanceerd waren maar dan vraag ik mij af

Je pourrais, comme mon collègue Jamal Ikazban, me réjouir d'une certaine continuité dans les projets mais je demande alors ce que vous allez faire après deux ou trois ans quand tous ces projets sont déjà entamés, à partir de 2015, de 2016, pour la deuxième moitié de la législature. Qu'est-ce que vous, vous allez faire de nouveau ? Et là, la note est franchement silencieuse.

Je conclus avec un point qui ne se trouve pas dans la note mais qui est déjà exemplaire de ce qu'est vraiment la nouvelle politique que vous allez mener. J'ai ici en mains, une lettre signée par la Bourgmestre et le Secrétaire communal adressée à une association molenbeekoise lui disant qu'elle aura bien, comme elle l'avait demandé, les tables et les choses pour la fête qu'elle organise qui, pour info, ont été toujours délivrées gratuitement par la majorité précédente - et c'est normal car il s'agit d'associations qui font vivre notre commune, des gens qui n'ont pas de sous et qui demandent l'utilisation de tables et de chaises pour leurs fêtes...

M. l'Echevin El Khannouss :

On peut avoir le nom de l'association ?

M. Van Damme :

J'espère, Monsieur El Khannouss que vous allez traiter toutes les associations de la même façon.

M. Le Président :

Continuez l'interpellation telle quelle, s'il vous plait, comme c'est prévu ; les réponses viendront après. Merci. Monsieur Van Damme.

M. Van Damme :

Donc, j'espère que vous les traitez de la même façon. Et si le nom de l'association vous importe, ça veut dire que vous allez faire de la politique à la tête du client, et j'espère que ce n'est pas le cas...

M. Le Président :

Je viens de demander de ne pas faire d'aparté. Cela ne s'adresse pas spécialement à vous, Monsieur Van Damme. Merci.

M. Van Damme :

Donc, je vous lis la lettre qui est en néerlandais mais que je vous traduirais sur le champ : on vous octroie la collaboration matérielle promise (les chaises et les tables) pour la dernière fois gratuitement. On vous informe que la collaboration matérielle sera désormais payante à raison de 1 euro par table et 50 euros, pardon 50 cents, par chaise. De plus, une somme de 25 euros sera demandée forfaitairement pour la livraison de ces chaises et tables. Je conclus donc qu'une association qui a besoin de 10 tables et 50 chaises pour faire son activité va devoir payer quelque 100 euros.

M. Le Président :

Vous savez qu'il y a une interpellation, tout à l'heure, sur le sujet. Alors, s'il vous plait...

M. Van Damme :

Je termine, encore une ou deux minutes... Donc une association qui organise 3 ou 4 fêtes par an, ce n'est pas énorme, payera 400 ou 500 euros par an; comment vous croyez qu'elle va faire ? Je rebondis sur la note de politique générale pour vous dire que vous prévoyez, peut-être, l'instauration d'une politique qui ne figure pas dans la note. La vraie note de politique générale n'est pas ici. Ceci est juste une façade. Donc, la vraie politique que vous allez lancer, c'est une politique anti sociale qui, justement, va attaquer et détruire ce tissu associatif qui est le nôtre, qui nous est tellement cher et important. Donc, pour paraphraser Monsieur Majoros qui disait que la gratuité, c'est fini à Molenbeek, si c'est cela la politique sociale d'Ecolo dans le futur, alors, chapeau ! et bonne chance avec cette déclaration de politique générale. Mais ce ne sera pas nous qui la soutiendrons.

M. Le Président :

Merci, Monsieur Van Damme.

(Applaudissements - Applaus)

Je vais passer de l'un à l'autre, mais comme la totalité du groupe LB a demandé la parole, à l'exclusion d'une ou deux personnes PS Spa, je donnerai plus la parole de votre côté et, ensuite, je passerai sur un parti et je reviendrai, ainsi de suite. Donc, je voudrais continuer maintenant avec Monsieur Gjanaj. Ensuite, ce sera Monsieur Azaoum, Mijnheer Berckmans, puis Madame El Belghiti.

M. Gjanaj :

Moi, je voulais tout d'abord revenir sur l'introduction que j'ai trouvée comme étant remplie d'incantations proclamatoires. C'est digne des plus grandes publicités sur les

poudres à lessiver, 'on va laver plus blanc que blanc'. C'est un peu ce qui est proposé, mais ce n'est pas dans l'action qu'on est plus actif, c'est dans l'incantation. Il y a, mis les uns à la suite des autres, les plus beaux mots d'un programme de campagne électorale, mais je reste sur ma faim – et c'est une faim de loup - quant à la note de politique générale. Le mot qui revient le plus souvent c'est 'attention la nouvelle transversalité est arrivée. Laquelle ?' Celle qui est la plus efficace, celle qui traitera également tous les territoires de la commune. Saviez-vous, chers collègues, que la commune avait plusieurs territoires ?

Au niveau de la sécurité, la nouvelle transversalité occupe tout le monde : agents de la cellule Propreté, environnement, stewards, les atriums et même la population. Bref, tout le monde s'occupe de la sécurité, sauf peut-être les personnes compétentes.

Au niveau de la propreté, la transversalité s'est mue en enquête vers tous pour le diagnostic local pour attendre que les solutions viennent des gens. Eh bien, ça c'est une nouveauté. Acteurs sollicités : le CPAS, le *Logement molenbeekois*, Atrium, etc. Des endroits où il y a plusieurs acteurs en même temps, c'est magnifique ! Tous pour la propreté et la sécurité !

Au niveau des ordures ménagères, la transversalité va chercher l'ABP pour lui demander de passer plus de deux fois par semaine, plutôt que de s'en occuper soi-même. Et on y va dans une rage qui consiste à mettre partout des conteneurs, des parcs à conteneurs pour les dépôts clandestins, des conteneurs d'une journée, des corbeilles partout, les bulles à verre seront remplies, etc.

Au niveau de l'urbanisme, après une introduction vide sens, on parle de la politique urbanistique où l'on veut mener une réflexion pour la décennie à venir. Et si vous vous limitiez aux six ans que compte votre mandat, ce serait déjà pas mal. La transversalité, ici, permet d'aller puiser dans les ressources et les actions des autres, faute de le faire nous-mêmes. Gare de l'Ouest, Porte de Ninove, tous des projets régionaux ; on va même chercher du côté de la Ville de Bruxelles tout autour, sauf ce qu'on a réellement dans nos compétences. En matière de voiries et grands chantiers, on parle de la transversalité entre les services qui entraînent la bonne gouvernance - une formule assez bizarre. Mais comment ? Rien n'est dit, sauf qu'on nomme un coordinateur... Au niveau de l'éclairage, on ne parle plus de transversalité, on parle de réalisations qui ne sont même plus des compétences communales puisque l'éclairage public est une compétence de SIBELGA. Donc là on oublie carrément de dire que c'est une transversalité selon la conception qui est reprise dans la note. Au niveau du logement, il y a aussi une certaine transversalité qui va chercher dans la Région 400 logements, 600, plutôt - comme l'a dit mon collègue - Economie : la transversalité va chercher aussi tous les acteurs, parce qu'on n'a pas été assez loin. Et là on termine en beauté, c'est l'extase, avec l'implication des habitants, la transversalité va chercher tout le monde ? « *Veiller à appliquer les règles dans toute la commune* » : c'est une phrase d'ordre général, triviale, une évidence qu'on énonce, on ne sait trop pourquoi. Finalement, on comprend que la transversalité qui sauve votre note de politique générale, toujours selon le même concept c'est celle qui puise dans les projets que l'équipe précédente a lancés et que vous allez exécuter pendant quelques années en matière de culture, logement, etc.

Je voudrais terminer alors par quelques questions. Parce que la note parle d'une série de personnes, de conseillers en prévention, d'une équipe d'intervention rapide, de parcs à conteneurs, de coordinateurs de task-forces pour coordonner les chantiers, d'un guichet unique d'inscription pour l'ensemble des logements publics, etc. Et, finalement, par rapport au budget, on ne voit pas tellement l'équivalent, et je voulais savoir par rapport à ces différentes équipes s'il y aura des engagements de personnel, à moins que cela fasse partie des fameux bénévoles que vous allez solliciter un peu plus que la précédente majorité.

Apparemment, vous allez coordonner les bénévoles. Est-ce que, finalement, ce sont des bénévoles qui vont travailler pour faire tout cela ? Merci.

M. le Président :

Merci Monsieur Gjanaj. La parole à Monsieur Azaoum.

M. Azaoum:

Merci, Président Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux. En tant qu'administrateur délégué au *Logement molenbeekois* et ce' jusqu'au mois de juin 2013, permettez-moi de revenir sur la note de politique générale de la majorité en matière de logement. Dans l'introduction vous parlez de - j'ouvre les guillemets – « *transparence de l'attribution et la bonne gestion du logement* »- je referme les guillemets. Au chapitre 5 toujours, à la page 13 du présent document, vous dites – je rouvre les guillemets- « *garantir les décisions objectivées d'attribution des logements sociaux et communaux en s'appuyant sur les commissions d'attribution respectant parfaitement l'ordonnance régionale* ». Or, l'attribution des logements communaux a été dépolitisée, il me semble, en 2007 à l'initiative du PS et de Monsieur Daif, ancien échevin en charge de la matière. Si mes renseignements sont bons, la commune de Molenbeek-Saint-Jean fut la première commune de la Région à prendre ce règlement communal. Nos anciens partenaires MR et CDH ont bien évidemment appuyé et soutenu la démarche, l'opposition, me semble-t-il, l'a également soutenue. Sur toutes les attributions effectuées au niveau communal, je parle bien, la commission composée uniquement de fonctionnaires et de personnes issues d'associatifs, notamment *La Rue* mais également *Bonnevie*, n'a quasi attribué aucun logement pour dérogation. Si ce discours de bonne gouvernance ne concerne pas les Propriétés communales, la nouvelle majorité parle-t-elle du *Logement Molenbeekois* ? Et si tel est le cas, le partenaire administrateur du *Logement Molenbeekois* et moi-même nous insurgeons contre ces rumeurs malsaines pour la démocratie véhiculées par des partis politiques.

Dans la précédente majorité, nous étions trois formations politiques à gérer et administrer cette institution de service public. Monsieur Barkhane - parce que je n'ai entendu encore personne le citer positivement par rapport au travail effectué mais j'ai entendu énormément de critiques – donc, Monsieur Barkhane, président MR, qui n'est pas présent pour se défendre, tous les autres administrateurs comme Monsieur Taymans CDH – paix à son âme, d'ailleurs-, Monsieur Léonard, élu MR, Madame Evraud, élue MR, Monsieur Barro, élu Ecolo, représentant l'opposition, ainsi que moi-même, avons travaillé de concert non pas avec une logique de majorité contre opposition, mais sur base du consensus entre les différents administrateurs. Et je tiens ici – et je suis d'ailleurs le seul à le faire – à rendre hommage à toutes ces personnes que j'ai citées et plus particulièrement à Monsieur Barkhane qui a fait un travail exemplaire connu et reconnu de tous. Vous savez, devoir gérer une Société de logements publics dans une commune pauvre où le logement constitue, comme l'a rappelé Monsieur De Block, le premier enjeu pour le citoyen, n'est pas chose facile. Monsieur Barkhane et moi-même avons travaillé en symbiose dans l'intérêt général des familles. La fonction était moralement et physiquement éreintante mais nous nous sommes impliqués avec rigueur et honnêteté. Et ceux qui siégeaient avec nous, s'ils ont un minimum d'honnêteté, défendraient le bilan de cette équipe au lieu de le jeter en pâture sur base de rumeurs non fondées et colportées. C'est dire à quel point la politique peut toucher le fond par moments. Il est vrai que pendant la campagne – je le rappelle – chaque candidat a pu commettre des erreurs et je fais moi-même mon mea culpa sur un tract erroné.

Cela étant, et je le dis sans rougir, notre équipe a géré en bon père de famille les attributions de logements. En témoignent tous les rapports des délégués sociaux que vous

pouvez consulter. Je rappelle, entre parenthèses, que les délégués sociaux sont des fonctionnaires qui ont –je mets des guillemets - une casquette de policiers et qui travaillent directement pour le compte de la SLRB et du Ministre Doulkéridis, Ecolo. D'ailleurs l'ordonnance régionale sur les dérogations constitue le garde-fou par excellence sur lequel s'appuient ces fonctionnaires. Et qu'en est-il du nombre de dérogations ? Depuis sa création, la Société le *Logement Molenbeekois* n'a jamais eu aussi peu de dérogations à proposer – je dis bien depuis sa création - et chacune d'entre elles a été objectivée, d'abord par des assistants sociaux via une enquête sociale, ensuite par les délégués sociaux à travers le prisme de l'équité de tous les candidats et, enfin, par les membres de la commission de location. Alors que la loi nous permettait de défendre une situation refusée par le délégué social, par respect et confiance mutuelle, jamais la commission n'a défendu ou poussé ce type de dossier ; c'est dire l'harmonie qui y régnait. Et c'est justement ce travail d'équipe fait avec sérieux et passion qui, aujourd'hui, est la proie d'une critique infondée et malhonnête. Puisque Monsieur Barkhane n'est pas là pour se défendre et que, manifestement, ses collègues ne sont pas là non plus pour le défendre, j'espère sincèrement que les autres membres du CA de cette majorité oseront parler avec courage et honnêteté de leur ressenti. De nombreux membres de cette nouvelle majorité faisaient régulièrement appel à notre expertise. Et ce sont ceux-là qui osent dire aujourd'hui que les attributions étaient partisans et clientélistes.

Au *Logement Molenbeekois*, finalement, il n'y avait pas plusieurs partis où chacun essayait de tirer son épingle du jeu ; non, il y avait une seule équipe qui a travaillé en bonne intelligence et dans l'intérêt des familles les plus fragilisées. J'ose espérer qu'à l'avenir la sérénité revienne dans cet hémicycle, car nous sommes tous là pour défendre un projet collectif. Et, s'il vous plaît, arrêtez avec vos procès d'intention qui font mal à toute la classe politique, toutes tendances réunies. D'ailleurs, si Monsieur Léonard qui est également administrateur au *Logement Molenbeekois* mais qui fait également partie de la commission de location et qui s'est d'ailleurs fortement impliqué et positivement assumé ses fonctions, voulait ajouter un petit mot sur son expérience au *Logement Molenbeekois*, je serais agréablement surpris de pouvoir l'entendre. Les insinuations de la nouvelle majorité sont tellement graves que je me dois de devoir m'arrêter sur ces familles qui ont pu bénéficier d'une dérogation. La très grande majorité était des personnes qui avaient de gros problèmes de santé et de handicaps. J'avais d'ailleurs pu constituer un réseau de professionnels associatifs qui, régulièrement, me rencontraient pour aider des familles en détresse. J'ai pu travailler avec le Bataclan qui est un centre pour sourds et malentendants et avec une kyrielle d'autres associations d'aide aux personnes à mobilité réduite, sans oublier l'association Assam qui fait en fait un travail avec les personnes séropositives et qui a une convention avec le *Logement molenbeekois*. Et, je le répète, toutes les familles ayant bénéficié d'une dérogation, présentaient de multiples problèmes insolubles. En règle générale, il s'agissait de personnes avec une maladie rare. Je me souviens par exemple de ce jeune homme atteint d'un cancer au poumon qui dormait à même la rue. Il a pu préparer son départ et est décédé trois mois plus tard avec dignité dans son logement social, ou encore de cette maman qui devait porter à bout de bras sur quatre étages son fils polyhandicapé depuis 12 ans, obligé de se déplacer en chaise roulante électrique, ou encore de cette jeune fille de 19 ans qui a ingéré un produit détergent et qui s'est retrouvée du jour au lendemain sans tube digestif ni estomac. Elle avait voulu se suicider car ses parents ne voulaient pas d'un mariage mixte. Je vais m'arrêter là sur les exemples, j'en ai encore une kyrielle. Et chaque exemple, chaque dérogation donnée peut être justifiée et objectivée sans aucune difficulté. Vous savez nous nous sommes fortement impliqués dans notre fonction. Et tous les jours des familles continuaient à nous remercier pour le soutien apporté même si, par moments, il s'agissait surtout de pouvoir les écouter. Derrière le problème du logement, c'est surtout un besoin de pouvoir être entendues et reconnues dans leur détresse que ces familles cherchaient, et rien d'autre. Alors, pas de mépris dans vos tweets quand vous venez de terminer une permanence sociale, surtout si on se dit de gauche.

Et maintenant, pour revenir au programme des six prochaines années en matière de logement, je constate avec étonnement – je rejoins d'ailleurs mon chef de groupe et camarade Jamal Ikazban – que 600 sur les 800 logements dont parle la nouvelle majorité ont déjà été lancés. Je précise également – parce que manifestement il y a une faute dans votre programme – que notre commune dépasse déjà les objectifs fixés par le gouvernement régional qui prévoit d'atteindre le chiffre de 15% de logements de qualité à gestion publique et à finalité sociale sur le territoire de toutes les communes d'ici 2020. Or déjà en 2009 – je dis bien – on atteignait un taux d'encadrement de près de 20% du parc immobilier avec la répartition suivante : 3272 logements pour le *Logement Molenbeekois*, 270 pour le Fonds du Logement, 271 pour les Propriétés communales et le reste avec les A.I.S. Manifestement, le projet que nous propose la majorité est, semble-t-il, un projet d'affaires courantes sans aucune mesure-phare, sans aucun projet pouvant fédérer l'ensemble des forces vives. Et des opportunités, il y en avait, n'en déplaise à certains. On a parlé de Molenbeek Métropole Culture 2014 et de tant d'autres exemples. Mais il n'en est rien. Et je crains qu'avec le départ - qu'on veuille l'entendre ou pas – de celui qui s'est battu sur tous les fronts pour apporter des moyens considérables à cette commune et, surtout, des projets-phares, nous nous devons revoir les ambitions de cette note à la baisse. J'espère que l'avenir nous donnera tort et ce, dans l'unique intérêt des Molenbeekois. Je vous remercie.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci M. Azaoum. Ik geef het woord aan mijnheer Berckmans

M. Berckmans :

Dank u Mijnheer de Voorzitter ik zie in het programma een aantal positieve projecten waarop ik later terug kom. Voor mij zijn het niet alleen de projecten en het programma die belangrijk zijn ook inzake mentaliteit hoog is een aandacht voor sociale samenhang veeleer dan voor segregatie of in het geval zoals in het verleden waarbij sommige mensen als tweedehands burgers werden beshouwd. Wat mij betreft wil ik een constructieve oppositie voeren dat wil zeggen dat ik de punten die positief zijn voor Molenbeek en haar inwoners zal goedkeuren en ondersteunen hetgeen mij ook niet zal beletten een aantal dingen kritisch te volgen en waar nodig vragen om verduidelijking te stellen. Het is nog niet mijn gewoonte het kan misschien nog komen om zo lang te spreken als collega Jamal Ikazban en daarmee zal ik mij wat het algemene gedeelte betreft beperken tot enkele concrete vragen. Dus ik ga hier enkele concrete vragen stellen.

Mijn eerste vraag gericht tot de Schepen van Onderwijs dus er is sprake van een aantal nieuwe scholen ik zou graag weten welke de capaciteiten zijn van de scholen, welke de planning is in verband met de bouw en ook wanneer dat uw scholen klaar zullen zijn ? Een tweede punt betreft de jeugd meer bepaald de jeugdraad ik herinner mij tijdens een aantal debatten tijdens de verkiezingscampagne waren heel wat partijen voorstander van een jeugdraad een gemeentelijke jeugdraad ik heb nooit begrepen ja ik heb dat toen gezegd ik kom uit een kleine gemeente in 1976 vlak na de fusie was daar al een degelijke jeugdraad opgericht dus ik stel de vraag zijn er plannen om een jeugdraad op te richten ? Dan heb ik gelezen dat er in de nederlandse versie staat er nog dus voor het personeelsbeleid staat er nog promouvoir le bilinguisme du personnel communal dus ik veronderstel dat die tekst bij gelegenheid wel in het nederlands zal worden overgenomen dus mijn vraag is dus ik vind dat positief mijn vraag is hoe gaat dat in concreto gebeuren het bevorderen van de tweetaligheid van het personeel ? En dan een andere vraag dus dat kadert dat staat op pagina 43 punt 19.5.2 er staat de nieuwe meerderheid zal haar steun verlenen aan het bestuderen en de creatie van tijdelijke crèches toegankelijk voor ouders die een opleiding volgen of werkzoekend zijn. Ik heb in andere paragrafen gelezen dat er een aantal initiatieven zullen

worden genomen ter aanmoediging van de kennis van de tweede taal peu importe via français via néerlandais dus ik vind dat positief. Ik stel hier de vraag voor de werkzoekenden voor de mensen dat is natuurlijk wat het OCMW betreft maar dus voor de werkzoekenden en andere mensen die niet altijd de mogelijkheid hebben om dat te financieren. Gaan die ook aangemoedigd worden en gesteund worden om de tweede taal te leren en ook hier om het even tweede taal nederlands tweede taal frans ? Ik heb namelijk tijdens mijn campagne ervaren heelwat mensen stelden mij de vraag waar kunnen we nederlands leren ?

Dus waar kunnen we frans leren ? Ik denk dat er mogelijkheden genoeg zijn in Brussel. Daar is een lange lijst van opgemaakt. Het volstaat soms om de mensen de goede richting uit te wijzen. Dus dat zijn mijn concrete vragen. Ik zal nog een aantal concrete vragen stellen wanneer we straks de begroting bespreken en ik zal straks omdat U gezegd hebt dat de fractieleiders ik leid mezelf dan word ik geleid hoe ik wil misschien niet altijd zo goed volgens sommigen maar soit ik zal dus op dat moment nog eens terugkomen over een aantal andere punten maar die zal ik gewoon opnoemen maar daar zal ik geen vragen over stellen. Ik dank U.

M. le Président :

Dank u Mijnheer Berckmans. Je vais donner la parole à Madame El Belghiti qui sera suivie de Monsieur Rahali, Monsieur Lakhroufi et Madame Ouberrri.

Mme El Belghiti :

Madame la Bourgmestre, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers et Echevins,

Mon inquiétude, ce soir, au moment où nous traitons le budget, a trait à une personne charismatique qu'on a perdue, quelqu'un qui avait une grande expérience et qui était Philippe Moureaux. Ce politicien avait beaucoup de réseaux, beaucoup de ressources financières. Ma question est donc de savoir si la nouvelle majorité va pouvoir aller chercher des ressources dans divers réseaux, etc. Est-ce que la commune de Molenbeek va pouvoir continuer dans le même train, parce qu'il est vrai que Philippe Moureaux avait cette qualité-là. C'est une question qui est adressée à Mme la Bourgmestre et aux échevins pour savoir si on va investiguer dans la recherche de nouvelles ressources, car à Molenbeek nous avons beaucoup de difficultés ; c'est une commune où il y a énormément de précarités et différentes problématiques. Je crois que la politique communale est une politique de proximité et les problèmes sont très faciles à cibler. La note ne prévoit pas assez de logements – et je rejoins mes collègues sur ce point. Il y a aussi le problème de l'emploi. Une grande partie de nos jeunes n'ont pas d'emploi. Cela reste une problématique qui, malheureusement, n'a pas été assez traitée lors de la précédente législature et là on ne prévoit absolument pas un grand changement. Je vais plutôt encourager cette nouvelle majorité à être plus ambitieuse que la note politique qui a été présentée et investiguer beaucoup plus sur ces matières. Par rapport à la drogue, je me réjouis de savoir qu'on va continuer à travailler, car il y a énormément de problèmes d'insécurité qui sont liés aux problématiques de la drogue. Nous avons dans notre commune un quartier qui engendre beaucoup de difficultés, on le sait. Il y a eu un travail important qui a été entamé, différents acteurs qui ont travaillé pour pouvoir trouver des solutions. Ma question est de savoir si la commune va pouvoir continuer à soutenir des projets qui ont été mis en place par différents acteurs ; c'est un travail important qui a été fait pour pouvoir traiter des problèmes d'insécurité et aussi de santé. Je ne vois pas dans cette note de solutions. On parle d'intensifier la lutte contre le trafic de stupéfiants mais on ne voit nulle part de solution pour, notamment, prendre en charge les toxicomanes. La note devrait être un peu plus humaine, parce qu'il y a différents publics qui sont en souffrance à cause des problèmes de

toxicomanie. Il faudrait donc un encadrement global. Est-ce que la nouvelle majorité va dégager le budget nécessaire pour régler ces problématiques ? Je m'inquiète également des problèmes d'insécurité en général, surtout par rapport aux personnes âgées, aux problèmes relationnels, de délinquance que je constate souvent sur le terrain. Et je vais plutôt encourager la majorité à travailler ces matières-là. Je voulais conclure en disant que nous voulons évidemment être une opposition constructive. Mais pour cela, on voudrait avoir des outils qui seraient, pour moi, des sections réunies régulières, avec des présentations très concrètes sur ces matières-là et des propositions très concrètes que nous suivrons minutieusement. Donc, nous n'allons pas être là que pour critiquer négativement mais nous voulons avoir des sections réunies régulièrement, de façon à jouer évidemment notre rôle très important qui est de vous soutenir dans les nouveaux projets. Merci.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci, Madame El Belghiti. Monsieur Rahali, vous avez la parole.

M. Rahali :

Bonsoir. Personnellement, j'aborderai un seul point qui ressort de ce beau programme. Honnêtement, il me fait très peur. Il me rappelle le début des années 80. J'ai grandi à Molenbeek, ça fait plus de 34 ans que je suis là et je vous assure que lorsqu'on brandit le mot sécurité comme cheval de bataille, c'est franchement décevant et très grave ; car c'est un manque de respect envers la commune, envers la communauté, envers en tout cas nos concitoyens, envers les jeunes. Car, finalement, si nous sommes là tous ce soir, c'est pour effectivement essayer d'avoir un meilleur vivre ensemble, un meilleur avenir pour nous enfants. Vous savez, moi, j'ai 46 ans, ma carrière est faite. Mais les jeunes, mes trois enfants, doivent subir ce que, moi, j'ai subi en 1979, 80, 81, 82 où les policiers me traquaient. Mon seul crime était que je m'appelle Hassan et que je me retrouvais dans la rue comme n'importe quel jeune avec des amis pour nous amuser. Tout simplement parce que j'étais brun, parce que je m'appelais peut-être Moustapha, je me suis retrouvé dans un cachot... C'était, en tout cas, le mot d'ordre contre tous les gens qui pouvaient éventuellement déranger... On n'avait presque pas le droit de s'amuser dans la rue parce qu'on s'appelait Hassan. Mon seul crime était qu'un jour, à l'âge de 12 ans, je me suis retrouvé à 18 heures après l'école place des Etangs-Noirs – je demande un peu plus d'attention de la part de certains qui papotent, merci ; car c'est très important, je vous assure que je parle de peur ici - Deux heures plus tard, je me suis retrouvé dans un cachot. Mon seul crime était que je m'appelais Hassan et que j'étais brun. Alors, oui, le cheval de bataille de la sécurité... On ne parle que de ça, finalement. On en parle tellement qu'on a rendu cette commune non sûre ; c'est vraiment le sentiment d'insécurité que nous avons tous aujourd'hui... comme si nous travaillons tous pour l'insécurité, comme si nous voulions avoir des rues non sécurisées où ma propre sœur et mes enfants ne pouvaient circuler sans danger, comme si nous voulions avoir des attentats partout, comme si nous étions d'accord pour qu'il y ait des arrachages de sacs, etc. Franchement, c'est un manque de respect total envers les jeunes, en tout cas. Il y a de la criminalité à Molenbeek, comme dans toutes les autres communes. Molenbeek, ce n'est certainement pas le Bronx. Il y a malheureusement une petite minorité qui est concernée, mais qui ne se ballade pas non plus dans les rues en menaçant tout le monde de revolvers. Il ne faut pas exagérer. Je vous parle ici par frustration, d'autant plus que je suis Molenbeekois. Tu te souviens, Ahmed, on était dans la même classe et aujourd'hui, on se retrouve dans la ... même classe. On s'amuse moins ce soir. Moi, pas du tout. Je n'ai rien écrit ni préparé, de toute façon, on n'a pas le temps ; le programme a une trentaine de pages, il faut le lire en diagonale. Et puis, il y a des gens qui donnent des leçons. Ils sont là depuis deux ou trois ans, ils sont échevins et se permettent de dire n'importe quoi dans les journaux. Il faut remettre les pendules à l'heure et les points

sur les 'i'. Essayer de trouver la faille chez quelqu'un, ce n'est, en tout cas, pas la bonne façon de pouvoir travailler ensemble.

Donc, c'est désolant, je pense que c'est un manque total de respect envers les Molenbeekoïses et les jeunes de Molenbeek en voulant commencer par la sécurité. Travaillons plutôt en amont et pour avoir une réelle sécurité, il faut d'abord commencer par donner les mêmes chances à tous. La sécurité, ce n'est pas la matraque dans les rues. Ce n'est pas comme ça qu'on travaille à la sécurité. Il y a ici une phrase qui me fait rire '*trouver l'équilibre entre la prévention et la répression avec l'aide du fédéral et du régional*'. C'est magnifique, on a besoin d'aide dans cette commune, c'est tellement dangereux que j'ai peur de sortir dans la rue, c'est terrible...Vous savez, pour moi, la sécurité c'est donner les mêmes chances à tous, c'est un enseignement de qualité, c'est un encadrement après l'école, c'est pouvoir permettre aux jeunes de pouvoir faire du sport – s'ils le désirent – dans des conditions démocratiques. La sécurité, c'est aussi faire en sorte que des familles avec trois ou cinq enfants ne se retrouvent pas dans un logement de quarante ou quarante cinq mètres carrés où les enfants doivent se partager la cuisine pour faire leurs devoirs. Je ne vais pas m'attarder plus longtemps, mais cet intitulé, ce gros titre, ce cheval de bataille me fait peur. Je n'ai aucune envie de voir mes enfants revenir en arrière, en 1980. Merci.

M. le Président :

Merci, Monsieur Rahali. A la demande de différentes personnes, je vais suspendre la réunion pendant dix minutes. Merci.

*La séance est suspendue 10 minutes
De zitting wordt 10 minuten geschorst*

M. le Président :

Je rouvre la séance et donne la parole à Monsieur Lakhloufi.

M. Lakhloufi :

Je compte donner une toute petite information, pour ne pas m'étendre sur les discussions que nous avons écoutées jusqu'ici par rapport à la note de politique générale. Je voudrais, en tant que chef de groupe, faire un commentaire plus approfondi de cette note et réagir notamment sur certains points qui me semblent être importants : il y a certainement une continuité dans les projets, c'est évident. Le MR, l'Open VLD et le CDH étaient membres de la précédente majorité. Il est donc évident qu'il y a des projets qui ont été initiés et qu'il faut continuer. Que faut-il faire, arrêter tout ? Moureaux n'est plus là, la vie s'arrête ? Non, il faut continuer à défendre les projets. Il faut que ces projets aboutissent, notamment ceux qui ont été initiés dans le but d'anticiper le boom démographique. Ces projets-là, en termes de logements, d'enseignement, de places dans les crèches, doivent être continués, pérennisés et aboutir. Je m'interroge alors par rapport au groupe PS –SPA qui s'étonne qu'il y ait une certaine continuité. De toute évidence, il doit y avoir continuité aussi dans le fonctionnement de la commune. Ici, on est face à une note de politique générale qui couvre trois ans ; trois ans, ce n'est pas très long. La note est ici triennale...

M. le Président :

Non, non, Monsieur Lakhloufi, la note vaut pour six ans.

M. Lakhloufi :

...Ce n'est pas grave, j'attends que Monsieur Ikazban reprenne sa place et m'explique un peu. Evidemment, il doit y avoir une continuité dans ce qu'on fait. Je tiens à rappeler, si Monsieur Ikazban me le permet, que moi je ne l'ai jamais coupé lorsqu'il intervient et j'attends de sa part qu'il fasse de même. Voilà, merci. Vous n'avez apparemment pas besoin de micro pour vous exprimer.

M. le Président :

Monsieur Lakhloufi, pas d'aparté. S'il vous plaît, ne prenez personne à partie. Continuez...

M. Lakhloufi :

... Je ne prends personne à partie, je développe. Ici, l'idée que, moi, je trouve dans cette note de politique générale, c'est celle de la responsabilité, car nous sommes dans une période difficile. C'est bien cela que j'ai ressenti. C'est d'abord travailler en profondeur au niveau de nos dépenses et recettes : c'est ça une politique responsable. On n'est pas dans des projets mégalomanes, mais dans des projets concrets - c'est important - qui touchent le quotidien des gens. Qu'on s'étonne donc qu'il y ait une petite augmentation de recettes par-ci et des diminutions de dépenses par-là, ne devrait normalement pas offusquer grand nombre de personnes, au regard des réalités de terrain. Je m'interroge donc. C'est le rôle de l'opposition, il est vrai, de critiquer ces aspects-là, et les augmentations sont souvent mal perçues par la population. Mais elles sont nécessaires et il faut réagir et les accepter de manière responsable, pour le bien-être des Molenbeekoïses et la pérennisation de cette commune. Merci.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Monsieur Lakhloufi. La parole est à Madame Ouberri.

Mme Ouberri :

Merci Monsieur le Président. Chers Collègues, à mon tour de m'étonner – n'en déplaise à Monsieur Lakhloufi. Notre groupe s'étonne, en fait, de la continuité. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a que la continuité et rien de nouveau. Et je m'arrêterai là. Mes questions sont pratico-pratiques par rapport au boom démographique ; vous annoncez notamment l'agrandissement de certaines écoles existantes. Il semblerait que vous ayez oublié l'école Tamaris dont les travaux d'agrandissement sont en cours aussi. Alors, je m'étonne que vous l'ayez oubliée, c'est hyper important. Alors, soit il s'agit d'une volonté de votre part d'annoncer, plus tard, au public que vous avez agrandi cette école et faire croire que cela est le fait de votre initiative, ou alors vous ne connaissez pas très bien tout ce qui a été mis en route ; ça c'est une chose. La deuxième chose : j'en arrive à la jeunesse. J'en attendais beaucoup sur ce chapitre-là. Hélas, je ne peux pas vraiment me réjouir, parce que je ne trouve rien, ni de solide, ni d'ambition. Quand vous annoncez que vous allez vous atteler aux 12-25 ans à travers les états généraux de la jeunesse, qu'est-ce que cela veut dire, qu'allez-vous y mettre, avec qui ? Quand vous parlez dans le même chapitre de la politique des subsides aux associations et, plus loin, de la transparence et de la bonne gouvernance, qu'est-ce que cela veut dire ? La bonne gouvernance, comme l'ont déjà dit mes collègues, reste pour moi un grand mot. Est-ce à dire que vous n'avez pas été assez transparent, ici, parce que vous venez de répartir des subsides ? Pour moi, le premier acte posé de Mme l'Echevine de la Jeunesse est de donner un grand coup de ciseaux dans les subsides en les

diminuant notamment pour certaines associations. Vous n'avez pas été du tout transparente par rapport à ça, parce qu'on ne sait pas qui a obtenu quoi ; on ne connaît pas la clé de répartition, ni rien. Par rapport à la partie sur la transition entre le primaire et le secondaire ainsi que la réussite en secondaire, je ne me réjouis qu'à moitié, parce que ce n'est pas une invention de votre part. Ce n'est qu'un copier-coller d'un des rapports d'activités de l'une des écoles de devoirs qui se bat justement sur le terrain pour aider la jeunesse à réussir à l'école. Et je voulais savoir, par rapport à cette transition que vous voulez faciliter, comment vous comptez l'organiser, avec qui, à quel moment, sachant que les jeunes sont quand même à l'école toute la journée. Au point 10 de la page 28, vous prévoyez de développer et diversifier l'offre sportive culturelle et notamment l'accompagnement scolaire. Vous parlez d'un certain public qu'on aurait oublié jusqu'à présent, pourriez-vous me préciser quel est ce public oublié.

J'en arrive à la cohésion sociale où un mot me choque énormément, insultant tant pour le public que pour le tissu associatif et les acteurs de terrain qui se battent pour s'en sortir avec des bricoles de subsides que la commune accorde. Et vous dites « évaluer et réformer l'organisation et les publics cibles des maisons de quartier et du centre de vacances Cornimont ». Ce qui me choque ici c'est le mot 'réformer les publics cibles'. Je voudrais savoir si vous pensez faire venir des Norvégiens pour fréquenter nos maisons de quartier en lieu et place du public de proximité de ces maisons de quartier...

M. le Président :

S'il vous plait, laissez parler Madame Ouberri. Merci, Monsieur Ikazban.

Mme Ouberri :

...Vous voulez réformer le public cible J'aimerais comprendre ce que vous mettez derrière ce mot 'réformer'. Est-ce comme à l'armée où ceux qu'on n'aime pas ou qui sont trop basanés sont mis de côté, et ceux qui veulent fréquenter une école de devoirs ou une maison de quartier communale qui est dans leur rue ne peuvent pas la fréquenter parce qu'ils ressemblent trop au public de la même rue ? Qu'est-ce que vous mettez derrière ça, parce que ça me fait peur et ça me fait penser à d'autres temps. Sachant que les chiffres relatifs à la jeunesse à Molenbeek parlent d'eux-mêmes - 45% de la population molenbeekoise ont moins de 30 ans, 13 % d'entre eux ont entre 10 et 20 ans, 15 % ont entre 20 et 30 ans – que comptez-vous faire pour ce public-cible? Je crains que nos gamins doivent mettre des perruques blondes, des lentilles bleues pour pouvoir fréquenter les maisons de quartier de leur ... quartier, c'est le cas de le dire. Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Madame Ouberri. Je vais passer la parole à Monsieur Vossaert qui sera suivi par Madame Dekens, Monsieur Rekik et Madame Tamditi.

Monsieur Vossaert, vous avez la parole.

M. Vossaert :

Merci. Mesdames et Messieurs les Echevins, Madame la Bourgmestre. J'ai bien lu la note, cette note qu'on peut qualifier de note d'orientation générale. On ne peut parler d'un vrai programme ; on a parlé de plan triennal ici, est-ce qu'elle est effectivement adoptée par l'ensemble de la majorité, je me pose des questions. Sera-t-elle applicable et appliquée pour 6 ans. ? Et là, je me retourne vers vous et je me dis que, franchement, vous n'étiez pas prêts, vous avez déposé ça dans l'urgence parce qu'il fallait le faire. Mais, concrètement, j'ai

vu des points intéressants – je ne vais donc pas balayer d'un seul revers de la main cette contribution - et je ne doute pas que vous avez essayé de produire pas mal de propositions.

Pour commencer, je dirai que les premières lignes de votre document disent exactement : « *la nouvelle majorité s'engage dans un projet ambitieux qui marquera une transition importante* », transition importante ? Alors, je reviens dans le passé : j'ouvre ma boîte aux lettres, je reçois un courrier de la nouvelle majorité dans lequel on peut constater que la sémantique évolue quelque peu. Je m'explique : dans ce document qui s'adresse aux habitants, vous aviez exprimé votre souhait d'un projet fort – on a déjà oublié le mot 'fort' dans la note - et ambitieux (ça, ça revient) pour notre commune. De plus, on parle de défi important auquel on va répondre concrètement. Alors là, très bien, magnifique, au sortir des urnes, plein d'espoirs pour les habitants et aussi pour moi ; parce que je l'avoue, quand j'ai vu cette lettre, je me suis dit qu'il y a beaucoup d'espoirs pour les Molenbeekois et on ne peut qu'attendre des solutions concrètes. Ensuite, il est indiqué à la fin de ce courrier « *de toutes les générations et de tous les quartiers, unis dans la diversité, nous nous mobiliserons avec vous et pour vous pour le changement à Molenbeek-Saint-Jean* ». Franchement, de nouveau, où est passé le changement dont parle la note qu'on nous présente? Aujourd'hui, on ne parle que de transition. Alors, qu'est-ce que cela veut dire ? Moi, je vous interroge. : y a-t-il un problème dans la majorité pour ce changement ? N'a-t-on pas pu s'accorder, d'où - certains collègues l'ont souligné - une série d'études pour mettre en place certaines choses qu'on va devoir étudier. Mais, permettez-moi aussi de vous dire que vous avez une certaine expérience, vous avez déjà, pour certains, occupé des postes au sein de la majorité antérieure. Donc, il est possible aujourd'hui de prendre des mesures concrètes pour s'attaquer à des défis importants. On a parlé, pendant la campagne, d'insécurité, de problèmes de logement, de chômage chez les jeunes, de problèmes liés au boom démographique...

Et, j'entends bien, c'est indiqué dans la note. Mais quelles sont les réponses concrètes qu'on veuille apporter aujourd'hui ? Je comprends qu'on puisse s'installer, prendre le temps de rencontrer tous les services parce que certains échevins de la majorité n'étaient pas présents avant, mais pour ceux ou celles qui étaient déjà là aux postes, où se retrouve cette plus-value ? Alors, je vous pose la question de savoir pourquoi avant les élections avoir demandé le changement. Et comme je suis d'un naturel constructif et que je ne fais pas de la politique pour détruire mais pour construire, ma formation politique a envie de vous laisser une seconde chance, a envie de vous dire ; « je vous laisse une seconde session pour nous présenter un vrai programme, un programme d'action »....

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

S'il vous plait, s'il vous plait...

M. Vossaert:

...Pour cela, moi je pense qu'il y a des orientations importantes. Certains ont relevé le chapitre sur le logement. Et bien, je suis tout à fait d'accord, la partie sur le logement est réfléchie et concrète. Il y a des objectifs qu'on vise à atteindre. Peut-être qu'on n'y arrivera pas mais elle a le mérite d'exister. Mais pour le reste – je reviendrai sur un point concret, celui portant sur la sécurité où vous en avez parlé tellement, surtout certaines formations politiques -, je reste sur ma faim et je suis un peu déçu, je m'attendais à mieux. Je vous l'ai dit, vous avez toujours une seconde chance. Alors, parmi les bonnes propositions qui sont très louables et qu'il faut encourager, je peux citer le développement du tourisme à Molenbeek – très bonne initiative - et j'avais interpellé à l'époque Madame l'Echevine qui m'avait effectivement répondu de manière constructive ; et moi, je l'invite à poursuivre ses

contacts, notamment avec 'VisitBrussels'. On parle ensuite de soutien aux entreprises locales. Pourquoi pas ? Ce que j'apprécie également dans la partie jeunesse ou plutôt enseignement et crèches c'est le fait d'évaluer le nombre de places dans le futur. Aujourd'hui, on le sait très bien, qu'il y a un manque de places. Il y a l'IBSA qui est là pour ça ; forcément, on nous a déjà donné les chiffres et, bien entendu, il faut se donner les moyens d'anticiper la prochaine vague démographique. Et d'établir un cadastre des places, je le conçois, est une très bonne chose. Par rapport aux services administratifs, je trouve que l'idée de la décentralisation est une très bonne chose, mais j'espère qu'il sera fixé un délai pour y arriver. C'est peut-être une idée qui était portée par l'ancienne majorité mais il faut la réaliser maintenant. Concernant les états généraux de la jeunesse, je trouve que c'est une très bonne initiative qui permettra effectivement de mettre en lumière les éléments que les jeunes vont rapporter. Donc, je suis pour cette participation de notre public jeune à la commune.

La modernisation du site Internet de la commune est une très bonne chose, mais quid de sa réalisation, des délais, des moyens, etc ? Je pourrai poser la question pour chaque point qui est indiqué dans la note, bien entendu. Le budget : là aussi, pas de grande modification. Alors, je dirai quoi ? A budget inchangé, politique inchangée ? Je ne l'espère pas, bien entendu. Mais, en attendant, c'est tout ce que je peux voir, pour le moment, à la première lecture, la première analyse. Et je pense que dans les prochaines semaines ou les prochains mois, la modification budgétaire nous apportera peut-être quelques réponses à ces interrogations.

Concernant les points les plus critiques, je vais plutôt m'attarder sur le chapitre de la sécurité. Par rapport à ce point, j'avoue – je l'ai déjà dit - rester sur ma faim. Pourquoi ? Parce que j'ai l'impression – j'ai essayé de vérifier ça – qu'il n'y a rien de neuf, et en plus, on fait du copier-coller. On utilise – notamment pour les gardiens de la paix – le rappel de leurs missions. Mais ces, missions-là sont déjà indiquées dans la loi de mai 2007. Je ne vois donc pas pourquoi ça y figure de nouveau, puisqu'ils sont effectivement censés sensibiliser la population, être là pour assurer la prévention. Bien entendu on le sait tous, c'est des lieux communs, Mais quelle est l'idée neuve, en matière d'engagement, par exemple ? Où ça se retrouve, qu'on me le dise. On parle de renforcer la police de proximité , je veux bien , mais vous savez très bien que les policiers assurent des fonctions administratives lourdes. Alors, quid de la décentralisation ? Je rappelle qu'à Schaerbeek on l'a fait. C'est une commune que je connais bien puisque le FDF est à la tête de cette commune. Et la décentralisation est une bonne chose. Alors je me pose cette question : où ça se retrouve aujourd'hui ? Comment voulez-vous avoir plus de policiers – bien entendu, vous ne pouvez pas compter sur une augmentation d'effectifs, mais ça date de la législature antérieure -, mais comment allez-vous faire ? J'attends une réponse concrète. Peut-être que je suis impatient, mais je pense qu'aujourd'hui des habitants ont exprimé de nombreuses fois cette question et attendent vraiment une réponse. Par rapport au rôle des gardiens de la paix, j'entends bien de nouveau les propositions et je me demande quelles seront vraiment les liaisons directes, les collaborations structurelles entre la police et ces gardiens de la paix ? Voilà une question très concrète.

Par rapport aux autres points de la note, j'ai d'autres questions relatives notamment à la mobilité. Quand vous parlez de la sécurisation aux abords des écoles, s'agit-il de toutes les écoles tous réseaux confondus ? Quand vous parlez de soutien que vous allez apporter aux Molenbeekois dans leurs revendications légitimes – bien entendu -, que vous allez porter vers l'autorité régionale, allez-vous également soutenir ce que vous n'aviez pas fait à l'époque parce que Monsieur De Block avait déposé une motion par rapport à l'augmentation des tarifs de la STIB ? Vous aviez refusé de soutenir cette motion dans laquelle on indiquait bien que les autorités communales devaient soutenir, allaient soutenir cette revendication pour les Molenbeekois. Est-ce un exemple pour lequel vous n'allez pas tenir votre engagement ?

On a parlé de nombreuses études que vous allez lancer. Je me demande déjà comment vous allez les financer, et par la même occasion, je voudrais savoir si - quand vous parlez de la possibilité de mettre en place des travaux d'intérêt général – avant d'en parler, ne pourriez-vous pas juste ne pas l'indiquer, c'est la moindre des choses quand on n'est pas sûr d'atteindre la mesure. Si c'est uniquement pour nous faire rêver ou nous donner un peu d'espoir, permettez-moi de vous dire : 'gardez ça pour vous, gardez ça dans votre tiroir et après vous reviendrez avec une mesure concrète'. Je ce que je soutiens, bien entendu, c'est la réalisation des plans de déplacement d'entreprise, des plans de déplacement scolaires. En matière d'énergie, quand vous parlez de plan d'énergie, peut-être que j'ai mal compris, vous souhaitez présenter ce plan dans les six semaines ...[*Six mois, corrige Madame la Bourgmestre*] ... OK, très bien, je retire ma question.

Dans la partie enseignement, je vous l'ai dit, je suis ravi de voir qu'on va essayer d'évaluer le nombre de places qui seront demandées dans les prochaines années, mais ce qui est important et primordial - et ça je le souligne au niveau du FDF – c'est de mettre l'accent sur la maîtrise de la langue de l'enseignement, et là je vous y encourage fortement, car c'est l'une des raisons qui provoquent le décrochage et l'échec scolaire et je vous invite à 'prioritiser' ce point-là et je pense que c'est une bonne chose qu'il y figure et j'aimerais que vous vous donniez les moyens de le faire. La jeunesse, j'en ai déjà parlé. Ensuite, j'en reviens au sport : on peut dire tant de choses par rapport au sport, et Dieu sait ce que je peux dire en tant que sportif. Mais, excusez-moi, quand on veut développer des infrastructures de rue et quand on sait qu'il y a tellement de clubs dans la commune qui aimeraient bénéficier de subsides supplémentaires, ne faudrait-il pas réorienter ces moyens vers tous ces clubs qui, eux-mêmes, s'engagent déjà dans une politique d'accueil des enfants de la commune pour un meilleur encadrement, pour une évolution de chacun dans un cadre bien établi, plutôt que d'aller organiser – je ne dis pas que c'est une mauvaise idée – des sessions dans la rue, quand on sait très bien que quand les enfants sont pris en charge par des encadrants de qualité, forcément, ils vont tendre vers une évolution. Moi, j'espère que cette orientation n'est pas une des priorités de l'échevin des sports. En matière d'infrastructures sportives, je ne vois rien dans cette note. Je suppose que vous allez présenter les différents projets par la suite.

Je vais terminer mon intervention sur la bonne gouvernance. Vous avez parlé de la juste représentation des formations démocratiques au sein des assemblées générales des ASBL para-communales. Je vous le dis, c'est un vœu pieu, c'est une bonne chose pour permettre le débat démocratique, mais ne faites pas de géométrie variable, notamment par rapport à la présence au sein des conseils d'administration. Si vous jouez à cela, et bien, il faut abandonner cette proposition, parce que ça va créer effectivement un déséquilibre. Le FDF n'est pas représenté au conseil d'administration de l'ASBL '*Molenbeek Sport*', mais d'autres formations politiques de l'opposition y sont représentées. Je donne un exemple, à la LES, c'est la même chose. Donc, il ne faut pas jouer – je vous le demande – à la géométrie variable. Quand vous mettez ces principes sur papier, il faut les respecter jusqu'au bout, dans l'esprit de la bonne gouvernance. Alors, je termine mon intervention, ne voulant pas être trop long pour permettre le débat sur le budget. Voilà, je vous l'ai dit, je suis partagé, je n'ai pas envie de vous donner un carton rouge mais plutôt un carton jaune et dire aux habitants qui attendaient le changement : « chers citoyens, le changement, ce sera pour plus tard ». Je vous remercie.

M. le Président :

Merci, Monsieur Vossaert. Ik geef het woord aan Mevrouw Dekens..

Mevr. Dekens :

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins, chers Collègues et membres du public, je dois vous dire que, moi aussi, je suis un peu déçue - cela ne vous étonne pas assurément. Comme mes Collègues, je ne retrouve pas beaucoup de projets concrets dans votre note de majorité.

Jammer want de uitdagingen waar onze gemeente voor staat zijn groot.

Peut-être que les réponses à mes questions peuvent encore me convaincre.

Ik ga mij, gezien de vele interventies die nog wachten en ook de budgetbesprekingen, vooral concentreren op werkgelegenheid. Uw eerste aandachtspunt in uw nota is veiligheid. Denkt U ook niet dat onze jongeren bijscholen meertalig maken en helpen om een job te vinden kan bijdragen tot deze veiligheid ?

Il semble que non, il n'y a qu'une page de votre note de majorité qui est consacrée à l'emploi. Pourtant, fin janvier 2013, 28,6% de nos habitants étaient sans travail, selon le rapport mensuel Actiris. Il n'y a que Saint-Josse qui fait mieux.

En voor de jongeren werkloosheid doet niemand het beter. Bijna 40% van de min vijventwintig jarigen zit zonder werk.

Et qu'est-ce que vous proposez en emploi ? 5000 euros pour des initiatives emplois-subsides aux organismes, pas un franc de plus qu'avant. Pas d'augmentation de la dotation de la Mission locale ni de Molenbeek Formation.

Denkt U niet dat het hoog tijd is om het aantal opleidingen voor knelpunt beroepen te vermenigvuldigen en taallessen nederlands ? In Vlaanderen gaan de komende jaren vierhonderd duizend werknemers op pensioen. Heel wat werkzoekende molenbekenaren vinden hun weg niet naar die job. Hoe gaan wij hen helpen ? Ik denk dat een samenwerking tussen al de actoren een goed idee is maar extra middelen lijken me echt wel noodzakelijk.

Et en économie, même le CPAS, où l'ancienne majorité Liste du Bourgmestre MR règne encore, a obtenu une augmentation de 5% de sa dotation. Les citoyens vous en remercient. Vous avez, pour raisons budgétaires, 'scrappé' le budget de 60 000 euros que le CPAS prévoyait pour sa participation dans une initiative d'économie sociale bruxelloise.

Ik denk nochtans dat we extra en ook uitbreiding van sociale economie initiatieven nodig hebben in onze Gemeente. Bijvoorbeeld in het kader van de netheid

Mevr. Dekens:

Monsieur De Block a fait allusion aux "énormes budgets" du CPAS de Molenbeek. Juste pour information, la dotation communale au CPAS est l'avant-dernière en Région bruxelloise. (cassette 3, face A, '013) Alleen OCMW Brussel heeft nog een lagere dotatie. Maar die hebben heel wat eigen inkomsten uit huren en dergelijke en dit voor de tweede armste Gemeente. Daar doet enkel Sint-Joost beter. Het OCMW wordt zeer goed beheerd en we danken dit in de eerste plaats aan de administratie die voorbije jaren zich gesteund worden door de uitredende meerderheid, lijst van de Burgemeester en MR, onder leiding van onze OCMW voorzitter, Mijnheer Magérus.

Je voulais quand même une fois le signaler, parce que même si on a obtenu une augmentation, de 5 % de notre dotation, suite à des discussions en Comité de concertation, on n'a pas d'énormes budgets et on essaye de les gérer au mieux et j'espère que la nouvelle majorité va continuer. Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Dank u Mevrouw Dekens. Je donne la parole à Monsieur Rekik.

M. Rekik :

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Echevins, chers Conseillers, j'ai parcouru avec intérêt et attention votre programme de majorité ou note de politique générale. Au lendemain des élections et des émois liés à la constitution de cette majorité, que je trouve peut-être contre-nature, malgré le scepticisme de beaucoup, j'avais quand-même de l'espoir pour les habitants de la Commune, de l'espoir pour ses jeunes. Le renouvellement partiel du Collège laissait espérer un vent nouveau, un vent d'innovation. J'avais l'espoir de voir une équipe de majorité lucide et entreprenante pour réellement se consacrer à une population qui mérite de l'attention et des actions concrètes pour un avenir meilleur. Aujourd'hui, je souhaite vous faire part de toute ma déception et de toute ma tristesse. Soit ce programme de majorité est bâclé et incomplet, soit il s'agit d'une farce, je dis bien une farce. Où sont les réels projets ambitieux annonçant un nouveau Molenbeek à l'avant-garde d'une politique de réussite pour tous ? Par exemple, vous héritez d'un trésor exceptionnel, je parle de Molenbeek Métropole Culture, une vitrine conséquente qui vous offre une opportunité pour vendre Molenbeek et son image aux potentiels investisseurs et intéressés au niveau économique, culturel ou autres. Les montants alloués à ce niveau-là, sont insuffisants. Cette opportunité, vous l'avez une fois. Elle ne se reproduira plus probablement avant une dizaine d'années. Réussir Molenbeek, ça doit vous dire quelque chose ? Réussir Molenbeek, c'est aussi se donner les moyens de développer des dynamiques ambitieuses en mettant à l'honneur les talents ainsi que les jeunes entrepreneurs et acteurs sociaux de la Commune. Les quartiers molenbeekois regorgent de trésors humains qui pourraient faire briller le blason de la Commune. Les dynamiques qui vont dans ce sens, sont insignifiantes. Réussir Molenbeek, c'est aussi oser. Ce programme de majorité manque d'audace, d'oser investir réellement sur le capital humain et surtout sur la jeunesse des quartiers. Je perçois beaucoup de prudence et de retenue au profit de la création d'un réel programme social destiné à une jeunesse délaissée et sous-estimée. Soit vous êtes inconscients, aveugles ou sourds. Je vous suggère vivement de davantage vous balader dans les quartiers à la rencontre de cette jeunesse délaissée et vous met en garde : vous sous-estimez la pression sociale et les réalités de nombreuses familles épuisées et perdues faute d'outils efficaces destinés à leurs enfants en difficultés. Vous voulez investir dans des caméras, oui, pourquoi pas. Mais, je crois qu'il faudrait peut-être investir ailleurs.

Sans audace et sans réel projet ambitieux, vous risquez d'être très rapidement dépassés par les événements. Pour preuve, au début de ce Conseil, l'Echevin qui était en charge de la Jeunesse, se réjouissait d'avoir organisé un théâtre pour marionnettes.

M. l'Echevin El Khannouss :

Le festival des marionnettes.

M. Rekik :

Alors festival, oui pardon. Mais je ne sais pas si vous vous rendez compte, je n'ai rien contre les marionnettes, je trouve ça très très amusant, mais vous avez vraiment l'air de vous..., votre autosatisfaction m'inquiète et témoigne d'un manque de conscience et de lucidité. Sans audace et sans réel projet ambitieux, vous risquez d'être dépassés par les événements. Où sont les moyens qui devraient être intégrés pour une réelle politique de la jeunesse ? Ou est la créativité pour une politique novatrice à l'avant-garde des défis de

demain? Vous l'avez dit, Madame la Bourgmestre, Molenbeek est une Commune à l'avant-garde des défis de demain et vous l'avez répété à plusieurs reprises. Je perçois un certain nombre de choses, prenons par exemple le programme consacré à l'éducation. Vous le savez, notre système éducatif est à l'agonie, le taux de décrochage scolaire en témoigne, de même que le taux d'échec scolaire, ça vous fait peut-être marrer...

Mme la Bourgmestre :

Mais Monsieur Rekik, ça ne nous fait pas marrer ! Les socialistes ont eu la main sur le système éducatif pendant de nombreuses années. Commencez par reconnaître vos propres échecs en la matière. Vous vous tirez une balle dans le pied, là.

M. le Président :

S'il vous plaît, pas d'apartés, pas de discussions privées.

M. Rekik :

Ah, c'est à moi que vous demandez ça, mais c'est hallucinant. Je continue, je crois qu'il faut aussi pouvoir se dire les choses et pointer un certain nombre de choses qui ne vont pas.

Mme la Bourgmestre :

Un peu d'humilité !

M. Rekik :

Vous savez, au niveau communal, vous avez quand même une marge de manœuvre que pour pouvoir essayer de remédier à un certain nombre de choses. D'une part, on nous parle d'un fléau qui touche les réalités du microcosme scolaire, d'une part on nous parle d'absentéisme -je vais demander le silence, s'il vous plaît- mais on ne parle pas de la manière dont vous allez remédier à la pénurie du corps enseignant en encourageant un certain nombre de jeunes d'aller vers cette voie tout en respectant la ligne conductrice du pouvoir organisationnel. Vous le savez, les Communes disposent d'une marge de manœuvre considérable pour faire preuve de créativité afin de réconcilier les enfants et les jeunes avec l'école, pour mieux les préparer à un avenir scolaire à travers des dynamiques concrètes d'apprentissage et ce, dès les primaires. C'est dès le plus jeune âge qu'il faut agir avec un réel programme éducatif qui suscite les talents en aiguisant l'appétit des jeunes à la recherche scientifique, à la citoyenneté active, à l'éducation relative à l'environnement, à la solidarité et à l'éducation au développement durable. Madame la Bourgmestre, vous avez annoncé à de nombreuses reprises, comme je l'ai dit tout à l'heure, que vous vouliez mettre Molenbeek à l'avant-garde des défis de demain. Vous l'avez répété, de manière générale, je vous le dis en toute franchise, je suis consterné par le manque d'ambition et surtout de dynamique d'innovation destinée à faire de Molenbeek un exemple à l'échelle régionale et nationale. Réussir Molenbeek, j'en suis désolé, mais ce n'est pas ça. Aucune créativité, pas d'audace, aucun réel chantier d'innovation. En matière de jeunesse, je suis extrêmement déçu et triste pour tous ces jeunes. Vous jugez utile de consacrer votre temps à réaliser les états généraux de la Jeunesse. Les défis à relever et les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes sont connus : lutte contre le décrochage scolaire, contre l'échec, l'accès aux formations et à l'emploi. Le temps de diagnostic est plus que passé, il est temps d'agir. Je vous le dis dans l'intérêt des Molenbeekois, nous allons veiller à mener une opposition constructive, mais je pense qu'il serait opportun de vous aider à construire une politique cohérente, durable et vous aider surtout à être un peu plus lucide. Ce n'est pas une main tendue...

M. l'Echevin El Khannouss :

Vous changez de parti ?

M. Rekik :

Non, absolument pas, pour rien au monde. Ce n'est pas une main tendue, mais je pense que vous devriez éviter cette surdité, cet aveuglement et prêter vraiment attention à ce que l'opposition et les personnes ici présentes font passer comme message.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Je vais passer la parole à Madame Tamditi, qui sera suivie de Madame Piquard, de Madame Tahar, de Madame El Hajjaji, de Monsieur Léonard et on terminera avec Madame P'tito. Madame Ouberri, vous n'avez pas le micro, s'il vous plaît ! La parole est à Madame Tamditi.

Mme Tamditi :

Merci Monsieur le Président. Je trouve que de manière générale, on constate que les mesures qui sont prises poursuivent la volonté d'une réelle transition en s'appuyant sur la concertation et le décloisonnement. Elles s'inscrivent dans une approche transversale, dans la collégialité. Je vais prendre des exemples : les états généraux de la jeunesse, la mise sur pied de crèches qui seraient cogérées par les parents, des habitats solidaires ou alors le souhait de réaliser une enquête par quartiers sur le thème de la propreté témoignent de la volonté d'impliquer la société civile dans son ensemble en amont et à toutes les étapes de l'élaboration des décisions. Je trouve personnellement que le fait d'impliquer les citoyens et de ne pas considérer qu'on a réponse à tout parce qu'on est mandataire politique n'est pas une preuve de faiblesse, mais au contraire apporte plus de démocratie locale. Dans la majorité précédente, j'aurais souhaité voir un véritable Conseil consultatif des personnes handicapées, souhaité être véritablement entendue avec des effectifs, des suppléants, une vraie structure, des pv qui seraient mis sur internet, etc. Les citoyens sont demandeurs d'exprimer leurs points de vue sur tous les aspects de la vie. Les choses ne viennent pas uniquement du Collège, les citoyens sont demandeurs et porteurs d'initiatives à souligner et à soutenir.

Sur le plan de la cohésion sociale, la volonté de développer des projets interculturels et intergénérationnels sont à souligner. Concrètement, ce que je soulignerais, c'est le souhait d'améliorer l'offre de formation en vue d'une meilleure maîtrise des langues officielles, notamment pour les primo-arrivants, les formations au dialogue interculturel, ou encore la volonté de favoriser le sport pour tous, les femmes, les seniors, les personnes handicapées. En outre, bon nombre d'initiatives solidaires qui émanent des citoyens méritent d'être encouragées et soutenues.

D'autres points chers à Ecolo-Groen figurent également en bonne place dans cette note de politique générale, comme par exemple, la mobilité active, avec une importance donnée aux différents modes de déplacement, comme par exemple la promotion du vélo. On peut citer aussi l'extension des stations de voitures partagées. Il s'agit aussi de sensibiliser la population aux alternatives à la voiture et de rendre accessible l'espace public aux personnes les plus faibles.

Nous approuvons la volonté du Collège de faire de l'environnement et de l'énergie, des politiques transversales. On souligne le désir de la majorité de favoriser l'alimentation

durable, dans toutes les structures d'accueil collectives, les cantines, les crèches, les maisons de repos.

Pour ce qui est de l'environnement, de l'énergie, je soulignerais la volonté du Collège d'avancer dans le cadre de l'alliance emploi-environnement, notamment en matière de gestion des déchets et du projet de ressourcerie qui est prometteur de création d'emplois tant dans le projet-même que dans tous les projets qui sont connexes, d'économie sociale, par exemple, la récupération, la réparation et les locations, etc.

Par ailleurs, notre formation politique se réjouit également de la volonté ...

M. le Président :

Un peu de silence, s'il vous plaît !

Mme Tamditi :

Merci, donc notre formation politique se réjouit de la volonté d'accroître le travail en réseau, association public-privé, écoles néerlandophones-francophones, meilleure collaboration entre les différents services de la Commune.

Nous saluons aussi la mise sur pied de projets qui sont émancipateurs et participatifs, comme le Conseil consultatif de la jeunesse qui permettra aux jeunes de s'impliquer directement dans tous les projets qui les concernent.

J'évoque aussi le pôle jeunesse qui offrira un soutien aux jeunes et à leurs parents et offrira des outils aux professionnels du secteur.

Enfin, je continuerai en disant que force est de constater que de grands défis resteront à relever pour lutter contre la précarité et améliorer le vivre ensemble. Je pense qu'on n'aura jamais terminé, ça c'est clair. Ecolo-Groen se félicite néanmoins de la construction de nouveaux logements et de la mise aux normes du parc de logements publics d'ici à 2018. Cela permettra des économies d'énergie qui permettront de diminuer les factures. Nous sommes contents de voir dans le programme qu'une lutte contre l'insalubrité et les marchands de sommeil sera une priorité pour la majorité. Une attention particulière sera portée aux simplifications administratives et Dieu sait que c'est important pour les Molenbeekoïses qui sont parfois infra-qualifiés, pour centraliser les demandes avec la mise en place de ce guichet unique d'inscription pour tous les logements publics.

Par ailleurs, nous constatons que la bonne gouvernance et l'égalité de traitement seront au cœur des préoccupations. Cela se traduira entre-autre par une dépolitisation complète dans les attributions. Je vous remercie beaucoup.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Je donne la parole à Madame Piquard.

Mme Piquard :

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, je ne peux évidemment qu'être d'accord avec les chefs de groupe PS-SPA, votre note contient énormément de plans, d'études, et peu de projets autres que ceux que nous avons lancés sous l'ancienne majorité. En matière de sécurité, comme l'a souligné mon collègue Jef Van

Damme, comment ose-t-on repenser à « Télé-Police », qui, il y a trois ans, après l'attaque de quatre pharmacies, a été abandonné parce qu'il était inopérant.

En matière de logement, garantir une meilleure gouvernance et une meilleure durabilité, créer un guichet unique était aussi dans notre programme, mais c'était sous la forme d'un pôle logement qui respecte les spécificités. Madame la Bourgmestre, pour être administratrice à la MAIS, j'ose espérer que vous en connaissez les modalités d'inscription calquées sur celles du *Logement Molenbeekois*, mais aussi de modalités spécifiques d'occupations des logements qui sont régis par une ordonnance. Ce sera certainement au niveau régional qu'il faudra vous tourner avant de pouvoir l'appliquer ici, à Molenbeek. A ma connaissance, aujourd'hui aucune AIS bruxelloise n'est inféodée à une gestion communale. Vous proposez 100 logements de plus à gérer par les AIS, je vous précise que la MAIS gère actuellement 135 logements et que, quelque soit la proportion qu'on lui ajouterait, j'ose espérer que pour sa survie, la Commune la doterait d'un subside pour pouvoir fonctionner, moyennant l'engagement supplémentaire de personnel.

En matière de logement toujours, la lutte contre l'inoccupation de logements, la remise sur le marché de logements inoccupés, renforcer la lutte contre l'insalubrité, je vois qu'on met le CPAS à contribution, CPAS dont la mission première est l'octroi du RIS ou de son équivalent en faveur des plus démunis. Cette institution se verra-t-elle financée d'avantage pour les missions supplémentaires qu'on essaye de lui donner.

En matière de boom démographique et de la réussite scolaire, beaucoup de choses ont déjà été dites, mais au niveau des garderies scolaires, les moments d'étude ont été supprimés, acceptons-le, sous l'ancienne législature, et tout cela, parce que le personnel enseignant qui le faisait bénévolement, n'a plus accepté de la faire. J'ai vu dans le budget que les grosses recettes étaient prévues pour les garderies notamment, mais est-ce que cette recette ne permettrait-elle pas de remettre en route les moments d'études pour les élèves qui permettrait un complément d'éducation, enfin, surtout d'instruction. Mettre en œuvre des stratégies originales pour permettre à un maximum d'enfants de fréquenter régulièrement l'enseignement maternel au plus tard à 5 ans et si possible, dès 3 ans. Pour moi, c'est une excellente idée. Mais, êtes-vous au courant qu'à cause du boom démographique, en 2011-2012, la gestion des crèches a dû demander des dérogations à l'ONE pour les enfants qui étaient obligés de rester en crèche jusqu'au mois de septembre et qui depuis janvier-février, avaient dépassés l'âge des trois ans, et tout cela, parce qu'il n'y avait plus de place en classes d'accueil ou en maternelle. Je vais en terminer là pour ce soir, je vous remercie.

M. le Président :

Merci Madame Piquard, je donne la parole à Monsieur Ait Jeddig.

M. Ait Jeddig :

Merci Monsieur le Président, chers collègues et mandataires, votre déclaration de politique générale est pleine de bonnes intentions, mais nous sommes dans l'attente d'actions. C'est sur les actions que vous serez jugés. Je vous entends très bien lorsque vous parlez de respect, j'ai été élu démocratiquement et vous me considérez comme un non-démocrate. Est-ce du respect pour les électeurs que je représente ? Nous ne sommes présents dans aucune commission, sont-ce les limites de la démocratie ? En tout cas, je tenais à dire que le parti Islam est un parti d'équilibre, ni de gauche, ni de droite. Nous respectons les idées de chacune et de chacun. Les propositions émanant des élus de ce conseil que nous jugerons favorables à la communauté musulmane et aux administrés en général, nous les soutiendrons et nous voterons contre tout ce qui va à l'encontre de cette communauté musulmane, faible et exploitée et dont les filles et femmes sont discriminées

parce qu'elles portent le voile et dont les garçons et les filles sont relégués dans les filières d'enseignement non-porteuses d'emploi, d'autant plus qu'on assiste à une désindustrialisation de nos Régions. Pour nous, ni l'athée, ni le religieux ne doivent imposer leurs points de vue. Il n'y a pas de contrainte en religion, c'est le véritable respect des idées. Pourquoi interdire le foulard et les autres signes religieux qui sont une forme d'expression d'idée différente dans les lieux publics. Est-ce du respect ?

Dans l'enseignement, pourquoi ne pas mettre en cause le dogme darwinien ? Est-ce admettre l'esprit critique ? Est-ce cela les nouvelles méthodes d'enseignement ? Ni Darwin, ni Dieu n'est respecté par nos politiques. Pourquoi ne pas accepter le repas hallal ou végétarien dans les cantines scolaire ? Est-ce cela le respect des autres dans leurs diversités ?

En matière de sécurité, vous parlez de lutter contre les trafiquants de drogue. C'est très bien. Et l'alcool, n'est-ce pas une drogue qui tue notre jeunesse ? Le respect, c'est aussi protéger notre jeunesse dans les rues et à la sortie des écoles. Il faut une véritable politique de sécurité. Il y a quelque chose qui ne va pas dans cette société, qui pense que le spirituel doit être évacué. La religion est humaine et place l'homme au centre de ses préoccupations, la femme et l'homme dans leurs relations et en interaction avec le respect de la société et dans leur environnement.

Les électeurs ne sont pas dupes. Les hypocrites, les séducteurs, les opportunistes n'ont pas d'avenir. Cette législature, je souhaite qu'elle ne se passe pas essentiellement dans la lutte entre les partis, rouges contre bleus, ou verts ou oranges ou autres. Je souhaite qu'elle se passe dans la satisfaction des intérêts des citoyens. C'est pour cela qu'ils nous ont élus, les citoyens sont en attente d'action et en on marre de cette partitocratie. Regardons le nombre de votes blancs, demandez-vous ce qui se passerait si le vote n'était pas obligatoire. Malraux disait que le 21^{ème} siècle serait spirituel ou ne serait pas, à méditer !

Je souhaite bon vent à la majorité, et bon travail à tous mes collègues dans le respect de chacun. Merci beaucoup !

M. le Président :

Merci Monsieur Ait Jeddig, je donne la parole à Madame Tahar.

Mme Tahar :

Merci Monsieur le Président, je vais être très succincte, je vais adopter une démarche pragmatique et technique, puisque l'essentiel a été dit par mon groupe. C'est vrai que d'une manière générale, j'ai l'impression que cette note de politique générale, c'est une succession d'objectifs. Malheureusement, très peu est dit par rapport aux modalités d'actions pratiques. Quand je lis la note de politique générale, il y a de très bons objectifs, c'est pour cela que je l'appelle succession d'objectifs. J'ai aussi l'impression que c'est un recueil de slogans, donc j'ai l'impression d'être en campagne électorale. Hors, la campagne électorale, c'est fini. Effectivement, quatre mois se sont écoulés, quatre mois durant lesquels vous avez en principe eu le temps de réfléchir à une vraie politique de majorité et effectivement aujourd'hui, ce qui m'inquiète comme d'autres de mes camarades, c'est le manque de moyens engagés pour atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés et pour lesquels je souscris. Je pense qu'on veut tous de la sécurité, tous des écoles supplémentaires pour nos enfants, pour nos jeunes, du travail, etc. Donc, je crois qu'il y a un consensus.

À la page deux, au niveau de la sécurité, vous parlez de la création de postes de conseillers en prévention vol, je m'interroge sur ça. Pourquoi un conseiller de prévention vol ? On a l'impression quand on vous lit, Molenbeek, c'est la commune où il y a le plus de

vols. Vous parlez de hausse de chiffres, ou alors on ne les comprend pas de la même manière, mais en tout cas, moi je lis plutôt une diminution des vols dans les statistiques récentes. Donc, je voudrais bien plus de précisions par rapport à ce poste de conseiller en prévention vol que vous voulez créer.

Toujours à la page 2, vous parlez du rôle des gardiens de la paix. Vous proposez un travail de coordination avec la Police, avec les agents de police et vous prévoyez la possibilité que ces derniers sanctionnent les auteurs d'incivilités. Je sais très bien que c'est à l'origine une mesure fédérale, mais je m'inquiète quand même quant à la confusion des rôles que pourrait susciter cette possibilité qui serait offerte aux gardiens de la paix, en sachant bien que ces derniers sont en principe, ceux qui sont les plus proches des habitants et qu'une relation de confiance est établie avec eux. Leur donner une tâche supplémentaire quant à la sanction, mais je lis ça Monsieur El Khannouss à la page 2, je n'invente rien, vous pouvez suivre ça avec moi. Je voudrais juste vous interpeller là-dessus pour avoir des précisions quant au rôle précis qu'auront les gardiens de la paix. Je m'adresse ici au Collège pour connaître le rôle qui va être assigné à ces gardiens de la paix, qui je le rappelle, ne sont pas des policiers. Donc, la sécurité est votre priorité, tout parti confondu. C'est un peu ma crainte aussi. C'est vrai que nous voulons tous de la sécurité, mais moi, je m'interroge surtout sur la manière d'opérer. La sécurité, oui. La répression, oui, mais quand est-il de la prévention ? Vous en parlez de manière très très brève. Et c'est là que j'ai à nouveau des inquiétudes par rapport à la sécurité, d'autant que le budget n'octroie pas assez de moyens à ce poste.

En matière d'enseignement, il y a l'intention du Collège d'ouvrir des places dans les écoles. Encore une fois, vous parlez de deux écoles, on ne dit pas le nombre exact de places, il n'y a pas de précision là-dessus. Donc je pose la question précise, quand est-il des places précises, combien de place souhaitez-vous créer durant la prochaine législature, puisque comme l'a dit le prédécesseur, seul le point logement nous donne une lecture précise des moyens qui seront alloués. Je regrette que ce ne soit pas le cas pour les autres points.

En matière de crèches et de garderies, je regrette également que la nouvelle majorité va de nouveau faire payer les parents, je ne sais pas si à ce niveau-là, vous allez prévoir quelque chose pour les familles qui ont des difficultés ? Comment allez-vous fixer ces frais de garderie ? J'aimerais bien avoir des précisions là-dessus puisqu'il y a des parents qui nous interpellent à ce niveau-là.

En matière de jeunesse, je salue l'idée de mettre sur pied un Conseil consultatif de la jeunesse, puisque c'était un peu dans la campagne que j'ai menée, une de mes priorités. Créer ce Conseil consultatif, oui, mais quand est-il des moyens alloués ? C'est ma priorité et je suis déçue qu'il n'y a pas grand-chose à ce niveau-là. J'essaie de comprendre les facteurs explicatifs, mais je suis vraiment sur ma faim quant aux moyens alloués au secteur de la jeunesse. Faut-il vous rappeler que la Commune est une des plus jeunes des 19 du territoire bruxellois. Je trouverais tout à fait normal de mettre la priorité sur la jeunesse, ce qui n'est malheureusement pas le cas.

Je terminerai avec le vivre ensemble, qui était également une de mes priorités dans la campagne. Le vivre ensemble, c'est un défi majeur qui nous demandera du temps. C'est une vision à long terme que nous devrions tous avoir, nous sommes tous d'accord que nous n'avons pas le choix que de vivre avec cette multi culturalité et ces différences. A la page 32, vous dites que vous voulez promouvoir cette diversité. Ma question, c'est de savoir si cette diversité, comme vous l'appellez, sera-t-elle bien représentée dans tous les services communaux ? Parce que je suis très observatrice et attentive au paysage multiculturel que prendra Molenbeek et du décroisement des quartiers, parce que là aussi, il y a tout un défi à relever. Quand je dis décroisement des quartiers, je fais allusion à Molenbeek à

deux vitesses, le haut et le bas. J'espère qu'à la lecture de votre note de politique générale, qu'il reste encore des objectifs très abstraits. Il y a toute une politique concrète d'action qui seront mises en places pour vraiment décroiser les quartiers et que ça ne reste pas un slogan. Merci !

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Je donne la parole à Madame El Hajjaji.

Mme El Hajjaji :

Merci Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins, chers collègues, j'ai attentivement lu et relu cette note et, comme il se fait très tard, je ne vais pas être longue, parce que mes collègues sont déjà largement intervenus là-dessus, mais j'ai envie de dire une chose qui me saute aux yeux, c'est que je me souviens de notre premier Conseil communal où on nous a annoncé innovation, innovation et j'ai envie de dire qu'à la lecture de cette note, je n'ai rien remarqué d'innovant, c'est continuité en moins bien. La seule chose que je trouve innovante. C'est la venue des chevaux à Molenbeek pour nous aider à ramasser les ordures.

Mais je ne voudrais pas être longue et je voudrais surtout parler de l'emploi. Je m'inscris dans ce qu'a dit ma collègue Dekens. Mais j'avais envie de rebondir dans le chapitre consacré à l'emploi et à l'économie locale. J'ai épinglé le dernier paragraphe qui est consacré à la lutte contre les discriminations à l'embauche. On a consacré un tout petit paragraphe, je me dis quel paradoxe pour un problème qui est important et qui préoccupe la majorité de nos jeunes et moins jeunes. Ce que j'ai trouvé choquant et un peu insultant, c'est que la majorité répond à ce soucis tellement important de notre jeunesse par l'élaboration d'un plan, sans aucune précision, Il s'agit là plus de marketing et d'effet d'annonce et de quelque chose qui va plus faire la publicité de l'Echevin qui va la mettre en œuvre. Je trouve ça regrettable, c'est vrai qu'avec 5.000 euros, on ne peut pas lutter contre les discriminations. Je trouve ça très dommage, je suis déçue par cette majorité qui me semble ouverte, diverse, pleine de sensibilités et je suis amèrement déçue de voir que les partis qui sont aujourd'hui dans la majorité, ont vendu pendant la campagne électorale ce programme dans les quartiers sensibles et que là, on ne retrouve pas une volonté de vraiment lutter réellement contre les discriminations à l'embauche. C'est un sujet tellement sensible, encore plus à Molenbeek qu'ailleurs. Je trouve que c'est presque se moquer de nos populations qui sont en mal d'emploi. Je trouve ça vraiment regrettable, d'autant plus qu'on n'en trouve aucune trace dans l'autre chapitre consacré à la politique du personnel au niveau communal. Je comprends que ça ne s'y trouve pas, mais je trouve que c'est une véritable coquille vide, dans laquelle on fixe un certain nombre d'objectifs pour améliorer le fonctionnement. On parle de mobilité interne au niveau de l'emploi, on parle aussi de recruter de manière objective et impartiale, puis on annonce quelque part, qu'à qualification égale, on donnera priorité aux Molenbeekois. Je me pose la question de savoir si ce n'est pas un paradoxe, puisqu'on dit qu'on va objectiver et que ce ne sera pas partial et puis tout à coup, les Molenbeekois seront privilégiés. Quand on parle de mobilité interne, je me demande s'il n'y a pas une stratégie derrière, parce qu'on entend quand même que les choses qui se passent actuellement au niveau du personnel en place, beaucoup de questions sont ouvertes. Je me demande donc quand on aura un plan qui ressemble à une action ? J'ai énormément de questions, mais comme le temps presse, on attend de l'action de la nouvelle majorité, je vous remercie.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Madame El Hajjaji. Je donne la parole à Monsieur Léonard.

M. Léonard :

Le changement était nécessaire à Molenbeek et il est là. Le fait que l'opposition ne le voit pas, est finalement plutôt rassurant. Ça montre que malgré les immenses mérites qu'elle s'attribue, en fait, pour être précis, qu'elle attribue à Philippe Moureaux, qui n'est plus là, elle n'a pas vraiment réfléchi à pourquoi elle se retrouve aujourd'hui dans l'opposition. Ce projet est à la fois ambitieux et pragmatique. Ambitieux, on l'est forcément à Molenbeek, parce que figurez-vous, il reste beaucoup de problèmes à régler, on les connaît tous, ils sont sérieux. Pragmatique, parce qu'effectivement ce n'est pas un projet qui se paye de mots, qui lance des grands projets fumeux. Les grands projets, ce serait transformer la chaussée de Gand en piétonnier, annoncer au monde entier que les écoles de Molenbeek seraient les meilleures de Bruxelles dans 6 ans, ce qui au passage suppose qu'elles ne le sont pas déjà ou que les poissons seraient de retour dans le Canal. Nous préférons finalement que ce genre de projets ne soient pas dans le programme, ça nous rassure plutôt.

Tous les points sont là, ils sont étudiés, réfléchis, avec des solutions concrètes et souvent innovantes. Maintenant, il y a aussi un petit plus dans ce projet, il y a quelque chose qui court à travers le projet, vous me direz, pour une jamaïcaine, c'est normal de courir. Il y a quelque chose qui lui donne sa cohérence interne, c'est la confiance. La confiance qui transparait presque à chaque page. Tout d'abord la confiance dans Molenbeek, dans ses atouts, pour attirer aussi bien les entreprises que les entrepreneurs, la confiance dans la richesse principale de Molenbeek, c'est-à-dire ses habitants. Vraiment, bien malin qui pourra trouver dans le texte l'idée qu'il y a des gens qui seraient laissés de côté. Non, sans cesse, on invite réellement les habitants à participer, à donner leur avis. Le monde associatif sera associé, on fait confiance aux Molenbeekois, à leurs initiatives, à leurs capacités. Il y a aussi, parce que la confiance, ça ne se décrète pas, ça se mérite, il y a la volonté de gagner ou de regagner la confiance des Molenbeekois dans leur ville, une ville sécurisée, une ville plus propre, mais aussi dans leur administration. On peut railler cela, on verra à qui l'avenir donnera raison, mais avec cette volonté partout de transparence, de justice, d'équité.

Et puis, il y a une dernière marque de confiance, même l'opposition l'a signalé, la confiance au sein de l'exécutif. Voilà, c'est vrai, ça marche bien un exécutif où les gens ont envie d'aller tous dans la même direction, ne cherchent pas forcément à tirer la couverture à eux ou à défendre des pré carrés dans ce qui serait un mariage de raison. Je pense que cette confiance aura un gros impact positif pour Molenbeek.

Je dois donner une dernière réponse à Monsieur Azaoum, qui m'a interpellé. Je le rejoins, sous la présidence de Mohamed Barkhane, et avec toute l'équipe en place, il y a eu du bon travail qui a été fait au *Logement Molenbeekois*, que les choses soient claires. Sous la présidence de Mohamed Barkhane, il y a 6 ans, le *Logement Molenbeekois* était au plafond légal des dérogations, c'est-à-dire près de 40 % des logements qui étaient attribués par dérogation. Maintenant, on est à 8 %. Ça s'est plutôt bien passé, même si je dois quand même rappeler, qu'à son arrivée, Mohamed Barkhane, a annoncé cette intention. Ça a créé pas mal de remous, même de peurs, ce n'était pas les vôtres, Monsieur Azaoum, mais ça ne s'est pas non plus fait automatiquement. Je dois dire par contre, que je n'ai pas la même lecture que vous de la note. Je ne vois pas une charge frontale, on ne dit pas que le logement est une attribution complètement corrompue. Non, il y a un petit paragraphe qui rappelle des choses évidentes et dans lesquelles je pense qu'on peut faire un peu mieux. Par exemple, que quand on a tranché sur une dérogation, on peut toujours se dire en arrière-plan, qu'elle a obtenu cette dérogation parce qu'elle savait. Je ne donne aucune connotation négative à cela, mais elles connaissaient bien les procédures, elles savaient à

quelles portes aller sonner et peut-être qu'il y avait d'autres personnes dans la même situation, qui avaient aussi des choses à faire valoir. Les initiatives qui sont dans cette note, je vous le dis, moi, je ne me suis pas senti insulté par ce petit paragraphe, je trouve qu'il était plutôt factuel, les initiatives qui sont là, me paraissent aller dans le bon sens. C'est vrai que créer un guichet unique et essayer de communiquer plus, ça permet de faire encore un peu mieux que ce qui était fait. Mais je vous rejoins, ce n'est pas à mon sens dans le logement que les problèmes de gouvernance étaient les plus importants.

(Applaudissement - Applaus)

M. le Président :

Merci Monsieur Léonard. Je donne la parole à Madame P'tito.

Mme P'tito :

Merci Monsieur le Président. Mais dans un premier temps, moi je suis très intéressée par l'information qui a été donnée par Monsieur Vossaert. Je n'ai pas reçu cette lettre, j'habite le quartier Maritime, c'est peut-être la raison. J'aimerais vraiment savoir, avant toute chose, parce que ça a un lien avec le budget, vous allez me comprendre tout de suite, et avec la note de politique générale, et par rapport à la bonne gouvernance.

M. le Président :

Je peux vous donner une réponse directement. Cette lettre a été mise dans les boîtes après les élections, au mois d'octobre-novembre, et payée par nos soins et distribuée par nous, payée par les mandataires donc.

Mme P'tito :

A la page 1 de votre note, je constate que vous parlez d'une approche égalitaire des territoires et du décloisonnement des quartiers. Force est de constater en tout cas que dans vos réjouissances post-électorales, vous n'y accorder aucune importance ou en tout cas, c'est une nouvelle manière de voir les choses. C'est une nouvelle manière de voir les choses, parce que tout n'a pas été distribué dans l'ensemble des partis. Là, la conception égalitaire est toute relative, écoutez, sincèrement, si je l'avais reçue dans ma boîte...

Mme l'Echevine Turine :

Je ne l'ai pas reçue non plus dans ma boîte, pourtant, je n'habite pas le même quartier que vous.

Mme P'tito :

Alors, il faut revoir vos modes de fonctionnement interne.

Mme la Bourgmestre :

Moi, je n'ai pas reçu votre calendrier.

Mme P'tito :

Excusez-moi, peut-être que je n'en avais pas fait assez.

M. le Président :

Madame P'tito, s'il vous plaît, vous êtes la dernière intervenante, je voudrais que cette interpellation se fasse correctement, comme se sont passées les autres. Je vous cède la parole et je demande aux autres personnes de ne plus intervenir.

Mme P'tito :

D'accord, donc, je m'étonne quand même de cette nouvelle approche égalitaire des territoires et de ce décloisonnement. Nous avons bien écouté votre présentation, présentation peut-être un peu essoufflée comme votre projet, ou plutôt comme votre absence de projet pour Molenbeek et ses habitants, et donc, j'ai envie de dire, tout ça pour ça ! Vous profitez d'un sillage tracé par nous, ce qui se traduit par le fait que les mots les plus fréquemment utilisés par vous, sont « poursuivre », « soutenir » et « continuer ». Je n'ai pas pu calculer automatiquement le nombre de fois où figuraient ces mots, j'aurais bien aimé. Objectivement, je n'ai pas passé mon temps à ça, je n'ai pas eu le temps, mais par contre *La Capitale* a reçu plus vite que nous la note en format informatique, peut-être peut-elle effectuer ce petit calcul assez facile. Les Conseillers communaux sont moins bien servis que la presse, on l'a reçu en format papier, punt aan de lijn.

La bonne gouvernance nous dit aussi qu'on n'a pas encore, malheureusement, le respect de l'article 242 alinéa 3, de la nouvelle loi communale, donc pas de plan triennal et pas de plan de gestion. On peut entendre qu'avec un changement de majorité, les choses n'aient pas suivi et que donc le plan triennal nous arrivera plus tard. Qu'est-ce qui se passe, il y a un problème ? Il y a un problème ? Non, d'accord ! Il se passe quelque chose ? Voilà, je ne sais pas ce qui se passe, Monsieur le Président, donc voilà. Donc, pas de plan triennal, pas de plan de gestion, donc, je le regrette évidemment ! C'est le code de bonne gouvernance local qu'on a voté en 2009 au niveau bruxellois. Les circulaires ont été envoyées un petit peu tard, c'est vrai, et donc c'est ce que je viens de dire, il y a une tolérance. Je pense que c'est pour le mois d'avril qu'il faudrait pouvoir en disposer, comme ça figure dans l'ordre du jour. Dans l'ordre du jour, il est mis plan triennal, c'est un peu dommage, parce que ce n'est pas un plan triennal qu'on a reçu. Mais bon, soit. Je ne vais pas polémiquer pour polémiquer, mais il serait quand même intéressant d'obtenir ces documents et de pouvoir y consacrer une réelle séance, justement en Conseil communal. Parce que ce plan triennal, il vise quoi, il vise d'abord le fait d'avoir une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années et un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation, sous forme d'estimation et de perspective. Ça me paraît fondamental, on a dit aujourd'hui qu'il manquait de concret, et c'est vrai, donc on a besoin de ces deux documents. Ce n'est pas pour rien qu'on a adopté ce code de démocratie locale. A un moment donné, si on se targue de bonne gouvernance, il faut l'appliquer, même si je conçois qu'on ait besoin d'un tout petit peu de temps, surtout lorsqu'il y a un changement de majorité. Vous voyez, on est constructif, mais fixez-nous un calendrier et alors on pourra être content et se dire qu'effectivement, aujourd'hui, on a eu un brouillon, un brouillon ou un premier jet et que la prochaine fois, on va avoir plus de concret.

Il y a un déséquilibre global du Collège qui se retrouve dans cette note. Il y a deux partis sur trois qui étaient déjà là et les uns pratiquent l'autoflagellation. C'est vrai, quand je vois qu'au niveau des finances par exemple, à la page 46 : « on va mieux définir les règles budgétaires en uniformisant les procédures au sein de tous les services, on va assurer une gestion efficace -sous entendant qu'elle n'était pas terrible- de la dette communale en vue d'alléger les charges liées à celle-ci ...» Moi, je trouve que ce n'est pas très sympathique pour la précédente échevine des finances, mais bon voilà, l'autoflagellation, pas de problème.

Idem sur le logement, je ne vais pas revenir sur les thèmes du logement qui ont été évoqués tout à l'heure. Par ailleurs, par rapport au logement, il y a quand-même des insinuations rampantes qui ont été évoquées par mon collègue Jamal Azaoum et bon, que je sache, quand-même, le Secrétaire d'Etat au Logement n'a pas diligenté d'enquête à l'égard du *Logement Molenbeekois*. Donc, je trouve quand même qu'il faut faire attention à ce qu'on écrit.

Alors, j'ai écouté le projet évoqué ce midi par Madame Turine à Télé Bruxelles et sincèrement, si c'est là, la concrétisation de la transversalité et de la nouvelle méthodologie dont vous vous gargarisez, c'est que vous ne connaissez pas Molenbeek. Car une ressourcerie, il y en a déjà une, certes au sein du CPAS, donc peut-être pas ouverte à toutes et tous et avec une publicité énorme autour d'elle. Ça s'appelle Démarrage, c'est une initiative d'économie sociale, de récupération et de redistribution de meubles usagers, qu'il convient certainement de faire grandir. Une ressourcerie, c'est du recyclage. Je suis désolée, mais bon vous allez réinventer la ressourcerie. Enfin je suis désolée, les Petits Riens, c'est quoi, c'est prendre des meubles et c'est aussi une ressourcerie. A un moment donné, on peut raconter tout ce qu'on veut, mais je suis désolée, c'est du recyclage. Vous jouez sur les mots, effectivement. Et donc, ça existe et si on se basait sur ce qui existe pour le faire grandir, ça irait déjà mieux. Donc, la transversalité et la gouvernance, c'est bien, mais la connaissance de sa commune, c'est sans doute mieux.

Autre exemple, parler de tourisme, sans évoquer Belle-Vue. On va avoir des hôtels à Molenbeek, on n'en parle pas. On va avoir un hôtel de formation, le premier hôtel de formation en Région bruxelloise, on n'en parle pas. On a la possibilité d'accueillir un centre de référence, si on arrive à les convaincre, Madame la Bourgmestre, un centre de référence en Horeca, ça ne figura pas dans votre note, donc ce n'est même pas à l'état de projet et moi, ça m'inquiète. Belle-Vue, c'est fondamental, ça va être un renouveau pour tout un quartier et on n'en parle pas. C'est absent de la note de politique générale.

La Gare de l'Ouest, idem. Jamal Ikazban en a parlé tout à l'heure, vous avez mis « centre commercial ». Ça nous a fait rire tous, mais c'est quoi le vrai projet pour la Gare de l'Ouest ? Il faut de l'ambition, il y a eu un débat au Parlement bruxellois où on a parlé de la SNCB, on a parlé d'Infrabel, on a même rêvé à un moment. Rêvons pour Molenbeek, ayons de l'ambition ! Pour réussir Molenbeek, c'était votre slogan électoral, il faut avoir de l'ambition. On peut rêver d'un musée d'arts modernes à Molenbeek au-dessus de la Gare de l'Ouest, rêvons et portons les projets, parce que c'est comme ça qu'on y arrive. Belle-Vue, on en a rêvé et il arrive et c'est vous qui l'inaugurez. Tant mieux pour vous et j'espère tant mieux pour les Molenbeekois. Ce sont des projets ambitieux. Alors, idem pour des projets beaucoup plus modestes, mais à portée quotidienne également.

De l'intergénérationnel, ça existe déjà à Molenbeek, il y a une ludothèque intergénérationnelle magnifique, avenue Jean Dubrucq. Il y a des crèches qui vont là-bas, il y a des enfants qui vont là-bas. C'est quelque chose de magnifique et on n'en parle pas.

Croyez-vous vraiment qu'on ne travaillait pas ensemble avant à Molenbeek? Vous croyez vraiment que c'est vous qui avez inventé tout ça ? C'est que vous ignorez tout, alors, de la logique partenariale propre à Molenbeek. Et c'est triste, parce que c'est l'essence même de Molenbeek et de ses services. Parce qu'on parle trop peu des services molenbeekois, du personnel de Molenbeek. Je vais donner quelques exemples, le resto social Les Uns et les Autres, il n'existerait pas sans le soutien du CPAS. Si le CPAS arrête de le soutenir demain, c'est fini. C'est déjà un partenariat, on ne peut pas tout faire tout seul et on le sait très bien. On le sait très bien, on a toujours fait comme ça. Cette logique, c'est aussi la logique des projets subsidiés, une des perles que l'on vous cède, à contre-cœur, mais que l'on vous cède. J'espère que vous allez les polir ces perles ! Cette logique, c'est la logique des projets subsidiés qui vont systématiquement chercher le meilleur de chacun, et

oui, ce sont des perles ! La Maison des Cultures, c'est une perle. Les projets subsidiés, ce sont des perles. La LES, c'est une perle, la mission locale est une perle, même si finalement elle n'est financée qu'à environ 3% par la Commune. L'épicerie sociale, je peux en citer beaucoup. Oui, ce sont des perles que vous avez maintenant entre vos mains, si vous préférez. Ce sont des perles et soyez-en conscients ! Les fonctionnaires qui travaillent là, ce sont des perles ! Effectivement, outre le fait que vous n'aurez qu'à choisir quelques entrepreneurs et à couper des rubans pour tous les projets, parce qu'il faut reconnaître, ce ne sont pas que les politiques, évidemment les politiques sont des moteurs et on espère que vous serez avec des moteurs. Là, on ne voit pas de moteur, on ne voit pas de direction. Vous, vous allez pouvoir bénéficier évidemment du travail et de toute la force de travail de toutes ces personnes dans l'ensemble de ces services, y compris dans les écoles, avec des directions magnifiques.

Et donc, nous dire tout le temps que vous avez réinventé l'eau chaude ou le fil à couper le beurre, enfin tout ce que vous voulez, avec cette transversalité, c'est exaspérant. Parce que c'est évidemment la logique-même de Molenbeek. Est-ce qu'on a attendu l'alliance emploi-environnement, même au niveau Régional, pour mener à bien des projets pilotes en matière de formation de poseurs de panneaux solaires et photovoltaïques ? Non évidemment, c'est aujourd'hui pérenniser par Bruxelles-formation et j'espère que vous ferez preuve d'autant de créativité, mais malheureusement, on la cherche votre créativité. Même quand vous évoquez les clauses sociales dans les marchés publics, vous vous référez à l'ordonnance régionale que qui a rédigée ? Moi-même ! C'est moi la primo signataire. A un moment donné, je suis désolée, il faut quant même reconnaître les choses. D'ailleurs, Madame Schepmans, vous ne pouvez pas connaître cette proposition d'ordonnance, vu qu'elle n'est pas encore déposée officiellement au Parlement. Donc, quelque part, c'est la majorité régionale qui a un petit peu fuité. Mais bon, ce n'est pas grave. Ou alors, vous ne connaissez pas du tout le texte, ce qui est moins bon encore.

Enfin, l'image de Molenbeek, vous voulez promouvoir l'image de Molenbeek et créer un service pour ce faire, tant mieux. Franchement, on vous soutient dans cette initiative. Selon moi, ce sera vraiment nécessaire, après avoir objectivement sali Molenbeek, à un certain moment. On ne va pas polémiquer, mais traiter Molenbeek de Peshawar, vous l'avez quand-même fait. Et plusieurs fois ! Alors je sais bien, vous l'avez peut-être regretté depuis, mais objectivement, vous l'avez fait. Je n'ai rien inventé. Je vous ai interpellée ici-même pour ça. Donc, oui il y a du travail et il faut sans doute construire là où parfois on a malheureusement détruit et sali.

Mme la Bourgmestre :

Je n'ai pas traité Molenbeek de Peshawar.

Mme P'tito :

Non dites... Si vous voulez, on va prendre les articles.

Mme la Bourgmestre :

Ce sont des contre-vérités.

Mme P'tito :

J'irai chercher l'article, il n'y a pas de problème.

M. le Président :

Madame P'tito, continuez s'il vous plaît.

Mme P'tito :

Oui, je termine. Je n'ai plus qu'un thème et une conclusion. L'énergie, très bien, c'est donc dans quelques semaines, puisque 6 mois, c'est vite passé, on est déjà à 4, donc on aura un plan énergie. Mais à nouveau, les félicitations d'Evelyne Uyttebroeck pour les économies d'énergie que l'on a faites lors des précédentes législatures, j'espère qu'on les aura encore évidemment ! Par contre, peut-être qu'on aura plus facilement quand on inaugurerait, par exemple, un projet, comme celui de la rue Fin, un projet passif, qui n'aurait pas été possible sans le terrain communal. Rappelons-nous, je fais juste une petite pique comme ça, mais rappelons-nous que quand on remet des certificats pour des bâtiments exemplaires, et bien gageons que la prochaine fois, peut-être que la Ministre Uyttebroeck n'oubliera pas de remettre un certificat à la Commune. Mais ça, là je pense que les choses changeront à l'avenir, parce que là, elle l'avait oublié. Aujourd'hui, je fais le lien avec le budget, c'est la fin des primes énergie, mais par contre, on consacre 17.500 euros à la communication sur l'énergie. Ça m'inquiète simplement sur le fait qu'on va vendre plus cher une politique moindre, voir faire double emploi avec une politique régionale. On va refaire le site internet, on va refaire le journal communal, ok. Le site internet, on était d'accord, mais le journal communal, je ne sais pas très bien pourquoi il faut absolument le refaire. Mais bon soit, c'est votre choix, ce sont vos priorités.

En conclusion, oui, le rendez-vous est un peu manqué avec les Molenbeekois. Nous vous proposons un deuxième rendez-vous, une forme de deuxième session, pour la présentation du plan triennal 2013-2015 et d'ici-là, pour un peu illustrer nos propos, on vous propose des projets concrets, en tout cas, on aura aucun soucis à ce que vous vous inspiriez du projet de la liste du Bourgmestre qu'on avait, où il y a beaucoup de chiffres, contrairement à vos projets, on a même des plans si vous voulez, avec des projets d'écoles, etc. Ça permettra d'être plus concrets pour les Molenbeekois. Je vous remercie.

(Applaudissements - Applaus)

M. le président :

On va maintenant en venir aux réponses. Je propose qu'il y ait la réponse des échevins et puis, je propose qu'on termine avec une intervention des chefs de groupe, parce que sinon, avec le budget derrière, on terminera demain matin et on devra faire venir le petit-déjeuner. Si vous en êtes d'accord, c'est ce que je vous propose. Je donne la parole à Monsieur El Khannouss.

M. l'Echevin El Khannouss :

Merci Monsieur le Président. Je ne vous cache pas que les questions ont été nombreuses, les attaques gratuites très importantes. Je vais essayer de modérer mes répliques, parce que, avec tout ce que j'ai entendu ce soir, je ne vous cache pas qu'il y avait beaucoup de contractions, en tout cas d'une partie de l'opposition, spécialement du PS-SPa. J'ai entendu beaucoup de malhonnêteté intellectuelle, très peu de modestie et d'humilité, mais bon, ça j'ai l'habitude avec ces dernières années qu'on a passées ensemble, j'ai été à la bonne école et j'ai vite appris.

Venons-en à vos questions, à entendre certains, j'ai l'impression que ce document qu'on vous a remis a mal été compris. Vous savez, on a essayé de traverser, avec un mot qui a été rappelé plusieurs fois, de rédiger cette note de politique générale, en mettant en

avant une transversalité. C'est pour ça que quand on parle d'emploi, vous pouvez passer d'une compétence à l'autre, on y fait allusion. On parle d'alliance emploi-environnement, on parle de la création de la ressourcerie qui ne va pas répéter, Madame P'tito, non pas comme vous l'avez cru, ce qui a été fait au CPAS, mais qui va accompagner ce qui va être fait en parallèle, avec l'installation du lieu où on va placer les containers. Donc, il y aura une activité qui consistera à traiter les encombrants, mais aussi la récupération de toute une série de déchets qui va être fait avec l'Echevine de l'Environnement, avec l'Echevin de la Propreté publique et tout ça va permettre la création de toute une série d'emplois. C'est ce qu'on appelle un travail d'équipe.

J'ai entendu plusieurs parler d'un budget de 5.000 euros, je ne vous cache pas que je suis inquiet, parce que j'ai l'impression que vous avez mal lu le budget qu'on vous propose ce soir. Les 5.000 euros dont vous parlez, ce sont les subsides aux associations. Ce n'est pas le budget qui est utilisé dans le cadre de mes activités, celui-là tourne autour de 15.000 euros. Le chef de file de votre formation politique a été très critique par rapport au fait que ce budget n'a pas augmenté, ce qui est faux, il a été multiplié par quatre durant la précédente législature, en début de législature précédente, il était de 5.000 euros. Pour une Commune qui a le deuxième taux de chômage le plus élevé, j'ai dû me battre à l'époque pour qu'on augmente mon budget, parce que réserver 5.000 euros pour lutter contre le fléau qu'est le chômage, je ne vous cache pas que pour une commune qui était majoritairement dirigée par les socialistes, c'était plus qu'inquiétant. Vous avez parlé Monsieur Ikazban, de la qualité du service qui est offert par la Mission locale, vous avez cité l'Administratrice déléguée comme étant la personne qui gère, je me porte en faux bien évidemment, c'est une équipe qui a dirigé la Mission locale et que j'ai eu l'immense plaisir de présider et nous avons, je pense, sauf si Madame P'tito me contredit, travaillé en bonne intelligence et on a pu faire du travail de qualité durant la législature précédente. Ce qui me pose problème, c'est d'entendre que tous les projets qui ont été initiés par la précédente législature, sont le fait que d'une seule formation politique, cette approche participative des projets initiés, cette privatisation de l'outil public, moi, à titre personnel, ça me pose un grave problème, donc je constate qu'il n'y a pas de remise en question par rapport à ce mode de communication et que malheureusement, on retombe dans toute une série de travers. Apparemment, il y a encore du chemin à parcourir pour retrouver la raison.

J'ai entendu Monsieur Jamal Azaoum se lamenter ou faire les vierges effarouchées par rapport aux critiques qui étaient apportées concernant le Logement. Bien évidemment, et je remercie Monsieur Léonard qui par son intervention a réprécisé les choses. Il est clair qu'en 2007 nous avons dépolitisé la Commission d'attribution des appartements et ce n'est pas Monsieur Daif qui est à l'initiative de cette dépolitisation, c'est suite à une discussion très tendue que j'ai eue à l'époque avec le Bourgmestre Philippe Moureaux, et j'ai demandé en séance du Collège d'élargir cette Commission et nous avons ici autour de la table, des collègues qui ont assisté à cette réunion, de l'élargir à des associations du réseau habitat. Mais je n'ai entendu personne aujourd'hui poser la question de savoir pourquoi on a dépolitisé cette Commission. Parce qu'il y a eu des abus à l'époque et ça, il faut le reconnaître, il y a eu des abus qui ont été reconnus par tout le monde. Des appartements ont été attribués sans aucun respect des règles en vigueur à l'époque et il y a même des gens qui sont assis dans l'opposition qui ont reconnus ces dérives. Je voudrais que tout le monde le reconnaisse, donc effectivement nous avons dépolitisé cette Commission. Monsieur Ikazban, vous le savez très bien qu'il y a eu des abus, vous êtes l'ancien Echevin du Logement.

M. le Président :

Monsieur Ikazban, laissez l'Echevin répondre, vous avez eu le temps de parler.

M. l'Echevin El Khannouss :

Quand j'affirme ce genre de choses, c'est que j'en ai les preuves ! Ça n'a pas été dit comme ça à la légère, ne détournez pas l'attention des gens sur des faits qui sont concrets, on ne parle pas du logement social, on parle là de quelque chose de très précis. Vous lancez des critiques depuis tout à l'heure et j'ai du mal à les accepter. J'ai gardé mon sang-froid durant toute la soirée, je crois qu'à un moment donné, il faut que les choses se disent clairement, pour qu'on sache exactement de quoi on parle. Vous dites beaucoup de bêtises et entre-autre vous Madame Houria ! Je trouve ça inacceptable.

M. le Président :

Monsieur l'Echevin, du calme. Monsieur Chahid, Madame Ouberri, Monsieur Ikazban, du calme s'il vous plaît. Laissez l'Echevin terminer. Madame Ouberri, vous n'avez pas été insultée, c'est un échange un peu vif, je le reconnais, mais laissez terminer l'Echevin, la parole vous sera redonnée quand les échevins auront terminé.

M. l'Echevin El Khannouss :

Madame Ouberri, si je vous ai froissée, je m'en excuse. J'ai entendu énormément de critiques, par rapport à la politique de propreté qui était menée sous l'ancienne législature et plus particulièrement les attaques frontales qui ont été faites contre mon collègue qui n'a pas besoin de moi pour se défendre, mais je ne pouvais pas me taire dans la mesure où j'ai été témoin en première ligne, étant membre sortant de la législature précédente, des bâtons qu'on a mis dans les roues de l'échevin de la propreté sous la précédente législature. Je peux donner des exemples concrets où il y a eu une volonté délibérée de faire en sorte que l'échevin sortant ne puisse pas faire son travail correctement. Alors, venir aujourd'hui critiquer sa politique en matière de propreté, je souhaiterais qu'au minimum, on ait la décence de montrer sa solidarité en tant que membre du Collège sortant. Vous savez de quoi je parle, vous avez parlé de ces fameux parkings à 4 ou 5 étages, je voudrais quand-même rafraichir la mémoire de Monsieur Van Damme. Monsieur Van Damme, en début de législature, vous avez consacré une étude qui a coûté plus de 120.000 euros, pour une étude de faisabilité d'un parking sous-terrain. C'est vous Monsieur Van Damme qui l'avez proposé, et vous savez comment ça s'appelle Monsieur Van Damme, de la gabegie. Alors aujourd'hui, ne venez pas faire un cirque alors que vous avez fait des choses beaucoup plus graves. Balayez devant votre porte avant de voir ce qui se passe chez le voisin.

Je ne peux pas laisser dire n'importe quoi. J'ai eu du mal à accepter ce soir d'entendre Monsieur Van Damme lire une lettre d'une association qui se plaint de ne plus avoir des accès faciles, moi je dirais qu'elle se plaint de ne plus être privilégiée. Effectivement, le Collège actuel a décidé que toutes les associations molenbeekoises seront traitées sur le même pied d'égalité. Ça veut dire qu'il n'y aura plus de privilège, il n'y aura plus des associations qui recevront des avantages par rapport à d'autres. Toutes les associations, Monsieur Van Damme, seront traitées sur le même pied d'égalité. Voilà, j'en arrêterai là par rapport aux attaques gratuites et malhonnêtes dont on a été victime ce soir.

Je vais maintenant répondre de manière précise aux questions. Effectivement Monsieur Berckmans, l'apprentissage des langues dans le cadre du soutien qu'on peut apporter aux demandeurs d'emploi, c'est une priorité pour nous. Il faut savoir que nous avons une série de structures, on l'a évoqué tantôt, la Mission locale ainsi que d'autres associations, qui proposent dans le cadre de leurs activités des cours de néerlandais. Mais je crois que le dispositif que nous devons mettre en évidence dans le cadre du dispositif du plan d'accompagnement des demandeurs d'emploi, le dispositif qui a été initié au niveau bruxellois, et dont l'opérateur est Actiris. Je pense bien évidemment ici aux chèque-langues

qui sont mis à disposition des personnes qui souhaiteraient parfaire le néerlandais ou le français.

Par rapport à la question de Madame Dekens, et je me réjouis de voir qu'elle connaît bien les chiffres du chômage, je sais que vous avez travaillé à l'Onem et que vous avez travaillé pour la Ministre de l'Emploi, donc vous connaissez bien le chiffre du chômage à Molenbeek. Par contre, ce qui m'étonne, c'est que vous revenez à la charge avec cette entreprise d'économie sociale dont le montant n'a pas été repris dans le budget du CPAS, je souhaiterais vous dire que la volonté du CPAS, c'est évidemment de soutenir la création de projets en économie sociale, mais pas à n'importe quel prix, ce que vous étiez prête à faire, Madame Dekens avec Manus. Je vous rappelle que Manus qui vient d'Anvers, connaît une situation financière très difficile. Et vous auriez dû, lors de la présentation des entreprises d'économie sociale, faire un exposé quant à la situation délicate financière de cette entreprise d'économie sociale et ne pas hypothéquer l'argent public dans un investissement et dans une prise de capital d'une entreprise qui pourrait, à terme, faire perdre de l'argent au contribuable molenbeekois. Ça, j'aurais aimé l'entendre de votre bouche ! Malheureusement, je ne l'ai pas entendu ce soir. Si je peux vous rassurer, cette majorité va tout faire pour évidemment soutenir l'économie sociale et nous avons toute une série de projets que nous viendrons vous présenter dans les mois à venir, ici, au sein de ce conseil communal.

Par rapport au sport, Monsieur Vossaert, je vais essayer de vous donner une réponse par rapport à votre question concernant le sport de rue. Dans notre note, on parle évidemment de favoriser le sport de quartier. Mais évidemment, ça ne doit pas se faire au détriment des clubs sportifs. Dans le passé, il y a eu des initiatives qui ont été réalisées, ça se passe encore aujourd'hui. A Molenbeek, mais aussi à Bruxelles, il y a dix associations qui viennent proposer aux habitants des quartiers des activités sportives, pendant des périodes de l'année très précises. Ça se passe généralement pendant l'été, il est tout à fait possible pour des jeunes, qui en général ne sont pas membres de clubs sportifs, de venir par ce billet-là découvrir une pratique sportive et on a élargi le panel du type d'activités accessibles aux jeunes. L'étape suivante, c'est pouvoir intégrer un club sportif, auquel vous avez fait allusion dans votre question. A ce niveau-là, sachez que soutenir ce type d'initiative, ce n'est pas en contradiction par rapport aux clubs sportifs que la Commune continuera à soutenir, pour autant que la jeunesse puisse en profiter.

Je vais terminer en répondant à une question posée par Madame El Hajjaji. Je ne vous cache pas, Madame El Hajjaji, que je suis étonné de votre question concernant la discrimination à l'embauche. Vous comprendrez que ce n'est pas une compétence communale, mais contrairement à ce qui s'est passé en 2006, cette fois-ci, nous l'avons incluse dans la note. Pourquoi et bien parce qu'il existe un dispositif. Vous travaillez pour la Présidente du Parlement Bruxellois, donc théoriquement, vous devez être au courant de tous ces dispositifs régionaux qui existent et qu'on peut faire bénéficier aux entreprises bruxelloises afin qu'elles s'ouvrent à la population des jeunes Bruxellois dans le cadre de la mise à l'emploi. Donc, il y a une volonté de faire connaître ces dispositifs et de pouvoir ouvrir les portes des entreprises bruxelloises. Merci.

M. le Président :

Je donne la parole à Madame Turine.

Mme l'Echevine Turine :

Merci Monsieur le Président. Donc, on a beaucoup parlé du passé, je me rappelle de 2006, où j'étais moi-même sur les bancs de l'opposition. C'est vrai que la présentation de la note de politique générale avait eu lieu un mois plus tôt, puisqu'elle avait eu lieu en janvier. Mais par contre, je n'avais pas eu la chance de recevoir le texte avant, puisqu'il était sur les

bancs. Je me disais qu'on s'inspire pas mal de ce qui avait été fait par l'ancienne législature, il y a pas mal de projets d'infrastructure qu'on reprend, et vous avez tout à fait raison. En boutade, je dirais qu'on aurait peut-être dû s'inspirer encore plus de Monsieur Moureaux et vous distribuer les textes en séance. Non, c'est pour rire évidemment ! C'est juste une boutade, simplement pour dire qu'effectivement, le moment de la déclaration de politique générale est un moment important et moi, je suis bien heureuse que vous ayez eu les textes avant, parce que justement, ça permet qu'il y ait un réel débat, ce que nous n'avions pas pu avoir en 2006. J'ai le PV avec moi, celui de 2006, si vous voulez le revoir, je peux vous le montrer par après. Il n'y avait pas eu de réel débat en 2006 ! Or ce débat, il est important, parce qu'au-delà du simple jeu de théâtre opposition contre majorité, et l'opposition qui se doit d'être critique et la majorité qui se doit de soutenir le Collège, je pense que dans les critiques qui sont faites, certaines ne me paraissent pas justifiées, d'autres oui. Donc, moi j'entends des propositions de certains disant que ça manque de créativité. Nous sommes ouverts à toutes propositions venant de votre part pendant les années à venir pour améliorer le projet. Pas de soucis donc là-dessus, d'autres idées sont pour moi moins constructives, mais soit, à chacun sa manière de faire. Pour ma part et je pense que c'est pour l'ensemble du groupe Ecolo, mais aussi pour l'ensemble de la majorité aussi, on a abordé cet accord de majorité avec beaucoup d'humilité, en sachant qu'effectivement oui, nous voulons du changement et personnellement, je pense à la relecture, et même en vous entendant, qu'il y a beaucoup d'éléments qui permettent de changer certaines choses, celles qui ne fonctionnaient pas. Il y a beaucoup d'autres choses qui fonctionnaient et effectivement dont on s'est inspiré pour la suite.

Il y a quelques questions par rapport au budget, je voudrais juste vous rassurer par rapport à ça. Cette année, on en reparlera tout à l'heure, mais on est dans une année de transition et donc, les grands axes prioritaires se marqueront plus dans les budgets suivants et notamment, à partir du budget de 2014.

Par rapport à mes matières plus spécifiquement, quelques questions par rapport à la jeunesse. Je n'ai pas très bien compris, Monsieur Ikazban, vous avez dit que le chapitre sur la jeunesse était bourré de préjugés, et en même temps, vous dites que ce que je propose aurait pu être proposé dans les autres Communes. Donc, je ne saisis pas très bien. Moi, je pense que ce qui est proposé, en tout cas au niveau de la méthodologie, à savoir les États généraux de la jeunesse, oui ça pourrait très bien être proposé ailleurs, parce que je pense que les jeunes de Molenbeek ont les mêmes droits et méritent les mêmes méthodologies que partout ailleurs en Belgique. Donc, je n'ai pas très bien saisi. Eventuellement, si vous pouviez m'expliquer en quoi c'est bourré de préjugés, je serais intéressée de le savoir.

Sur les états généraux, puisqu'il y avait certaines questions de savoir pourquoi ces états généraux et la question du diagnostic, bien sûr qu'il y a une part du diagnostic que nous connaissons, parce qu'il y a des acteurs qui travaillent au quotidien sur le terrain parce que en tant que Politiques, nous sommes tous sur le terrain. Nous sentons et entendons des choses. Mais il me paraissait important de pouvoir associer non seulement les acteurs associatifs qui ne dépendent pas de la Commune, à une réflexion, mais également les jeunes eux-mêmes, et c'était d'ailleurs une des revendications du mémorandum des associations de jeunesse en la matière. C'est pourquoi nous avons préféré prendre six mois pour mettre en place ces états généraux, ce qui permettra non seulement d'affiner le diagnostic, mais d'avoir des pistes précises pour un plan d'action pour le reste de la législature et plan d'action qui sera mené par l'Echevine de la jeunesse, avec le Conseil consultatif qu'on va mettre en place. Sur ces états généraux, quelle organisation, puisque certains avaient l'air de s'en inquiéter. Il y aura trois grandes étapes. Une qui a déjà commencé, ce sont les rencontres bilatérales d'une grande partie du secteur de la jeunesse à Molenbeek. On a listé une septantaine d'associations, nous n'aurons pas l'occasion de rencontrer les septante, en tout cas, nous essayons de varier au maximum, le type d'association que nous rencontrons dans ces premières rencontres bilatérales. Il y aura un

second temps et ce sera l'organisation de tables rondes thématiques sur des enjeux qui nous semblent importants par rapport aux défis de la jeunesse à Molenbeek et un troisième temps, à la rentrée scolaire, fin septembre, qui sera une plénière où les jeunes seront impliqués dans la consultation. L'idée, c'est vraiment de travailler en bilatéral, des tables thématiques pour les acteurs qui sont au quotidien avec les jeunes. La troisième étape, c'est le moment avec les jeunes qui sera co-organisé avec le secteur associatif.

Il y avait une question plus précise sur le budget de la jeunesse, mais comme j'ai répondu de manière plus globale, c'est clair que cette année on est dans une année de transition et que tout ce qu'on appelle dépenses facultatives, dont font partie malheureusement le budget jeunesse, parce que la politique de la jeunesse, ce n'est pas une politique régalienne au niveau communal, c'est bien une politique facultative, donc toutes les Communes ne sont pas obligées de mettre en place une politique de la jeunesse et bien, les dépenses facultatives, on a décidé de les geler cette année par rapport à l'année précédente et elles seront réévaluées en fonction des axes prioritaires l'année prochaine.

Sur l'organisation du Conseil consultatif, on sait que ça peut vite devenir un vain mot et un projet qui peut très vite tourner à rien. L'idée, c'est que parallèlement, il y a un groupe de travail qui se met en place pour définir les modalités de ce Conseil consultatif qui serait donc lancé après la plénière des états généraux, au mois d'octobre.

Au sujet de la question sur la cohésion sociale et plus particulièrement de la LES, je m'inscris de nouveau en faux par rapport aux insinuations qu'a fait Monsieur Ikazban à mon égard : je n'ai jamais diabolisé les travailleurs de la LES, j'ai par contre régulièrement déploré certains manques de choix politiques qui étaient différents de ceux que moi j'aurais portés. Par contre, Monsieur Ikazban, vous n'avez peut-être pas bien lu, en tout cas, vous n'avez pas eu la même lecture que Madame Ouberri vraisemblablement, puisque selon vous, je dis maintenant que tout va bien et Madame Ouberri est inquiète des propositions de réforme que je propose. Donc, apparemment, vous n'avez pas eu la même lecture. Vous aviez une question très précise sur la question des maisons de quartier, l'idée est bien d'en évaluer actuellement le fonctionnement et d'amener les réformes nécessaires. Aussi, effectivement par rapport au public cible, qu'est-ce qu'on entend par réforme du public-cible, et là je me suis sentie quelque peu insultée par votre dénigrement comme si on allait aller vers une politique à la limite raciste. Enfin je suis désolée, mais vous me connaissez assez pour savoir que ce n'est pas du tout ça et je trouve vos propos vraiment déplacés, si je puis me permettre. Par rapport à la question des publics-cibles, oui, on peut réévaluer le type de public-cible. Ça veut dire quoi, ça veut dire que dans un quartier il y a quand même plusieurs types de publics et que pour l'instant, c'est principalement des enfants qui sont accueillis dans les maisons de quartiers. L'idée, c'est de requestionner avec les travailleurs, avec la direction, avec les comités de quartier présents dans les quartiers et les autres associations, de requestionner le rôle précis de ces maisons de quartier. Ça veut dire quoi une maison de quartier, à qui elle est ouverte, pourquoi faire et donc fatalement, ça va faire évoluer les publics. Mais l'idée n'est pas d'aller chercher des publics ailleurs qu'à Molenbeek. C'est de travailler avec les publics du quartier, mais peut-être pas qu'avec les enfants comme c'est le cas actuellement.

Par rapport à la question du vivre-ensemble, et de la diversité présente dans tous les services, c'est évidemment une intention qu'on va avoir, mais je ne pense pas que la diversité se décrète ou se force. C'est un travail de longue haleine, mais ça fait partie de nos intentions.

M. le Président :

Merci Madame Turine, je donne maintenant la parole à Madame Vande Maele.

Mme l'Echevine Vande Maele :

Merci Monsieur le Président, je serai assez rapide. En ce qui concerne les frais de fonctionnement des écoles, c'est vrai que déjà en 2012, nous avons prévu un fort supplément, vu l'ouverture de l'école de la Flûte Enchantée. C'est la raison pour laquelle, au niveau budgétaire, en 2013, on a repris le même montant qu'en 2012. Il faudra veiller à ce qu'en effet, en 2014 et en 2015, quand il y aura de nouvelles écoles, d'augmenter ce budget de frais de fonctionnement.

Au niveau de la vague démographique actuelle, elle est en effet très forte. C'est vrai que les inscriptions dans les écoles, c'est très difficile. Ça devient un grave problème. On agrandit les écoles partout où c'est possible. On essaye de mettre des pavillons là où c'est encore possible. A Tamaris, il y a 200 places prévues, mais malheureusement, ce sont des gros travaux, donc ce n'est pas pour la rentrée prochaine. Quai de Mariemont, c'est 450 places de prévues, on espère déjà ouvrir une partie en septembre 2014, en fonction de l'évolution des travaux. Vous savez comme moi qu'il ne faut pas qu'un entrepreneur tombe en faillite, comme on a déjà eu le cas pour d'autres travaux. Je vous assure que je veux vraiment que ça s'ouvre, parce qu'on a vraiment de gros problèmes. Il faudra aussi au niveau des nouvelles écoles, voir le cadastre futur qui sera nécessaire et il faudra se faire aider par la Communauté française et par le Région. Ce n'est pas la Commune qui pourra assumer ce boom démographique seule.

Au niveau des garderies, nous sommes actuellement la seule commune bruxelloise où les garderies sont entièrement gratuites, le matin, le midi et le soir, le mercredi après-midi et pendant les petits congés scolaires. Donc, le projet était dans le carton depuis des années. C'est vrai que nous allons le réaliser. Nous allons courageusement le réaliser, c'est vrai que ce n'est pas facile, mais on va le faire. On va le faire pourquoi, pour améliorer la qualité de la garderie des enfants, avoir plus d'argent pour avoir un meilleur encadrement, de meilleures activités et moins d'enfant par animateur, parce que c'est parfois assez catastrophique, surtout les midis.

Au niveau des écoles néerlandophones et au niveau de l'échange bilinguisme, je pense qu'il y aura un très bon échange entre les écoles. Ça se passe très bien.

M. le Président :

Merci Madame Vande Maele, Mijnheer Gypers, u heeft het woord.

M. l'Echevin Gypers:

Merci Monsieur le Président. J'ai été vraiment étonné de la mauvaise foi crasse de l'opposition. Je tiens à remercier mon collègue El Khannouss de m'avoir défendu. Je me souviens qu'au niveau de la propreté publique, quand on voit l'attitude du collègue précédent, je crois qu'ils doivent vraiment regarder à l'intérieur d'eux-mêmes, pour savoir pourquoi ça n'a pas fonctionné. Mais je ne veux pas ouvrir un débat là-dessus, parce que je trouve que les élections sont passées et que je crois qu'il faut vraiment arrêter. Par contre, en ce qui concerne la mobilité et aux tours vertes que vous évoquez chaque fois ici, c'est vrai que j'ai lancé ça à un moment donné comme un ballon d'essai. On essaye de mettre en place aujourd'hui les espaces partagés qui ont été à l'instar de la majorité précédente. Pour la place Communale, les travaux vont bientôt commencer, dès que les sociétés utilitaires auront terminé. On va continuer avec la rue Sainte-Marie. Le parking compensatoire est trouvé et va être mis en place tel qu'on l'a prévu, c'est-à-dire au parking Brunfaut et dans la friche Stevens. Il est évident qu'on va rechercher aussi dans l'hyper centre de Molenbeek à dégager beaucoup plus de rues. Il faut quand même avoir une vision globale. Dans les

petites rues où il n'y a pratiquement pas de trottoir, il faut faire en sorte que les habitants puissent vivre normalement.

J'ai vu un architecte et je lui ai demandé si on pouvait envisager des espaces partagés en hauteur. Ça veut dire quoi, et bien ce sont des espaces multifonctionnels...

Mme la Bourgmestre :

Vous l'avez attaqué, alors il peut se défendre.

M. l'Echevin Gypers:

J'aimerais bien avoir la parole.

M. le Président :

Madame la Bourgmestre, il est occupé à répondre aux questions et aux remarques qui ont été faites.

M. l'Echevin Gypers:

Ce sont des espaces multi-fonctionnels, donc on peut s'imaginer une place publique en niveaux, chaque niveau est une espèce de place publique. Imaginez-vous le Kinopolis, je suppose que vous y êtes déjà tous rendus, au départ, Kinopolis c'était un parking qu'on a reconditionné. C'est la réflexion qui est différente. Tantôt, ces places verticales qui sont ouvertes...

Mme la Bourgmestre :

Ça va, ce n'est pas dans l'accord de majorité.

M. l'Echevin Gypers:

Ça peut tantôt être utilisé comme espace sportif, tantôt comme espace récréatif, comme espace de marché, de brocantes et qui pourraient devenir alternatifs. C'est une vision partagée de l'espace public dans un espace réduit. Ceux qui rigolent aujourd'hui, c'est un peu par idiotie parce qu'ils ne comprennent pas l'essence même du vivre-ensemble.

M. le Président :

Monsieur l'Echevin, s'il vous plaît, concentrez-vous sur la note de politique générale.

Mme la Bourgmestre :

C'est une réflexion.

M. Ikazban :

Nous ne sommes pas les seuls idiots alors.

M. l'Echevin Gypers:

Ok, il n'y a que la vérité qui blesse.

Alors, je voudrais répondre à ce que vous dites, 30 euros par vignette.

Mme la Bourgmestre :

Non, 25 euros !

M. le Président :

Laissez répondre l'Echevin.

M. l'Echevin Gypers:

Ok, 25 euros, comme vous le voulez, mais ce sera 30 euros. C'est à Saint-Josse, Commune socialiste, où ce tarif est en vigueur aujourd'hui.

Par rapport à la sécurisation autour des écoles, ça se fera pour toutes les écoles. A Molenbeek, on ne fait pas de distinction entre les écoles.

M. le Président :

Merci Monsieur l'Echevin. Je donne la parole à Madame Gadaleta.

Mme l'Echevine Gadaleta :

J'ai l'impression qu'il y a une bonne ambiance. Je vais répondre aux questions. Je vais commencer avec le plan énergie. C'est prévu pour 6 mois et pas 6 semaines, je m'excuse pour la faute de traduction, à partir de l'installation du nouveau Collège, donc depuis décembre.

Par rapport aux doubles emplois avec la Région, bien-sûr que c'est quelque chose qu'on veut éviter à tout prix. C'est dans ce sens-là que le dispositif des primes a été annulé parce que ça faisait double emploi avec la Région et que la Région a augmenté ses primes. On va donc se concentrer sur des publics-cibles qui sont oubliés par ces politiques-là, je pense aux commerces, aux ménages hors CPAS parce que le CPAS a des journées énergie très efficaces. Il faut savoir aussi que pour mettre en place ces mesures, il y aura concertation préalable avec la Maison de l'Énergie, créée au niveau régional. Une autre idée, c'est la valorisation des bâtiments exemplaires qui existent dans la Commune.

En ce qui concerne les clauses socio-environnementales, Madame P'tito, je ne peux que vous solliciter avec l'ordonnance que vous déposez dans ce sens-là. C'est notre souci et notre tâche que de la mettre bien en œuvre dans la Commune, en sachant qu'on aurait aussi bien mis le paquet la dessus, même sans votre ordonnance.

En ce qui concerne la question sur les repas végétariens, dans le sens où on prévoit une alimentation durable, donc des repas durables dans les cantines scolaires d'ici 2018, c'est clair que le végétarien fait partie de l'alimentation durable. Je remercie mon collègue El Khannouss d'en avoir touché un mot.

Wat de Nederlandstalige scholen betreft, er is een school in de Zaadstraat die in de fase van openbare aanbesteding zit, het is een school voor 300 plaatsen. Er is ook een tweede plan voor Windekind, waar momenteel 207 kinderen naartoe gaan. De Gemeente is bezig met de aankoop van een terrein naast de school, dus de kans is daar groot dat we naar een verdubbeling van de capaciteit kunnen gaan, maar afhankelijk van de plannen. Nu welke soort school, dat weten we nog niet precies, maar ik vrees voor deze school iets lange termijn zou zijn aangezien dat we nu in de fase van aankoop van terrein. Het staat opgenomen in de buitengewone begroting.

De bezorgdheid over tweetaligheid in het onderwijs, ik denk dat we zeer concrete maatregelen opgenomen hebben, dat betekent uitwisseling van leerkracht tussen Franstalig en Nederlandstalig onderwijs, opzicht een heel kleine maatregel, maar we denken dat het heel interessant kan zijn voor de kinderen om de tweede taal te leren. Als ook een mogelijkheid om een immersie school te hebben in de Gemeente, weten dat over immersie scholen bestaat wel wetenschappelijk debatten vanuit een kant en dat de Vlaamse kader laat niet toe, onze immersie school. Dus het zal via pilootprojecten moeten gaan.

Wij zijn aan deze nota begonnen met een zeker bescheidenheid. Over onderwijs zitten concrete maatregelen die wij op gemeentelijk niveau kunnen opnemen. Er bestaat al tien jaar een gelijkonderwijskansbeleid. Die resultaten kunnen we discussiëren, ik denk dat het verschil heeft niet altijd te maken met beleid, met middelen die daarin zitten, maar met een verandering van mentaliteit. En wij gaan dat moeilijk opleggen via een bestuursakkoord.

De laatste vraag, Mijnheer Berckmans, tweetaligheid van personeel, nog een keer mijn excuses voor het franse tekst, wat grappig is, want het origineel was in het Nederlands geschreven, maar wij gaan een plan moeten bekijken om te weten hoeveel personeelsleden nodig hebben aan een vorming.

M. le Président:

Bedankt Mevrouw Gadaleta, la parole est donnée à Madame Gilles-Goris.

Mme l'Echevine Gilles-Goris :

Merci Monsieur le Président. Je voudrais simplement remercier Monsieur Léonard pour son intervention et sa lecture du programme de majorité. Il a nommé clairement l'esprit de collaboration qui sous-tend le travail du Collège et le désir qui habite ce Collège d'aller à la rencontre de tous les Molenbeekois, je dis bien de tous les Molenbeekois, quelles que soient leurs origines, leurs histoires, leurs âges, leurs convictions. Nous désirons construire avec les habitants, avec le personnel communal, avec les associations de terrain, un meilleur avenir pour nous tous. Je vous remercie.

(Appaludissements - Applaus)

M. le Président:

Merci Madame Gilles-Goris, je donne la parole à Monsieur Mahy.

M. l'Echevin Mahy :

Juste en préambule, je voulais rappeler qu'il s'agissait d'une note de politique générale. On a dû faire un travail de synthèse pour fournir un texte simplifié et donc, un tableau de bord des actions. Ça effectivement, vous n'avez pas reçu, mais vous le vérifierez dans les mois qui viennent.

Je vais directement attaquer la première question qui était un dada pour pas mal de Conseillers, si vous me permettez l'expression, c'est l'hippomobile. Elle ne va pas passer partout, dans tous les quartiers. Il passera partiellement dans certains quartiers. Pourquoi faire appel à l'hippomobile, parce que ça coûte moins cher, beaucoup moins cher que des moyens classiques et c'est aussi un outil de communication formidable. On a reçu un retour d'expérience assez positif de Schaerbeek.

Concernant le parc à container, il faut savoir que le parc à container Gare de l'Ouest devient de moins en moins un mirage. On n'a pas de parc à container depuis toujours. C'est

une occasion ou jamais qui m'a été présentée de faire une visite sur place avec l'ABP, nos services à nous, Travaux publics, Environnement, Propreté et le cabinet Madrane. Nous avons fait une visite sur place, Gare de l'Ouest et les choses semblent bien aller. B-Holding est preneur du projet. J'espère que vous aurez quelque chose d'extrêmement concret dans peu de temps. Ces containers qu'on verrait dans les quartiers, c'est une autre manière de communiquer dans les quartiers, comme l'hippomobile, c'est-à-dire qu'il faut aller vers les habitants. Le problème, c'est que les habitants n'ont pas tous une voiture. Il est intéressant de faire venir les containers dans les quartiers pour qu'ils puissent se débarrasser de leur encombrants. Bien sûr, ça ne va pas se faire tout le temps, ça se passera selon des moyens qui vous seront précisés plus tard, mais il semble intéressant que cette alternative soit également utilisée comme un moyen de communication par rapport aux encombrants.

Concernant les interventions rapides, il s'agit simplement d'une réorganisation des services. Nous attendons également l'achat de charroi qui va renforcer les équipes, c'est mis dans le budget 2013.

Je voudrais aussi dire un mot sur l'urbanisme. Six ans, c'est trop court pour avoir une vision urbanistique sérieuse. Il faut une vision urbanistique sur 20 ans. Actuellement nous sommes en train de mettre sur pied - *transversalité, quand tu nous tiens* - avec l'échevinat du Logement, des Travaux publics et de l'Urbanisme, un groupe de travail qui va devoir réfléchir, regrouper toutes les informations qu'ils possèdent pour établir un projet urbanistique sensé dans les 20 ans à venir. Il me semble que c'est intéressant de le savoir, et pas à la veille d'établir un PPAS.

Par rapport au site web, je répondrai plus en détail, parce que Monsieur Berckmans a fait une interpellation à ce sujet, mais en deux mots : 2013, définition des besoins et 2014, développement du site web. Merci.

M. le Président :

Merci, je donne la parole à Monsieur Majoros.

M. l'Echevin Majoros :

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, d'abord il fera plaisir à la nouvelle majorité, d'entendre les nombreux éloges auxquels on a eu droit ce soir concernant la politique du logement proposé dans cette note de politique générale. Cependant, nous avons entendu ci et là, un certain nombre de questionnements ou de doutes, qui d'ailleurs se contredisent parfois entre eux. Il n'y aurait pas assez de nouveaux projets, intéressant ! Avant décembre 2012 à Molenbeek, combien y avait-il eu de logements privés réquisitionnés dans le cadre du droit de gestion public ? Aucun ! On le fera.

Combien d'habitats solidaires, communautaires, décernés aux jeunes ou gérés par l'associatif ont-ils été créés ? Aucun ! Y avait-il des projets d'association active dans la politique sociale du logement qui était soutenue par un financement communal ? Non, il n'y en avait pas. Je pourrais encore reprendre tous les projets innovants repris dans cette note, en la relisant, en la comparant avec ce qui avait été fait entre 2006 et 2012, chacun pourra voir la différence.

Au fait, puisque plusieurs conseillers souhaitent faire référence à la période précédente en matière de création de logements, d'abord il faut savoir que dans la note de 2006, il n'y avait aucun chiffre de création de logements qui était prévue. On peut observer ce qui s'est passé pendant cette période, 355 logements au total ont été créés, en prenant les logements communaux, les logements sociaux, du SISF et du Fonds du logement et des AIS. Je ne retire pas de ces 355 logements créés pendant cette période, les logements

publics qui ont dû être retirés parce qu'ils étaient dans un état qui nécessitait une rénovation et qui parfois restent retirés pendant plusieurs années. Si non, ce serait un chiffre encore bien moins important.

Je trouve qu'il y a un certain paradoxe entre le fait de reprocher à la nouvelle majorité de s'appuyer sur le plan régional du logement ou sur les contrats de quartier durables développés par la Région d'une part, et d'autre part le fait de souligner qu'il était précédemment de bonne politique de s'appuyer sur les autres niveaux de pouvoir pour financer et développer une politique de création de logements à Molenbeek. Il faudrait savoir ce qu'on veut.

Nous voulons créer 800 logements publics. Oui, il y a plusieurs milliers de personnes sur des listes d'attente, Monsieur De Block parlait de 10.000 ménages sur liste d'attente. Je l'ai dit lors du Conseil communal de janvier, la situation du logement social, eut égard à la crise du logement et au boom démographique, est catastrophique dans notre Commune. On ne résorbera pas en 6 ans, d'un seul coup de baguette magique, cette situation en créant du jour au lendemain 10.000 logements, soyons réalistes. Par contre, nous nous attellerons à créer ces logements avec toute la force dont nous pouvons faire preuve.

Un des Conseillers m'a demandé ce qu'on entendait par mixité, je pense que la note était explicite à ce niveau-là, mais je peux répéter ce qu'on entendait par mixité, la mixité c'est le fait d'avoir dans chacun des quartiers, des logements de tous types, c'est-à-dire des logements sociaux, des logements moyens, des logements occupés par des propriétaires, des logements occupés par des locataires, bref un bon mixte qui permet une bonne cohésion sociale dans l'ensemble des parties de la Commune. C'est à ça qu'on s'attellera dans la construction de ces nouveaux logements publics, à renforcer cette mixité dans chacun des quartiers. Vous avez une liste des 6 sites qui sont prévus dans le cadre du plan logement, vous constaterez que ces 6 sites ne sont pas dans une seule partie de la Commune, mais dans un grand nombre, et ce ne seront pas les seuls projets bien entendu, puisque d'autres outils seront mis à disposition pour l'ensemble de la Commune.

J'en viens à la très délicate question de la dépolitisation complète. Oui en 2008, 275 logements ont été régentés ? C'étaient des logements communaux, tant mieux ! On ne peut que s'en réjouir. 275 logements sur 3.500 logements au total, et les autres ? Dois-je vous indiquer qu'un opérateur public, la MAIS, qui connaît un comité d'attribution dirigé non pas par un ensemble de personnes apolitiques, mais par un mandataire, et dont la moitié des logements sont attribués hors critères. Il y a des PV qui attestent de cela, je suis désolé de devoir revenir plus précisément sur ces cas-là. Ce qui est très ennuyant en matière d'attribution de logement, ce sont aussi les apparences de clientélisme. Quand un mandataire ou l'autre indique aux citoyens qu'il suffit de l'appeler pour avoir un logement, oui on a un problème ! Je dois dire, qu'un des problèmes qu'on a aussi, c'est le fait que certains ne voient pas le problème à avoir ce type de démarche. Quand on laisse entendre qu'une décision n'a pas été prise en fonction d'un règlement, mais par connaissance interpersonnelle d'un mandataire, avec, j'allais dire un client, mais en l'occurrence un citoyen, puisque moi, je les considère comme citoyens. Là, je trouve qu'on est dans une situation qui est très délicate et qui est aussi très délicate pour les collaborateurs des organismes de logement, vers lesquels ces citoyens-là ne manquent pas de se retourner, alors qu'on leur a promis un logement en dehors de toute règle et que cette promesse n'est évidemment pas tenable. On sait toute la violence verbale qui peut en découler. Cependant, j'ai noté le mea culpa utilisé par un mandataire sortant du logement. Je salue ce mea culpa.

Pour la suite, je répondrai à quelques points plus spécifiques. Concernant le canal et la spéculation, le phénomène d'augmentation des loyers que l'on peut craindre et qui d'ailleurs devrait un jour faire l'objet de grilles de référence qui permettraient de s'appuyer sur des données objectives de manière à réguler le marché. Dans cette zone du canal, il y a

la Porte de Ninove. C'est un des sites sur lequel nous voulons développer une bonne mixité de logement et donc un certain nombre de logements sociaux, mais aussi de logements moyens. Je citerai aussi la lutte anti spéculative prévue dans notre note de politique générale, puisque nous souhaitons dissuader fiscalement l'inoccupation de terrains ou de bâtiments, et ce, en bonne intelligence avec l'Urbanisme.

La régie, c'est un des points qui a été pointé, je dirais, en critiquant le fait qu'on réalisait une étude. Je pense qu'il est nécessaire de réaliser une étude, c'est une étude sur la mise en œuvre, entendons-nous bien. Une régie foncière est un outil qui nous paraît très utile et opportun, mais ça suscite beaucoup de questions juridiques et fiscales. Il ne faut pas prendre ces questions à la légère et se lancer à l'aveuglette dans un tel projet sans avoir étudié l'ensemble des données avant d'agir.

Quand une AIS augmente son nombre de logements, elle reçoit des subsides supplémentaires de la Région, une ordonnance prévoit ça, donc, c'est automatique.

Pour finir, j'ai entendu qu'on avait dépassé les 15 % de logements. J'aurais bien voulu, mais ce n'est pas le cas. J'ai même entendu un chiffre de 19 % de logements à finalités sociales. Généralement, on ne reprend pas les prêts du Fonds du logement, ni les logements SDRB dans le calcul de ces 15 %. Nous en sommes à 14 %, sur base d'un total de logements calculés en 2009, alors que le nombre de logements privés a également, depuis lors, fais évoluer la situation. Toujours est-il que cette bagarre de chiffres ne me paraît pas utile. Ce qui me paraît utile, c'est de construire des logements et de consacrer toute cette énergie en dehors des polémiques, à faire en sorte que ces logements puissent être construits, que l'offre de logements puisse être diversifiée, que l'on travaille avec l'associatif pour créer de nouvelles formes de logements et qu'on fasse en sorte que les Molenbeekois bénéficient d'une information qui leur permette d'avoir en un même lieu un certain nombre de données sans devoir être trimballés d'un point ou d'un mandataire à un autre. Merci de votre attention.

M. le Président :

Merci Monsieur Majoros, je vais donner la parole à Madame la Bourgmestre et on fera une interruption.

Mme la Bourgmestre :

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, je le rappelle, la note qui vous est présentée ce soir, c'est un programme de majorité, c'est une déclaration politique. Ce n'est pas une déclaration chiffrée, d'ailleurs, si vous regardez les autres déclarations qui se sont faites précédemment à Molenbeek ou dans les autres Communes, ce sont toujours des notes politiques. Cette note vous a été présentée dans un délai tout à fait raisonnable, pour une nouvelle majorité. C'est une note politique pour le changement. Il n'y a pas de priorité dans cette note, il y a ce programme de majorité avec un sommaire, mais si vous lisez l'introduction, et je pense que c'est véritablement là qu'on sent l'essence-même des engagements pris par la nouvelle majorité, ce sommaire ne fait pas de priorité. D'ailleurs, dans mon intervention ce soir, en début de séance, cette présentation était différente de celle que vous pouvez retrouver dans la note de programme de majorité. Donc, je le répète, tous les enjeux sont prioritaires pour nous, tous les défis doivent être pris en considération. Ces défis, on en a parlé suffisamment ce soir, c'est le boom démographique. Dans les réponses qui vous ont été données par les Echevins, même si la note n'était pas chiffrée, on peut quand même considérer que les réponses qui vous ont été apportées dans les répliques, étaient suffisamment précises par rapport à vos interrogations. Ce qui vous montre que nous ne travaillons pas à l'aveugle, mais que bien au contraire, au quotidien, nos réflexions sont tout à fait concrètes et s'installent dans le paysage politique molenbeekois.

Certains projets sont la suite de dossiers qui ont été engagés sous la législature précédente, il est évident que des contrats de quartier, que les projets dans le cadre de la politique des grandes villes s'étalent sur plusieurs années, et ce que nous souhaitons évidemment, c'est nous inscrire dans les nouveaux contrats de quartier. Pour ça, il y a évidemment les fonds propres de la Commune, mais nous comptons évidemment sur le soutien des Communautés et de la Région bruxelloise. A cet égard, on a parlé de Métropole culture, certains se sont inquiétés par rapport à l'aboutissement de ce projet. Moi, je peux vous en parler maintenant, je peux également en parler dans le cadre de l'examen de notre budget 2013, je peux vous dire que c'est un projet qui fonctionne extrêmement bien et qui suscite de l'enthousiasme, dans lequel les associations, les écoles, les citoyens s'inscrivent. C'est vrai qu'on peut considérer qu'il y a une difficulté de financement et je suis la première à regretter que la Communauté française, qui avait annoncé dans son appel à projet 500.000 euros pour la Commune désignée, me fait savoir que finalement ce serait 350.000 euros. Dommage que la Communauté française se désinvestisse d'un projet comme Métropole Culture, alors que dans le nouvel appel à projet pour la Wallonie, qui se tiendra en 2015 ou en 2016, ce sont de nouveau 500.000 euros qui sont annoncés. Alors je me dis quoi, est-ce que Molenbeek ne vaut pas la peine qu'on lui donne ce qu'on lui a promis. Si des interrogations doivent se faire, elles peuvent également être posées par les membres de l'opposition. Le Collège et moi entreprendront toutes les démarches pour obtenir ce soutien parce que le projet de Métropole Culture, il est superbe, il va assurer une cohésion et un développement culturel pour la Commune de Molenbeek. C'est une opportunité qu'il faut saisir, mais évidemment, il faut que tant la majorité que l'opposition, montent dans la péniche, puisque c'est une des réalisations qui est prévue. C'est un projet qui doit être fédérateur, parce qu'on parle beaucoup de l'ancien Bourgmestre, et c'est vrai que c'est un homme qui a marqué sa Commune pendant des années, mais je pense qu'il faut à moment s'émanciper aussi et ne pas considérer que tout ce qui existe à Molenbeek est nécessairement venu ou réalisé de ou par lui. Nous reconnaissons les mérites de Philippe Moureaux dans le cadre notamment de la rénovation urbaine, mais ce n'est pas pour cela qu'à chaque instant, nous considérons que nécessairement c'est le petit père des peuples qui doit nous accompagner dans le futur. Mais ça n'empêcha qu'on puisse reconnaître qu'il était un homme politique important, tant sur le plan communal que régional et même fédéral. Voilà, Métropole Culture, vous vous interrogez, moi, je ne m'interroge pas sur le contenu des projets, évidemment, je me pose des questions sur son financement.

On a également parlé de la gouvernance, vous considérez que la gouvernance, ce n'est pas important. Mais je dirais que c'est vrai qu'on ne va pas faire preuve d'originalité, ce que nous souhaitons, c'est simplement rappeler, en parlant de gouvernance, rappeler l'application des règles que nous avons votées dans ce conseil communal, qu'elles concernent la gestion du personnel, ce personnel qui est de qualité et qui doit être valorisé au bénéfice de tous les citoyens, que ce soit par rapport aux règlements des occupations, et là il y a une interpellation qui doit être développée à l'issue de notre Conseil. Nous, nous considérons qu'il faut que ces règlements soient appliqués en toute transparence. Il y a des dossiers qu'on veut actualiser, le plan d'urgence d'intervention communale, il n'a plus été actualisé depuis 2008, on s'attèle à le faire parce que ça concerne aussi la sécurité des molenbeekois. Il y a la continuité, les nouveaux projets, la concrétisation, la réalisation de certains projets, parce que vous me dites que c'est du temps de l'ancienne majorité qu'ils ont été conçus, mais on peut dire que certains dossiers ont reçu un coup d'accélérateur et que d'autres dossiers tels que l'antenne de l'avenue Charles Malis, on a le sentiment qu'il avait été relativement oublié par l'Echevin qui était censé s'occuper de ce dossier et que ça ne faisait plus partie des priorités, même si c'était déjà annoncé dans la déclaration de l'ancienne législature.

Je pense que les Echevins ont répondu de manière complète, mais que vous aurez certainement l'occasion de revenir, il y aura la note de politique qui devra être actualisée

dans 3 ans, il y aura également les interventions, les interpellations à l'occasion desquelles vous pourrez demander des précisions.

Les gardiens de la paix, évidemment que nous, nous souhaitons valoriser leurs fonctions. Aujourd'hui, ils sont au nombre de plus de 80 sur le territoire de Molenbeek. C'est une présence importante, et nous voulons leur donner la possibilité de jouer un rôle véritablement actif. Si vous regardez les possibilités qui leur sont données au niveau de la Région bruxelloise, vous voyez qu'évidemment ils doivent faire cette politique de sensibilisation, d'information, ils doivent être des intermédiaires entre la population et les autorités communales, mais ils peuvent aussi avoir un rôle de sanctionnateur. Je trouve dommage qu'on donne des formations aux gardiens de la paix, qu'on les assermente et puis que finalement il n'y ait pas d'action sur le terrain. Il y a des dossiers de sanctions administratives qui sont de plus en plus nombreux à la Commune de Molenbeek, mais essentiellement dans le domaine du roulage, donc ce sont des sanctions qui sont mises par la Police. Les autres fonctionnaires assermentés ont un rôle moins actif et je pense qu'ils ont toute leur utilité et nécessité par rapport au vivre ensemble dans la Commune, notamment dans le cadre de la propreté.

C'est vrai que c'est une note réaliste, nous n'avons pas souhaité jouer aux apprentis sorciers. Au contraire, nous souhaitons véritablement être en phase avec les enjeux concrets que va connaître Molenbeek par rapport à ces défis. Je ne veux pas que Molenbeek soit à l'avant-garde des défis, mais je constate que Molenbeek est à l'avant-garde de tous les enjeux que vont connaître les grands centres urbains, et donc nous, notre souhait, c'est de faire mieux fonctionner cette Commune au bénéfice de tous ses citoyens, de tous ses usagers, avec les services, avec leurs participations et avec modestie et avec une motivation et une détermination qui sans faille.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Madame la Bourgmestre, je propose 5 minutes de suspension et on reprendra les débats par après.

Dhr. Berckmans :

Avant la suspension, pour l'école francophone, la capacité plus le planning, j'ai seulement reçu la réponse du côté néerlandophone ?

Mme l'Echevine Vande Maele :

Non, j'ai parlé du quai de Mariemont, 450.

M. le Président :

Je donne la parole à Monsieur Ikazban.

M. Ikazban :

Avant les répliques, je voudrais dire quelque chose qui me pose un problème, sur la forme. Je propose de le dire maintenant, comme ça on aura la pause pour calmer nos esprits.

M. le Président :

Vous ne pouvez pas nous le communiquer pendant la pause ?

M. Ikazban :

Je vous remercie d'accepter la demande, je vais essayer de ne pas être trop long, je reviendrai sur les réponses qui ont été données par les Echevins.

M. le Président :

Oui, mais attendez Monsieur Ikazban...

M. Ikazban :

J'ai dit que je reviendrai après, pas maintenant, après la pause. Je voudrais simplement dire que tout à l'heure, dans ma première intervention, il y a un paragraphe que j'avais fait sauté, parce que vous aurez remarqué qu'à la fin de mon intervention, j'ai appelé à travailler ensemble, à nous écouter et à se rendre compte aussi qu'on est une force de proposition. Je n'ai pas lu ce paragraphe, parce que je trouvais qu'on était parti dans une vraie discussion de fond, je trouve que dans toutes les interventions, franchement, même si certaines m'ont moins inquiété au début, presque toutes les interventions ont été plus ou moins constructives. Il y a eu des critiques, peut-être dures à entendre parfois, mais c'est ça la vie politique. Mais il n'y a rien eu en dessous de la ceinture. Le paragraphe que je n'ai pas lu, c'est le suivant : stop à la haine distillée dans vos discours, la précédente majorité n'a certes pas été parfaite, mais qui l'est dans ce monde. Mais les bilans sont là, signe d'une relative réussite. Nous avons toujours mis en avant la volonté de développer des projets ambitieux. Ce que je voudrais dire simplement, je n'ai pas voulu lire ce paragraphe, parce que je me suis dit, on va partir sur de bonnes bases ce soir. J'ai entendu beaucoup de critiques, beaucoup de remarques, et des attaques personnelles très graves. Je vais essayer de ne pas revenir là-dessus trop longuement, et après la pause, je n'en parlerai plus et j'espère définitivement clore le chapitre. Des accusations très graves, alors moi, de deux choses l'une, ici on n'est pas au pique-nique, ici on est au Conseil communal. Les élections sont passées, si on est là pour continuer à lancer des anathèmes, des calomnies, des diffamations. Soit on porte plainte, soit on se tait. Quand on vient calomnier et diffamer, j'ai l'impression que votre cohésion, votre solidarité, votre ciment, c'est la haine et la diabolisation à notre égard. Des accusations très très graves, vous savez les logements communaux, avant la mise en place d'un règlement, n'en déplaise à certains, c'est l'Echevin Daif qui l'a proposé et qui l'a fait voter et qui l'a défendu ici, il y avait des attributions de logements communaux qui se faisaient, c'est vrai. Il n'y avait pas le même type de règlement, c'est vrai. Ça n'existait pas, et au niveau communal, il y avait même une souplesse qui n'existait pas puisque ça permettait justement de pallier et de répondre aux manquements du *Logement Molenbeekois*. Je peux vous dire qu'il y avait une commission d'attribution de logements, cette commission était composée de plusieurs Echevins, dont l'Echevine Hilgers qui je pense étais membre du parti Ecolo. Je voudrais qu'on arrête ce genre de critique bac à sable. On a des arguments, on a des dossiers, on a des accusations, et bien qu'on porte plainte. Parce que si ça continue, on va prendre le temps de la réflexion et nous allons agir. La fois dernière, j'ai entendu des remarques par rapport à l'effet du Prince, au niveau du sport, au niveau des attributions. Vous savez Monsieur le Président, vous êtes bien placé pour savoir, vous êtes membre avec moi d'une ASBL qui gère la mise à disposition d'infrastructure, ce n'est pas l'Echevin des Sports qui met à disposition les infrastructures sportives et tout le monde est logé à la même enseigne. On a parlé d'un cas particulier la dernière fois, le FC Bleid Molenbeek, je n'ai pas voulu réagir, parce que par rapport aux compétences que j'avais précédemment, je me suis fixé un délai pour lequel j'ai fait le choix de ne pas réagir, simplement par déontologie. Mais ne vous inquiétez pas, ce

délai est bientôt écoulé. La même chose par rapport à la MAIS, un système d'attribution a été mis en place, alors vous savez, si on a des accusations à porter, nous sommes dans une séance publique, je rappelle que les accusations qui sont faites sont très graves. Je le dis encore une fois, c'est un peu comme avec la pédophilie, ça ne sert à rien de parler ou de dénoncer, il faut poser des actes concrets ou se taire. Moi, je le dis et je le répète, Messieurs Dames, je vous ai demandé d'oublier cette campagne électorale, d'oublier les élections et maintenant vous avez une énorme responsabilité, Madame la Bourgmestre, une responsabilité qui n'est pas petite et quand je vous souhaitais bonne chance, c'était sincèrement et je vous ai aussi dit entre quatre yeux que si vous aviez un jour besoin de nous, de notre avis sur des dossiers qu'on a eu à gérer, parce qu'on n'a pas été nuls dans tout, contrairement à ce que certains disent, on sera là pour aider les Molenbeekoïses. Mais moi, je commence à en avoir ras le bol de ces calomnies, de cette diffamation, de cette diabolisation qui n'est pas neuve, qui date depuis très longtemps. Alors c'est simple, on va faire un choix ce soir : ou on continue dans le bac à sable, mais alors ce n'est plus au Conseil communal qu'on va en parler, c'est ailleurs, ou ça cesse et on se met enfin tous au travail, parce que nous avons aussi un rôle à jouer, comme vous. Je demande simplement de respecter le rôle de chacun, vous avez eu des remarques de l'opposition et d'ailleurs, parce que vous nous prenez pour des demeurés quand vous dites qu'on ne sait pas lire une note.

M. le Président :

Attention à ce que vous dites !

M. Ikazban :

Mais si, vous nous prenez pour des demeurés, vous êtes plusieurs à avoir dit qu'on n'avait pas bien lu la note, qu'on n'avait pas compris. Donc ça veut dire que tous les membres de l'opposition, je vous assure qu'on ne s'est pas réunis, on ne s'est pas concertés, pourtant, on fait les mêmes remarques. Même si vous n'êtes pas d'accord, c'est votre droit, mais je demande simplement de respecter notre rôle, respecter les Conseillers communaux et respecter surtout les électeurs que nous représentons.

M. le Président :

Monsieur Ikazban, on vous a compris. Je peux vous dire une chose, c'est que durant cette soirée, ici, jusqu'à présent, vous avez tous eu le droit de parler, de vous exprimer. J'ai fait le nécessaire pour que tout le monde ait la possibilité de parler jusqu'au bout de ce qu'il avait envie de dire. C'est prévu dans le cadre des répliques. Je donne la parole à Madame la Bourgmestre et ensuite, nous aurons une suspension de séance.

Mme la Bourgmestre :

On clôt l'incident, c'est vrai qu'il est important de ramener de la sérénité, je vous dirais que les réponses des échevins ont été aussi des répliques à des accusations et des attaques. On sait bien qu'une déclaration de politique générale, comme je l'ai dit, ce n'est pas un acte administratif, c'est un moment fondamental de cette législature. Il y a eu des échanges vifs, mais si des membres de cette assemblée considèrent qu'ils ont été attaqués dans leur probité, je pense qu'il y a des procédures judiciaires qui répondront à leurs soucis.

M. le Président :

Je suspends la séance.

(La séance est suspendue 5 minutes - De zitting wordt 5 minuten geschoot)

M. le Président :

Je rouvre la séance et donne la parole à Monsieur Vossaert.

M. Vossaert :

Par rapport à l'intervention de Monsieur Ikazban, c'est vrai que j'aimerais également qu'on ramène la sérénité dans nos débats et qu'on discute effectivement du fond. Maintenant, il est vrai qu'il faut condamner toute attaque personnelle ici, dans cette assemblée. Je pense qu'il est important que tout le monde puisse faire le point et que règne un dialogue constructif, tant dans l'opposition, que de la part de la majorité et des membres du Collège. Je fais cet appel similaire pour qu'on puisse avoir la sérénité dans nos débats.

Par rapport à vos réponses, j'aimerais juste poser une question supplémentaire en matière d'enseignement, j'ai vu que vous alliez mettre en place une nouvelle procédure d'inscription.

M. le Président :

Monsieur Vossaert, il n'y a plus de question. C'est une réplique par rapport à ce qui a été dit, vous aviez la possibilité de poser la question avant. Nous allons maintenant passer au vote.

M. Vossaert :

Ça va, j'ai compris. Vous ne m'avez pas répondu, par contre, Madame la Bourgmestre, par rapport à l'effet de géométrie variable que j'ai pu constater au sein des différentes ASBL, est-ce que c'est vous qui allez me répondre et par rapport à l'engagement de la majorité dans ce programme ?

M. le Président :

Monsieur Vossaert, Madame Turine me dit qu'effectivement elle a oublié de vous répondre. Je lui donne la parole.

Mme l'Echevine Turine :

Très brièvement, c'est vrai que j'ai oublié de répondre à cette question, veuillez m'en excuser. L'idée, c'est d'agir sur les statuts de l'ensemble des ASBL sur lesquels on peut intervenir et de ne pas le faire à géométrie variable. On veut faire en sorte qu'il y ait une cohérence et dans ce cadre-là, il y aura un débat sur la question de la représentation dans les CA, tout autant que dans les AG. On s'est dit qu'on le ferait dans un certain délai, je vous assure qu'on n'oublie pas l'engagement, il est réitéré ce soir.

M. Vossaert :

Je vous remercie.

M. le Président :

Je donne la parole à Monsieur De Block.

M. De Block :

Merci pour vos réponses, au préalable, je voudrais dire que j'apprécie une note de politique générale avec des chiffres. Si on pouvait recevoir vos tableaux chiffrés, ça serait vraiment bien et l'opposition pourrait faire son travail démocratique. Je peux encore donner des avis ?

M. le Président :

Oui, vous pouvez, des avis, mais plus de question.

M. De Block :

Merci. Sur la jeunesse, je voudrais demander à la majorité de faire attention aux jeunes non-organisés, comme vous avez défini le processus des états généraux, il y a un risque que les jeunes non-organisés ne soient pas représentés en septembre 2013. D'autres Communes ont effectué des enquêtes actives allant vers les jeunes, là où ils se trouvent. Je trouve qu'au niveau de la jeunesse, s'impliquer dans le travail des écoles de devoir, il faut se poser la question pourquoi l'accompagnement des devoirs ne peut pas se faire à l'école, après l'école, ou dans les études accompagnées ? Je trouve que la note ne prend pas position, insinue qu'il y a un jugement et une évaluation déjà faite. Par exemple, la LES, des publics touchés par des maisons de quartier, les tâches non précisées ou à préciser encore. Mais elle ne s'exprime pas, et je trouve que dans ce cadre-là, une note de politique générale ne doit pas insinuer, mais doit au moins ouvertement dire s'il y a de quoi réformer, au moins pourquoi les choses sont à réformer.

Sur l'enseignement, on a apporté des aspects chiffrés, mais on n'a pas répondu sur comment on allait gérer réellement le manque qui se pose déjà maintenant. On a déjà répondu avec des chiffres qui sont déjà planifiés, on n'a pas répondu sur les manques qui continuent d'exister. Du côté néerlandophone, si j'ai bien compris, il s'agirait déjà de 350 élèves qui n'auraient pas trouvé une place dans les écoles qu'ils avaient choisies en premier lieu. On n'a pas répondu sur la lutte contre l'échec scolaire. A Molenbeek, 30 % des jeunes quittent le secondaire sans diplôme. On a répondu sur les places dans le secondaire, on n'a pas répondu comment on allait remédier au travail de soutien pédagogique.

Au niveau de l'énergie, je trouve que le plan limite ses ambitions aux bâtiments communaux, au *Logement Molenbeekois*. Si on veut vraiment avoir un plan ambitieux, le plus ambitieux de la Région, je trouve que la majorité doit se doter d'instruments capables de contribuer à l'isolation des maisons privées, ce qui n'est pas repris dans cette note.

Sur l'enseignement néerlandophone, on a mentionné le problème de la mentalité dans les écoles. C'est un aveu important, qui mérite d'être creusé et qui mérite qu'on explicite les moyens, dans quelle direction on veut faire changer les mentalités. Actuellement, je trouve que l'enseignement est quand même un gros morceau du budget, c'est la responsabilité complète de la Commune pour les écoles communales. Je ne vois pas d'orientation pédagogique, d'évaluation de la pédagogie ou la politique d'enseignement menée jusque là. Je ne vois pas d'analyse pour voir comment on va sortir de la catastrophe actuelle de l'enseignement.

Sur le logement, j'écoute bien les réponses de l'Echevin. Je trouve qu'actuellement, on sous-estime et on réduit la spéculation aux maisons inoccupées. Dans la réponse de l'Echevin, on dit qu'on est actif contre la gentrification, Ninove en est un exemple. Il y a des mesures anti spéculatives et on cite inoccupation. J'ai parlé aussi du city branding, c'est-à-dire que dans la note générale, on sent une volonté de mettre Molenbeek sur la carte, d'une façon audacieuse, artistique, et tutti quanti. On sent qu'il y a des cartes immobilières qui

sont jouées, mais l'histoire récente a démontré par les faits et par l'augmentation des loyers que cette carte a eu ses effets sur l'augmentation des loyers déjà. Je trouve que cette majorité sous-estime les dégâts que ça a causé. Concrètement, je pense qu'il s'agit d'un transfert de 2000 à 3000 euros par an au niveau du loyer qui est vidé des poches des locataires vers les propriétaires, comparativement à la situation d'il y a 10 ans. Madame la Bourgmestre, je trouve que vous pouvez assumer vos priorités. Vous devez, il ne suffit pas de dire tout ce qu'on a écrit dans cette note est une priorité. On sent bien la priorité, la sécurité. Vous l'avez annoncé en tant que priorité, avant les élections, assumez-le après les élections ! Je trouve qu'on voit que c'est une priorité, parce que c'est une des seules priorités qui est traduite en chiffres dans le budget, qui est concrétisée dans des actions très concrètes. Là, pas de plan à étudier, pas d'études à faire, on voit déjà qu'on sait comment on doit former nos gardiens de la paix. On voit que les rentrées relatives aux amendes augmentent. Avouez-le, je pense que ce serait logique. Il ne faut pas noyer le poisson dans l'eau.

Au niveau de l'emploi, je trouve qu'on n'a pas répondu sur les ambitions de cette Commune quant à la création des emplois au niveau public. Est-ce que oui ou non, nous allons former des Molenbeekois à construire les écoles, les logements à construire, les maisons à isoler, à devenir professeur. Est-ce qu'on a une idée de comment motiver les gens à entamer des formations, peut-être avec des deals, avec des autres niveaux de pouvoir. Je trouve qu'on ne saisit pas les opportunités, on ne s'exprime pas sur cette affaire-là. Ne pas s'exprimer, c'est aussi faire un choix, c'est-à-dire laisser le marché privé déterminer les offres d'emploi à donner aux Molenbeekois.

Finalement, je voudrais quand même dire en tant que PTB, qu'il y a des choses qu'on apprécie, qu'on va évidemment appuyer et si cette majorité était bloquée par les moyens octroyés par les pouvoirs supérieurs, s'il vous plaît, si vous pouviez les débloquer, pas uniquement par le lobbying politique, mais aussi par la mobilisation de la population. La population, si elle reçoit l'ordre de marcher par cette majorité et de réclamer des fonds supplémentaires pour l'enseignement, pour les écoles, pour le logement, signalez-le, je pense qu'on va pouvoir remplir des bus entiers et se rendre devant les ministères du logement ou de l'enseignement quand vous voulez. Ça, ce serait vraiment un programme de majorité qui émanciperait la population molenbeekoise. Merci !

M. le Président :

Merci Monsieur De Block, les autres personnes qui souhaitent encore intervenir parmi les chefs de groupe ? Ik geef het woord aan Mijnheer Berckmans.

Dhr. Berckmans :

Dank u Mijnheer de Voorzitter. Ik had gezegd dat ik daarstraks een aantal punten ging opnemen omdat mijn interventie daarstraks heel kort was. Dus voor mij, zien dat er belang wordt gehecht aan een aantal punten die ook in het programma van mijn partij vinden en staan, ik noem de veiligheid, ik noem de nethed, de jeugd en op sociale vlak.

Zonder exhaustief te zijn vermeld ik nog de volgende punten die ik kan appreciëren: de gelijkheid van kansen in alle domeinen, in alle opzichten, het voornemen om een meer transparante en ethisch beleid te voeren. Het feit dat een Nederlandse cultuur zal worden betrokken bij het project Molenbeek Métropole Culture 2014, de systematische aanmoediging van jongeren om de twee talen te leren, en ik dat niet alleen als NVA, ik denk dat het ook belangrijk is in een Gemeente zoals Molenbeek. Er is hier een groot werkloosheid, het is niet alleen belangrijk om een diploma te behalen, het is ook belangrijk in ons Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zeker enkele talen te kennen.

Dus het gaat hier om het programma en de eerste begroting van de nieuwe meerderheid. Voor sommige lijkt het gemakkelijk alles af te breken en niets positief te zien, maar voor mij gezien de vermelde positieve punten, dus wil ik al stemverklaring zeggen dat ik die programma zal goedkeuren. Dat is natuurlijk geen beletsel dat ik de opvolging en de uitvoering zal volgen, aandachtig zal volgen. Het is al laat, misschien zal Philippe Moureaux straks nog een twitter sturen: "la NVA rejoint la majorité de Molenbeek, encore une fois". Ik kan alleen maar zeggen dat het niet de eerste keer dat hij dwaalt, en ook waarschijnlijk niet de laatste keer. Waarom dwaalt hij voor mij, voor mij betekent oppositie voor immers niet systematisch alles afbreken en men hoeft niet noodzakelijk in de meerderheid te zitten om bepaalde positieve punten te kunnen goedkeuren. En dus zoals ik gezegd heb zal ik de rest wat volgt namelijk de uitvoering van het programma en de verdere verfijning ervan blijven opvolgen. Dank u.

M. le Président :

Dank u Mijnheer Berckmans. Je donne la parole à Monsieur Ikazban.

M. Ikazban :

Jef, vient ramasser le micro qui vient de tomber ici. Bon, merci Monsieur le Président, je vais être très très court. Quoi, vous trouvez que je suis trop long ? Je voudrais simplement, enfin je ne vais pas répondre aux questions, c'est à vous à répondre à nos questions et vous êtes là pour 6 ans, à devoir répondre à nos questions, et vraiment répondre à nos questions. Je voudrais m'adresser à la Bourgmestre, mais avant, vous dire qu'il n'y a pas eu de concertation entre certains groupes de l'opposition, donc finalement on a une lecture un peu similaire, une note qui est bourrée d'effets d'annonce, beaucoup de projets qui ne viennent pas vraiment d'elle. Pas toute l'opposition, j'entends la NVA qui confirme qu'elle rejoint la majorité, c'est toujours bon à savoir et à noter, il y a la journaliste qui est toujours là d'ailleurs, je la salue ! J'espère qu'elle a bien noté !

Je voudrais remercier Jan Gypers.

M. l'Echevin Gypers :

Merci !

M. Ikazban :

Attends, je vais te dire pourquoi, Jan !

(Rires - Gelach)

Je voudrais le remercier parce que moi, je l'ai côtoyé pendant 6 ans et je le connais ! Moi, je ne vais pas dire comme lui, qu'il est de mauvaise foi crasse. Moi, je ne vais pas être comme lui à cette heure-ci. Je voudrais le remercier, parce que soit, il est très naïf, ou il est vraiment honnête. Parce qu'il a parlé de la taxe et il a parlé de 30 euros, donc est-ce que c'est un lapsus révélateur, ik weet het niet, on verra, l'avenir nous le dira. Parce que dans le budget, vous allez passer de 20 à 25 euros, moi je sais que vous préparez beaucoup de modifications budgétaires en cours d'exercice. Donc, merci Jan pour cette franchise, pour ce lapsus révélateur. C'est un têtard, je le connais, je l'ai côtoyé pendant 6 ans, son entêtement, il a avoué ici qu'il persiste et signe qu'il veut des tours de stationnement à Molenbeek et pas qu'à la place Communale. Même si j'ai l'impression que tout le Collège n'était pas d'accord avec toi, j'admire quand même ta persévérance. Même si tu nous as un peu malmené, c'est pas grave, moi je ne t'en veux pas, tu es resté au dessus de la ceinture.

Mme la Bourgmestre :

Ce n'est pas dans la note de politique générale !

M. Ikazban :

Mais il l'a dit. Je ne me suis pas trompé quand j'ai dit qu'il était le méga Echevin du collège.

Mme la Bourgmestre :

Oui, mais ce n'est pas le décideur !

M. Ikazban :

Voilà, il persiste, ça, c'est tof hein, heel tof, hein Mijnheer Berckmans !

Je voudrais simplement dire à Jan Gypers qui nous a traité de mauvaise foi crasse, je voudrais quand même lui dire tout à fait gentiment, aimablement, quand il fait croire qu'on lui a mis des bâtons dans les roues, que la malpropreté ce n'est pas que lui, j'aurais préféré, Jan, que tu dises : « ce n'est pas que moi, mon bilan n'est pas terrible ». Parce que c'est vrai, tout le monde le dit, tu as peut-être la mémoire courte, mais moi je me souviens d'une échevine des finances, très vigilante aux dépenses, et qui freinaient les demandes de renforcement de personnel, pourtant, tu en as eu ! Ce que je dis est vérifiable, si quelqu'un ose me dire que ce n'est pas vrai. C'est Patricia Vande Maele, elle l'a fait pour tout le monde, elle était là pour nous emmerder et je pense qu'elle avait raison. Et je pense que celui qui lui a succédé, il a l'air gentil, mais à mon avis, il va être aussi ferme, quand je vois le maigre budget que vous nous préparerez. Bon Jan, tu vois, quand on parle de mauvaise foi crasse, il faut être un peu honnête, les bâtons dans les roues, si tu as l'impression qu'ils sont venus de chez nous, ils sont certainement venus de chez vous aussi, en tout cas de ta formation politique.

Pour rester constructif, je vais vous donner un conseil, on va montrer à la NVA qu'on peut aussi être constructif, on n'est pas là que pour démolir. L'hippomobile, parce que tu parles de crasses, moi, je vais te parler de crasses. Je vous donne quand même un conseil sérieux, je vous conseille de ramasser les déjections. Ce n'est pas de la blague, ce n'est pas juste pour une question de propreté. Certains pourraient dire, les amis de la nature, les verts, les écolos, qu'il faut laisser les crottins dans la rue, que c'est biodégradable. On pourrait penser ça et je respecte tous les points de vue contrairement à certains, mais je vous conseille quand même de retirer le crottin parce qu'il y a du tétanos dedans. Il y en a pleins qui apprennent des choses ici, il y a le tétanos dedans et ça peut être dangereux. Si des gamins, des enfants ou des animaux ..., je ne vais pas rentrer dans les détails, vous m'avez compris, comme quoi, on est constructif. On n'aimerait pas que des incidents surviennent.

Pour le reste, je ne vais pas répondre à toutes les remarques des échevins, je constate simplement que Madame Turine est meilleure quand elle s'exprime oralement que dans le chapitre qu'elle nous a proposé aujourd'hui. Ça prouve qu'il y a toujours moyen de s'améliorer, elle vient de nous le prouver, donc j'espère qu'on va continuer dans ce sens-là. Sarah, tu ne dois pas nous en vouloir, mais les espérances qu'on avait en toi étaient tellement grandes, tellement énormes et la confiance en toi également, qu'évidemment on est toujours plus déçu des gens qu'on apprécie le plus, tu dois le savoir !

Madame la Bourgmestre, vous avez parlé de Métropole Culture, peut-être que je me suis mal exprimé. Moi, je n'ai pas parlé du manque d'ambition pour Métropole Culture. J'ai dit que dans le cadre de la perspective Métropole Culture 2014, je trouve que ça manque

d'ambition que de ne pas donner un budget plus important à la Maison des Cultures qui existait avant Métropole, et qui existera encore après Métropole, je l'espère. Vous avez un fleuron, un bijou, une perle et je trouve que c'est un peu décevant. Si vous préparez un événement important, on rafraîchit les murs, c'est une image, je veux dire que la Maison des Cultures méritait un budget plus important. Il y a quelque chose de curieux dans vos remarques, vous parlez des subsides régionaux, fédéraux, Beliris. Heureusement qu'ils existent, parce que sinon, vous seriez dans le rouge, en même temps vous faites des reproches, mais il me semble, Madame Schepmans, que vous avez pendant des années critiqué la politique qui consistait à aller chercher de l'argent ailleurs, la politique de subsidiation de cette commune. Vous l'avez critiquée pendant des années, et ça, on peut le vérifier. Moi je ne raconte pas des bêtises, c'est dans les PV, dans vos déclarations.

Mme la Bourgmestre :

C'est l'effet lasagne, que je reprochais.

M. Ikazban :

Ne parlez pas de lasagne, hein, s'il vous plaît ! La lasagne avec du cheval dedans, non ! Ah, c'est pour ça que vous voulez faire venir les chevaux à Molenbeek. Monsieur Mahy, ça ça ne va pas, hein ! Alors vous avez vu, on nous prépare des lasagnes ici pour les Molenbeekois.

M. le Président :

Monsieur Ikazban, arrêtez vos digressions et continuez.

M. Ikazban :

Mais on m'interrompt tout le temps. Vous avez souvent critiqué Philippe Moureaux pour ça et je pense que dans votre critique, pour nous, c'est plutôt une qualité. Quelqu'un qui est capable d'apporter des moyens financiers, quelqu'un qui avait compris qu'une partie de la Commune vit malheureusement dans la précarité, toute couleur de peau confondue, toute origine confondue. On a toujours compris de notre côté que l'argent, ce n'est pas dans la poche du contribuable qu'il faut aller le chercher, parce qu'il n'y en a pas beaucoup. Mais il faut aller le chercher à d'autres niveaux de pouvoir. Vous qui avez toujours critiqué cette politique, j'espère ...

Mme la Bourgmestre :

J'ai critiqué la lasagne et le manque d'évaluation.

M. Ikazban :

Oui, toujours la lasagne, ça ce sont des slogans et vous êtes habituée. Donc j'espère que vous allez être aussi performante que Philippe Moureaux, ce n'est pas pour vous que je le dis, c'est pour les Molenbeekois. C'est pas pour votre bilan personnel, mais pour les Molenbeekois. J'espère que vous n'allez pas venir pleurnicher chaque mois ici quand vous perdez des subsides ou que vous n'arrivez pas à en trouver. J'espère que vous allez vous battre comme Philippe Moureaux, parce que je pense que Philippe Moureaux, avec ses qualités et ses défauts, vous allez encore me dire qu'il faut arrêter cette filiation, mais ne vous inquiétez pas, nous sommes des êtres humains libres. Simplement, on a beaucoup de respect pour une personne qui s'est toujours battue pour cette Commune et j'espère que cette majorité va faire de même et qu'elle va se rendre compte de ce que c'est que servir la population.

Je voudrais vous poser une question concrète avant de terminer, ma seule question : aujourd'hui, nous avons un brouillon, certains ont proposé de reporter, d'ajourner..., certains Echevins l'ont reconnu à demi-mot, que c'était peut-être nécessaire. Moi j'ai envie de savoir parce qu'aujourd'hui, vous nous avez présenté le brouillon de la note de politique générale, je voudrais savoir quel est le calendrier, à quel moment vous allez présenter le plan triennal et à quel moment vous allez nous présenter le plan de gestion budgétaire qui doit l'accompagner ? J'aimerais savoir, parce que j'ai entendu avril, j'aimerais savoir parce qu'aujourd'hui on a un brouillon de la note de politique générale, on n'a pas à se prononcer dessus. Nous, on a donné notre avis, je pense qu'on ne va pas voter dessus. On voudrait savoir à quel moment on va pouvoir l'avoir, comme ça on pourra éventuellement se préparer un peu plus efficacement et sereinement. Je vous remercie et je voudrais, Monsieur le Président, je voudrais vous remercier pour la manière dont vous avez tenu le débat, débat qui a été par moments difficiles, mais je pense que dans l'ensemble ça s'est déroulé dans un certain respect, vous avez même prévu du café et des sandwiches, je voudrais vous en remercier et surtout vous dire que ce que je trouve intéressant, c'est qu'on a eu des échanges de fond. Je trouve que c'est important, même si on n'est pas d'accord sur tout, et j'espère, je fais le vœu qu'à l'avenir, on puisse vraiment avoir des débats de fond, dans l'intérêt des Molenbeekoïses, dans le respect et la dignité. Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Monsieur Ikazban, je tiens à apporter une petite précision par rapport au café, sandwiches etc., c'est une initiative de Madame la Bourgmestre. Je lui renvoi donc les fleurs.

(Applaudissements - Applaus)

M. Ikazban :

Oui, mais moi, je remercie l'autorité qui préside ce Conseil communal ! Evidemment, derrière vous, ils sont jaloux, mais bon je les remercie aussi.

M. le Président :

Ok, vous les remerciez tous, comme ça tout le monde est content, merci.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Puis-je vous demander l'approbation de la note de politique générale ?

*Votes-Stemmingen : Approuvé - Goedgekeurd
Par 26 OUI, 18 NON et 1 abstention - Door 26 JA, 18 NEEN en
1 onthouding*

M. le Président :

Monsieur Ait Jeddig, vous voulez intervenir, vous voulez justifier votre abstention ?

M. Ait Jeddig :

Simplement dire, au niveau de la déclaration de politique générale, il y a certainement des points positifs, on est là pour soutenir ces points positifs, et comme je l'ai dit auparavant, on votera contre tout ce qui est défavorable au citoyen. Voilà, donc moi, je suis là dans un esprit constructif, je soutiens la nouvelle majorité, je pense que ça apportera

un renouveau à la Commune. Je suis dans l'équilibre, je ne suis ni pour l'un, ni pour l'autre, je souhaite qu'on soit tous là dans un esprit constructif et que des choses positives vont émaner de tous les Conseillers et c'est ça qu'on doit rechercher. Un renouveau, ça s'inscrit dans un esprit de dynamique et c'est une espèce de concurrence qui ne peut apporter que du bien, je le souhaite.

M. le Président :

Merci Monsieur Ait Jeddig.

**3. Secrétariat communal - Dépôt du rapport annuel 2011-2012.
Gemeentelijk Secretariaat - Indiening van het jaarverslag 2011-2012.**

M. le Président :

Point 3, il s'agit du dépôt du rapport annuel 2011-2012. Il n'y a pas de vote, il a été déposé, vous l'avez reçu au moment des sections réunies, c'est une communication.

**4. Finances - Budget communal de l'exercice 2013.
Financiën - Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2013.**

M. le Président :

Voilà, nous arrivons maintenant au budget de l'exercice 2013. Je voudrais proposer comme méthode de travail, que Madame la Bourgmestre fasse une introduction, l'Echevin interviendra par après et puis on pourra passer au vote si on peut le faire comme ça. Si vous souhaitez passer à des questions particulières par articles, on peut le faire aussi, mais à ce moment-là, exclusivement des interventions politiques. Les questions techniques ont déjà été posées lors des sections réunies, donc ici, on peut venir avec des questions et des commentaires exclusivement politiques. Je donne la parole à Madame Piquard.

Mme Piquard :

Merci, j'aurais voulu poser des questions.

M. le Président :

Il y a d'abord une introduction faite par la Bourgmestre, puis un commentaire donné par l'Echevin des Finances et puis nous reviendrons vers vous. Je donne la parole à Madame la Bourgmestre. Non, je donne la parole à Monsieur Vossaert d'abord.

M. Vossaert :

C'est une remarque sur la méthode. Je n'ai pas compris, est-ce qu'on va avoir des discussions par articles budgétaires, si on le demande, ou par fonctions ?

M. le Président :

Oui, je me suis mal exprimé, c'est par fonctions. Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Merci, je vais vous présenter la note, mais cette fois-ci la note qui concerne le budget communal de l'exercice 2013 et donc nous allons ce soir, enfin cette nuit, vous proposer au vote ce budget 2013.

L'adoption est l'acte le plus important de l'année en matière de gestion de la Commune, cet acte conditionnant l'entièreté des projets qui seront mis en œuvre durant les prochains mois. L'élaboration de ce budget a nécessité bien sûr des arbitrages, à la fois à la Commune, mais aussi indirectement au niveau du CPAS et d'associations communales, telles que Molenbeek sport, la Cles... Certaines décisions n'ont pas été aisées à prendre, d'autres postes nécessitent toute notre vigilance, tel que la politique des grandes villes. Nous devons garder une extrême prudence quant aux engagements fédéraux, régionaux et communautaires et bien évidemment, nous aurons toute la pro activité nécessaire pour pouvoir continuer avec le soutien de ces autorités subsidiaires à poursuivre les programmes.

Nous ne pouvons évidemment de manière prématurée prévoir quelle sera l'attitude justement de ces pouvoirs, des Communautés et de la Région, à l'égard de notre Commune. Outre la crise, il y a un contexte économique et social difficile, le boom démographique constitue un véritable défi en termes d'infrastructures tels les écoles, les logements, les crèches. J'y reviendrai dans quelques temps, mais de nombreuses questions ont déjà été abordées à l'occasion de la déclaration de politique générale et donc, je suppose que nous n'y reviendrons pas, à l'occasion de l'examen de ce budget, parce que ce serait faire deux fois le même débat, et les questions ont déjà été rapportées par les Echevins.

Malgré la convergence des difficultés, à savoir la crise et la précarité socio-économique, ce budget présente la qualité d'être en équilibre. Ce résultat est le fruit d'une gestion qui se veut rigoureuse des deniers publics. Le léger boni qui est présenté à l'exercice propre est évidemment fragile, mais nous restons dans le positif et ce, sans augmenter la pression fiscale. Ici, nous pouvons nous réjouir d'un maintien de la fiscalité et d'une maîtrise des frais de fonctionnement et de la masse salariale, ainsi que des frais facultatifs. Nous pourrions compter sur des recettes qui seront issues du stationnement et du soutien des autorités régionales, via le Fonds des Communes.

La dette se doit d'être maîtrisée avec prudence, en tenant compte des normes européennes. Après l'intervention de notre Echevin des Finances, je vous présenterai également les éléments les plus importants du budget extraordinaire. Ce budget extraordinaire a été évoqué à l'occasion de cette déclaration de politique générale, si vous souhaitez des chiffres, vous les aurez à l'occasion de l'examen des investissements qui vont être réalisés.

M. le Président :

Je donne la parole à Monsieur Haouari.

M. l'Echevin Haouari :

Merci Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre, chers collègues, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, avant toute chose, je tiens à préciser que c'est un budget de transition et donc il y aura encore 5 autres budgets qui traduiront la note de politique générale dont nous avons discuté tout à l'heure. Le budget que nous vous présentons ce soir est le premier d'une série de 6 qui traduiront en chiffres la note de politique générale de la majorité au Conseil communal. Le budget 2013 est non seulement en équilibre, mais il présente même un léger boni à l'exercice propre de 95.283 euros et de

148.548 euros pour les exercices antérieurs, ce qui fait un boni global de 243.831 euros. Concernant les recettes ordinaires, elles représentent 123.535.500 euros, hors recettes du personnel enseignant.

Trois rubriques économiques composent les recettes ordinaires, il s'agit notamment des recettes de transfert qui représentent un total de 114.950.000 euros ou 92,3 % de l'ensemble des recettes à l'ordinaire. Ce poste est principalement constitué des éléments suivants : la dotation générale qui s'élève à 39.964.000 euros, et qui constitue 35,05 % des recettes de transfert, le précompte immobilier qui totalise un montant de 29.480.000 euro, ou 25,86 %, l'impôt des personnes physiques qui représente pour 2013 un solde de 10.500.000 euros ou 9,21 % et enfin les taxes communales qui s'élèvent à 9,03 %, c'est-à-dire à 10.300.000 euros.

Ensuite, les recettes de prestations représentent 4,9 %, et en dernier lieu, il y a les recettes de dettes qui représentent 2,8 %.

Pour ce qui est des dépenses de l'exercice 2013, elles s'élèvent à 123.440.217 euros. Les deux principaux postes sont le personnel communal dont la charge salariale totale s'élève à 51.452.000 euros, ce qui représente un pourcentage de 41,68 % de l'ensemble des dépenses ordinaires. En second lieu, en termes d'importance, il y a les dépenses de transfert qui s'élèvent à 49.688.017 euros, ou à 40,25 %.

Pour le budget 2013, il y aura une dotation pour le CPAS de l'ordre de 22.294.500 euros et de 17.830.000 euros pour la Zone de police. Ces deux postes représentent 80,75 % de l'ensemble des dépenses de transfert.

En matière des dépenses de fonctionnement, un effort particulier a été réalisé pour les contenir, puisqu'elles ne représentent que 11.454.480 euros, soit 9,28 % des dépenses. Elles sont inférieures de 414.782 euros par rapport au budget modifié 2012.

Enfin, les dépenses de la dette qui regroupent les intérêts et les remboursements de capitaux des emprunts contractés par la Commune, sont de l'ordre de 10.845.720 euros, ou 8,79 %. Merci.

M. le Président :

Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Je voudrais vous dire également quelques mots du budget extraordinaire. Malgré les difficultés que j'ai pu évoquer, le budget extraordinaire se veut ambitieux. Donc, en ce qui concerne celui-ci, le programme 2013 des investissements s'élève à 91.753.850 euros, programme qui est couvert par des subsides à concurrence de 36.265.927 euros, soit 39 %. Outre le fait que Molenbeek maintienne ses efforts pour les missions indispensables évidentes que sont les écoles, les services du Centre Public d'Action Sociale, le fonctionnement et des infrastructures sportives, les projets mis en œuvre seront poursuivis et d'autres nouveaux projets seront mis en place en vue de répondre aux besoins et demandes des habitants.

Parmi tous ces projets, j'en épingleais quelques uns : la poursuite de la rénovation des voiries, à concurrence de 5.870.000 euros, un montant important dans le contexte du boom démographique et évidemment la rénovation du bâtiment BAT, à savoir la mise en place d'une nouvelle antenne administrative, rue Charles Malis, pour un montant de 2.520.000 euros. En outre, dans le futur, le service de la population sera donc aussi amené à

s'installer dans l'espace Sainte-Marie, qu'on appelle actuellement l'espace Stevens. Le maintien du cofinancement communal sera maintenu auprès d'associations telles que la Mission locale, Molenbeek Sport ou le Centre d'Entreprises ou encore les Atriums. Toujours dans un contexte d'augmentation importante de la population et d'un manque criant de crèches, les crédits antérieurs restent engagés pour la création de nouvelles crèches, notamment à la rue du Jardinier et à l'école 9.

La création de bâtiments scolaires, à concurrence de 14.670.000 euros, vous voyez que les efforts de la Commune sont importants. Ça comprend une nouvelle école néerlandophone rue de la Semence, l'extension de l'école Tamaris, l'achat d'un terrain pour l'extension de la school 5, et un budget de 2.780.000 euros qui est prévu pour l'aménagement d'écoles existantes.

Ainsi, dans le contexte de crise du logement que nous connaissons, il y a 3.455.000 euros qui sont prévus pour la remise en état des logements communaux et 19.800.000 euros pour les contrats de quartier qui prévoient aussi la construction de logements.

Je préciserai qu'il y a 1.350.000 euros pour l'aménagement des infrastructures sportives, 1.360.000 euros pour l'aménagement des parcs et 3.640.000 euros pour l'aménagement du cimetière et notamment de la Galerie funéraire.

Enfin, je soulignerais encore deux éléments : nous avons veillé à Molenbeek à ne pas faire porter, je dirais le poids de la crise, aux habitants, en ce qui concerne les impôts, puisqu'il n'y a pas d'augmentation des additionnelles au précompte immobilier ou du pourcentage à l'impôt des personnes physiques.

Enfin, notre ligne de conduite sera cette année, ainsi que les années qui suivront, sera la bonne gouvernance qui implicitement signifie la gestion des deniers publics de façon transparente et en toute intégrité. Je vous remercie pour votre attention et soyez assurés de la mienne dans les questions qui viendront.

M. le Président :

Ce que je vous propose, c'est que nous passions fonctions par fonctions. Les personnes qui veulent intervenir sur la fonction 1 prennent la parole. Je donne la parole à Monsieur Ikazban.

M. Ikazban :

Tout à l'heure, en discutant avec vous, j'ai accepté que pour la discussion budgétaire il n'y ait que les chefs de groupe qui prennent la parole pour la discussion générale. Mais après, s'il y a des questions politiques sur le fond, alors les Conseillers sont libres de s'exprimer.

M. le Président :

Ce que nous proposons, c'est qu'il y ait d'abord les questions et qu'ensuite il y ait les réactions des chefs de groupe.

M. Ikazban :

Moi, je vais déjà intervenir sur ce que je viens d'entendre et puis, les quelques questions que j'ai à poser sur les fonctions, je le ferai après, parce que je n'ai pas envie de faire ça maintenant.

Je ne vais pas vous dire que je vais être très court, parce que quand je le dis, ça n'arrive pas. Je vais dire que je vais être très long !

M. le Président :

Oui, parce que hier matin, vous m'aviez annoncé qu'on aurait un Conseil qui ne durerait que 2 ou 3 heures.

M. Ikazban :

J'ai pas dit ça comme ça. J'ai dit que ça dépendait de vous.

M. Van Damme :

Il a sans doute dit qu'il n'allait parler lui, que 2 ou 3 heures.

(Rires - Gelach)

M. Ikazban :

Voilà, c'est de nouveau moi le mauvais, c'est toujours moi le mauvais. Allez, c'est comme ça. Votre budget, je vais utiliser le mot qui a été utilisé par l'Echevin des Finances, qui nous a répondu mardi passé avec plus ou moins de talent quand même ! C'est la première fois que je vois un Echevin des Finances aussi à l'aise au moment où il doit présenter pour la première fois son budget. Il faut quand même le dire, je ne fais pas des compliments comme ça en général, vous aurez remarqué. Vous avez utilisé le mot prudence, on vous a même demandé si vous n'avez pas été trop prudent. Donc, on va dire budget prudent, pour ne pas dire autre chose. On va être honnête aussi, ce n'est pas que votre budget, parce que c'est un budget que vous arrivez à faire et à réaliser grâce aussi aux moyens financiers qui viennent d'ailleurs, des pouvoirs subsidiants et des projets qui ont été mis en route par l'ancienne majorité. Et heureusement, parce que je ne sais pas comment vous auriez pu faire un budget, vous seriez totalement dans le rouge et quand je dis ça, je parle financièrement.

Je trouve que c'est un budget qui manque d'ambition. On dirait que vous n'avez pas osé faire des choix clairs, pas osé faire des choix déterminants pour l'avenir. Parce que ce budget va être déterminant pour le suivant et ainsi de suite. C'est un budget qui est en décalage par rapport à votre note de politique générale. Vous avez une note de politique avec beaucoup d'effets d'annonce, que vous trouvez très ambitieux, que vous trouvez très développé, avec pleins de projets du passé, mais un budget qui ne cadre pas. C'est vraiment le jour et la nuit. On dirait que ce budget n'a pas été fait pour votre note de politique générale, ou inversement. Quand vous dites que vous ne touchez pas aux portefeuilles des Molenbeekoïses, c'est vrai que vous ne touchez pas à l'IPP, que vous ne touchez pas au précompte immobilier. Vous n'avez pas osé le faire parce que vous arrivez. Oui et non, parce que vous ne touchez pas à l'IPP ni au précompte immobilier, mais par contre, vous allez chercher ailleurs et merci Monsieur Gypers qui me souffle à l'oreille. Vous allez chercher notamment dans le stationnement. Vous augmentez vos taxes de 20 à 25 euros, peut-être même 30 euros. J'ai vu l'Echevin des Finances sourire, un sourire très complice. Donc, je pense que vous allez chercher l'argent là. Mais à la rigueur, ce n'est pas là que vous allez gagner énormément, par contre, vous faites beaucoup de dégâts auprès des associations et auprès des citoyens, mais ce n'est pas là que vous allez trouver beaucoup d'argent.

Les taxes de stationnement, ce n'est pas la même chose que les cartes riverains. Parce qu'à la rigueur, on pourrait dire les taxes, finalement, ça va toucher beaucoup de non

Molenbeekois, donc on ne va pas faire beaucoup de remarques là-dessus. Par contre, vous décidez également de rendre payant la première carte de stationnement, à 25 euros. Alors je sais qu'il y en a beaucoup qui sont antivoitures, moi, je ne suis ni pro, ni anti-voitures. Je pratique aussi bien la marche à pied, le vélo que la voiture. Des chauffards, il y en a partout. Mais je trouve que prendre une décision unilatérale, la même pour tout le monde, ça c'est vraiment de la discrimination. Ça ce n'est vraiment pas tenir compte des différences chez les citoyens.

Mme la Bourgmestre :

Vous l'avez déjà dit dans la note de politique générale.

M. Ikazban :

Ça vous dérange quand je dis la vérité ? Je comprends, je ne vous en veux pas de m'avoir interrompu, mais je dis la vérité et je dis que c'est totalement injuste fiscalement et socialement parlant. C'est aussi un mensonge, puisque vous venez de dire qu'on ne touche pas aux Molenbeekois, en fait, vous touchez aux Molenbeekois. Je prends ces deux exemples-là, la taxe, merci Monsieur l'Echevin, la carte riverain et aussi les frais de garderie. Là aussi vous allez toucher aux Molenbeekois. Et là, je ne sais pas si vous avez réfléchi, en tout cas, si vous avez réfléchi longtemps, c'est encore plus inquiétant, aux conséquences d'une telle décision. Moi, je pense sincèrement qu'il ne faut pas prendre cette décision dans la précipitation, il ne faut pas faire tout et n'importe quoi. Surtout qu'il n'y a aucune nuance dans votre projet, faire payer les garderies, on ne fait même pas de différence entre ce que gagne les gens et ainsi de suite. Je rappelle que même l'Echevine de la Jeunesse ne va pas nous contredire, à Molenbeek, on n'a pas assez d'école des devoirs, on n'a pas assez d'espace et d'endroit pour les jeunes et pour les enfants. Il y a beaucoup d'écoles dans lesquelles les garderies sont des espèces d'études, et quand je dis études, il n'y a pas forcément un encadrement humain, mais ne fut-ce qu'une table, une chaise, un coin tranquille pour pouvoir faire ses devoirs. Il y a beaucoup de familles qui n'ont pas ça. C'est la réalité, vous avez peut-être du mal à l'entendre, mais c'est comme ça. On nous annonce qu'on ne touche pas aux Molenbeekois, mais ce n'est pas vrai. Je viens de vous donner trois exemples.

Un budget, vous dites un budget ambitieux, moi je ne vois pas ce qui est très ambitieux, vous avez un programme que vous dites ambitieux, mais vous avez des frais de personnel où on prévoit 100.000 euros en plus. Ça représente plus ou moins deux universitaires, ou 3 ou 4 ouvriers. Ce n'est pas avec ça qu'on va faire la révolution dont vous nous parlez tant, depuis des mois et des mois. En plus de ça, pas un mot, pas un cent pour les nominations, nominations du personnel, et vous nous l'avez confirmé lors de la question technique que j'ai posée. Aujourd'hui, je vous interpelle politiquement, ça veut dire qu'ici, vous considérerez que des gens ont passé des examens dans cette Commune, ont réussi des examens, des examens qui ont été organisés normalement et vous estimez qu'il ne faut pas prévoir de budget pour les nommer. Je trouve que vous prenez un risque, parce que vous allez déstabiliser un personnel, insécuriser un personnel et vous avez les meilleurs éléments qui risquent de quitter la Commune de Molenbeek. Vous avez les meilleurs éléments de cette Commune qui risquent de la quitter pour aller vers d'autres cieux. Je pense que non seulement vous allez perdre de la qualité, mais en plus vous allez sanctionner les citoyens qui auront un service de moins bonne qualité.

Alors c'est bien, vous dites que vous avez prévu un grand programme de rénovation des voiries, on aimerait bien recevoir la liste des rues, parce que Mohammed Daif, quand il était échevin des Travaux publics, il a quasi rénové toutes les rues de cette commune. J'aimerais donc recevoir cette liste, la liste de ces rues, parce que comme vous, vous parlez « des » territoires, j'aimerais recevoir cette liste de rues.

J'ai beaucoup apprécié, vous parlez des programmes rue Charles Malis, un nouveau service de la Population, des investissements en sport, c'est tout ce qui est prévu dans le plan pluriannuel que j'ai fait inscrire au niveau de la Région. Donc, finalement vos projets, ce sont les mêmes projets qui ont été initiés sous la précédente législature. Je pense que vous n'allez pas oser dire le contraire. Donc, il n'y a rien de nouveau, il n'y a pas de projet nouveau. Il n'y a rien, il n'y a pas de marge de manœuvre, il n'y a pas de finances qui permettent d'avoir une marge de manœuvre. Je suis même très inquiet sur certains aspects. Donc, je pense que c'est un budget trompe l'œil, je pense que vous vous êtes arrangés pour le mettre en léger boni, je ne sais pas si c'est une bonne chose, mais en tout cas, vous vous êtes arrangés pour le faire. Parce que pour vous, l'image, c'est important. Mais au-delà de l'image, il est surtout important de dégager des moyens pour des priorités qui sont importantes, pour la population, pour les Molenbeekois et les Molenbeekoises.

Je vais terminer par une image, parce qu'évidemment, ce budget il n'est pas acceptable, il n'est pas sérieux. Il n'est pas courageux, c'est un budget petit bras. Vous avez une note de politique générale que vous considérez comme " la " note, le texte extraordinaire qui va tout chambouler, la grande révolution de palais et à côté de ça, vous avez un budget petit bras. Alors on ne va pas voter pour ce budget, on va même vous demander de ne pas voter pour les frais de garderie, de ne pas voter pour cette mesure où vous avez prévu 150.000 euros pour 4 mois. Il y a certainement moyen d'éviter, pour cette année au moins, de venir avec ces frais de garderie qui vont sanctionner les Molenbeekois. Je termine avec une image, j'aime bien les images, je vous ai transformé en capitaine de bateau, je vous ai dit de faire attention, parce que ce n'est pas vous qui tenez le gouvernail. Moi, franchement, j'ai l'impression qu'avec ce budget, vous avez peur. Vous avez peur de faire des choix, vous avez peur de donner les moyens de vos ambitions, parce que vous en avez des ambitions, dans les discours et dans les belles paroles, dans les slogans. Vous me donnez l'impression d'avoir hérité d'une épicerie, et vous allez gérer Molenbeek comme une petite épicerie. Il y a un stock énorme, on vous a laissé un stock énorme, pleins de projets, pleins d'initiatives, pleins de dossiers, pleins de rubans que vous allez couper pendant les 2 ou 3 années qui vont venir. Ce qui m'inquiète, c'est que quand on a une épicerie qui déborde, on peut la faire fonctionner, je ne vous compare pas à une épicière, c'est une image, c'est par rapport à la gestion de la Commune, mais je pense que Molenbeek, ce n'est pas une épicerie, c'est une Commune qui mérite qu'on relève les défis. Quand on n'avance pas, on recule, ce qui m'inquiète, c'est que vous allez très vite épuiser le stock de cette épicerie, tous les projets qui ont foisonné ces dernières années, mais à ce moment-là, il sera trop tard. Vous allez vous retrouver le nez dans le guidon, vous allez vous retrouver devant un mur et malheureusement, quand on est devant le mur, ça peut faire très mal. Le problème, c'est que ce n'est pas à vous que ça va faire mal, c'est aux Molenbeekois que ça va faire mal. C'est un budget qui est prudent dans votre bouche, mais pour moi, je considère qu'il est totalement imprudent, qu'il n'est pas courageux du tout et je pense qu'il ne va pas aider, ni améliorer le sort des Molenbeekois et nous voterons donc contre et nous demandons un vote séparé sur votre initiative de faire payer les garderies. Je vous remercie !

M. le Président :

Merci Monsieur le Président Ikazban. Je donne la parole à Monsieur Vossaert.

M. Vossaert :

Par rapport au budget, pour le FDF, il est également difficile de soutenir cette proposition de budget pour l'année 2013, pour diverses raisons. Je l'ai déjà évoqué dans le cadre de la discussion sur la note de politique générale, donc je pense effectivement que la majorité a manqué son devoir et je lui demande de revoir sa copie. J'attendrai, dans le cadre des prochaines modifications budgétaires. Mais aujourd'hui, on n'a pas encore ces

garanties, c'est comme la garantie que vous allez obtenir la dotation générale de la Région. Ce n'est pas sûr et certain, maintenant, c'est une dotation importante, je rappelle qu'elle représente plus de 30 %, de l'apport dans les recettes ordinaires, ce qui est non négligeable. Alors, lors des discussions en sections réunies, je ne vais pas revenir sur ces aspects-là, mais on a parlé souvent et encore aujourd'hui, du boom démographique, là aussi, notamment en matière de dépenses en frais de fonctionnement, des services à la population, j'émetts quelques doutes quant aux garanties que cette augmentation de la population n'aura pas de conséquence directe sur le fonctionnement des services à l'attention de la population.

J'ai lu qu'en matière de frais de fonctionnement, dans toutes les fonctions, il y a une diminution des frais de gaz, d'électricité... Bien entendu on peut remercier les modifications du prix de l'énergie et donc, on ne peut pas vous féliciter d'avoir réussi à faire des économies d'énergie, mais j'ai entendu qu'un plan énergie allait être présenté et donc je serai attentif dans les prochains mois sur cette bonne application et j'ai cru entendre que vous allez mettre en place un audit énergétique, autant donc continuer dans la bonne application. Je constate effectivement que l'IPP et le précompte immobilier n'ont pas évolué, tant mieux !

J'ai encore quelques doutes sur l'aspect redevance de stationnement et là, j'aurais voulu avoir une réponse. Peut-être que je suis impatient, peut-être que je demande trop, mais parfois quelques précisions pourraient apaiser, ou alors c'est qu'il y a quelque chose à cacher parce qu'on n'est pas prêt, mais alors on ne l'indique pas. Quand on parle de passer de 450.000 euros à 700.0000 euros, et que j'atteste effectivement qu'on va étendre les zones de stationnement payantes dans la Commune, j'aimerais savoir si on a pu évaluer le nombre d'horodateurs qu'on a prévu pour la bonne application de cette mesure. Je ne demande que ça.

Je voudrais aussi connaître la prise en compte effective du plan régional de stationnement. Mais pas uniquement aujourd'hui, parce que je sais très bien que ce plan régional n'est pas voté, qu'il est soumis à l'enquête publique, je le sais, il ne faut pas me le rappeler. Mais en attendant, j'aimerais juste savoir si au niveau du service Mobilité, on en tient compte aujourd'hui dans la réalisation des projets futurs, et des projets de budget et quelles seront les conséquences, notamment par rapport aux tarifs qui seront appliqués sur le stationnement. Concernant la perception des redevances, mais également des sanctions administratives, je reste aussi perplexe, je vois une évolution significative, est-ce que passer à 150.000 euros supplémentaires, est-ce qu'on se donne les moyens de recouvrement de ces sanctions ? Est-ce que le service en place va assurer de manière plus efficace, le taux de récupération de ces sanctions, sachant qu'on est dans une fourchette de 50 à 65% Comment allons-nous faire mieux, parce que l'objectif est de faire plus.

Concernant la Zone de police, nous constatons une augmentation, très bien. J'ai lu dans le budget extraordinaire, qu'on prévoit le rééquipement, via un plan pluriannuel de caméras. Est-ce que c'est la seule mesure ? Parce que je n'ai pas été très explicite dans mes commentaires par rapport à la note de politique générale sur la sécurité. Je n'ai pas posé toutes mes questions, mais je me réserve cela pour plus tard, dans la bonne application. Je laisse à Madame la Bourgmestre, la possibilité de mettre en place ces projets et je reviendrai vers elle pour l'évaluation, mais en attendant, je voudrais juste savoir ce qu'il en est de ce plan pluriannuel d'équipement de caméras, qui est prévu dans le budget, et je voudrais savoir dans le détail où vont se retrouver ces caméras, dans quelles zones ? Est-ce que ce sera juste le remplacement des caméras qui ne fonctionnaient pas ? Combien de caméras sont prévues dans ce plan pluriannuel ?

Concernant le CPAS, j'imagine que puisque c'est une projection et que c'est un premier budget, une rallonge arrivera. Cette augmentation est due à la crise, bien entendu,

on ne doit pas vivre avec des œillères et se dire que tout va bien se passer, parce qu'il y a des personnes qui seront en difficultés sociales. Le CPAS est là, par ce que c'est le moteur d'une bonne politique cohérente au niveau social. Il faudra l'aider, je ne manquerai pas de vérifier les transferts entre la Commune et le CPAS. J'attendrai pour voir si les moyens prévus sont suffisants. Je vous pose la question directement, est-ce que vous pensez que ce sera suffisant ? Compte tenu des précédents exercices où là, il y eu des rallonges qui sont venues s'ajouter. Avez-vu donc bien estimé cette augmentation de moyens ?

J'avais reçu une réponse quant aux subsides, parce que quand on lit, on peut voir une diminution importante pour les associations à vocations sociales. J'espère que, puisque c'est dans le programme des grandes villes, j'espère que la Commune pourra accompagner ces associations et mènera les politiques les plus actives pour leur permettre d'avoir les subsides et réaliser leurs projets.

Concernant Molenbeek Sports, j'ai bien compris qu'il y a une diminution au niveau des frais de fonctionnement. Maintenant, j'ai entendu Madame la Bourgmestre parler des infrastructures sportives et je voudrais vous demander quelles sont ces infrastructures sportives qui seront prévues dans ce budget ? Est-ce que c'est uniquement la part de la Commune dans la rénovation de la piscine, parce qu'il y a une part Beliris, est-ce que c'est uniquement ça, ou alors on pense déjà à d'autres infrastructures ? J'aimerais avoir plus de précisions par rapport à ça ?

Aujourd'hui nous avons un budget qui a été remis bien avant la note d'orientation. Je me suis posé des questions, quand je me suis présenté au Secrétariat communal, je vous avoue que je n'ai pas bien compris. Comment il se faisait qu'une note, un programme qui doit être rédigé en fonction du budget ne soit pas présenté en même temps ? Je vous le répète, le FDF reste sur sa faim et attendait mieux, comme pour la note de politique générale, un budget audacieux et courageux, qui va rencontrer les défis de notre Commune, ça viendra plus tard. Je vous remercie !

M. le Président :

Merci Monsieur Vossaert. Je donne la parole à Monsieur Lakhloufi.

M. Lakhloufi :

Je tiens d'abord à dire qu'effectivement il y a eu un changement de majorité, mais bon, on n'a pas encore trouvé de pétrole à Molenbeek. Je tiens aussi à féliciter le travail de mon collègue Karim Haouari, parce que le budget est à l'image de la note de politique générale. C'est un budget responsable, c'est un budget responsable qui met l'accent avant tout sur le maintien du service offert à la population. C'est important, on n'y a pas touché. Le CPAS, on n'y a pas touché, au contraire, on a augmenté. Donc les politiques de cohésion sociale sont là. Le personnel, on a augmenté légèrement, mais on a augmenté quand même. Donc il n'y aura pas de licenciements massifs, alors qu'on a entendu certaines rumeurs qui courraient comme quoi ça allait être le bain de sang social à Molenbeek. Il n'y aura pas de bain de sang social à Molenbeek, il y a un budget qui est à l'image de la note de politique générale. C'est un budget responsable et un budget qui va maintenir les missions primordiales de la Commune et la solidarité entre les citoyens. Merci !

M. le Président :

Merci Monsieur Lakhloufi, je donne la parole à Monsieur Ait Jeddig.

M. Ait Jeddig :

Je tenais juste à dire deux mots. En fait, je voterai contre ce budget pour quelques raisons simples. D'abord, il y a l'instauration de la carte de stationnement, l'augmentation des frais scolaires, et puis rien n'est prévu au budget pour les Mosquées. Plus important encore, en matière d'emprunts, si j'ai bien estimé, en cumulant les emprunts de l'ordinaire et de l'extraordinaire, on est à plus de 30 %. Est-ce que j'ai bien estimé ?

Les dettes à charge des citoyens, et non à charge de la Commune comme c'est écrit, sont très importantes et deviennent insupportables pour nos administrés. En Islam, les intérêts sont interdits, ils alourdissent les dettes et affaiblissent les faibles. Ils se retrouvent ainsi enfermés dans ce système à leur insu, puisque ce sont leurs propres représentants politiques auxquels ils ont fait confiance qui les ont mis dans cette situation. Les mandataires politiques doivent se libérer de la soumission à l'idole Belfius, anciennement Dexia, dont les experts financiers font partie de la secte qui nous ont fait plonger dans la crise dont on n'a pas encore fini de mesurer les conséquences. Je vous dis simplement, libérez-vous de cette emprise, de ce cycle dans lequel nous font plonger ces experts financiers. Je ne dirais pas qu'il faut faire une révolution à l'Islandaise, parce que c'est une révolution qui est passée sous silence. Ils ont fini par mettre tous leurs banquiers et experts en prison. C'est en Islande, c'est un pays proche, il ne s'agit pas d'un pays islamique. Je voterai contre ce budget, pour cette raison-là. Courage !

M. le Président :

Merci Monsieur Ait Jeddig ! Je donne la parole à Monsieur De Block.

M. De Block :

Sur le budget 2013, mes réflexions : vous dites que vous ne touchez pas aux Molenbeekois, il n'y a pas de bain de sang, mais vous faites saigner petit à petit. Je vois que pleins de petits postes n'augmentent pas plus de 5 %. Dans votre budget par contre, il y a des choses qui avancent bien, les taxes, les sanctions administratives, là c'est plus 20%. Les taxes parking, c'est plus 36%. Les redevances parking, c'est plus 55 %. Le total des taxes, c'est plus 9,6 %. Ce qui m'inquiète, c'est que ce sont toutes des taxes qui toucheront les simples gens. La créativité pour réfléchir au niveau communal, à quel genre de taxes on peut lever pour qu'il y ait une justice fiscale plus équitable, cette réflexion n'a pas abouti. La réflexion sur par exemple les emprunts « bons d'Etats » n'a pas été faite, en Flandre un ou deux Bourgmestres l'ont fait pour éviter le cercle infernal des intérêts. On ne creuse pas les possibilités qui existent et donc ce sont les Molenbeekois qui vont payer.

Quand je vois les priorités que vous mettez dans votre plan, dans votre budget, ces priorités ne se reflètent pas. Alors que l'enseignement devrait être une vraie priorité, je vois que le personnel augmente considérablement, mais assurer la gratuité garantie par la constitution, comment le faire quand on fait diminuer les achats des fournitures, tandis que le nombre d'enfants et d'élèves va exploser. Installer des systèmes de garderies payantes en disant qu'on veut assurer une meilleure qualité d'encadrement, on sait quelle sera la conséquence, que ceux qui ont moins de moyens ne feront pas participer leurs enfants à cet encadrement de qualité. Là, vous êtes en train de creuser, petit à petit, des inégalités. Des études ont démontré que le temps passé à l'école, plus il est étendu, moins ça permet de combattre les inégalités sociales. Vous faites le contraire, j'ai l'impression. Petite question que Dirk Berckmans n'a, à mon étonnement, pas posée : l'achat de fournitures baisse du côté francophone de 9 %, tandis que du côté néerlandophone, le budget est statut quo. Pourquoi ? Par contre, en ce qui concerne télépolice qui est quelque chose à installer, télé accueil qui existe voit diminuer son budget de 60 %.

Les priorités sont claires, j'ai quelques questions spécifiques par rapport au CPAS.

M. le Président :

Mijnheer De Block, over het OCMW, we kunnen...

M. De Block:

Je ne suis pas au Conseil CPAS, vous ne pouvez pas répondre à ça?

M. le Président :

Nee, de begroting van het OCMW moet nog hier komen, en de nieuwe raad moet nog zijn plaats nemen. Op dat ogenblik zullen alle vragen kunnen gesteld worden.

M. De Block:

Je trouve que c'est une façon très formelle de traiter les questions. Parce que je pense que c'est aussi des décisions prises par le Conseil et le Collège précédent, comme par exemple la décision de fermer l'aile à Arcadia. Ce fut une décision politique, pas une décision du Conseil du CPAS. Moi, j'aimerais bien savoir si l'économie annoncée de 1.000.000 euros avec la vente, combien a été réalisée ? Vous pouvez choisir de ne pas y répondre.

M. le Président :

Monsieur De Block, on veut bien y répondre, mais on répondra au moment où on sera avec le budget, quand le budget sera déposé devant le Conseil communal. Là, vous aurez des techniciens qui vous donneront des explications.

M. De Block:

Comment pouvez-vous demander aux gens, de voter une modification du budget, si on ne peut pas poser une question sur cette modification.

La deuxième question, ce sera pour l'histoire, mais je vais la poser quand même : au niveau du CPAS, il y a eu des questions sur la récupération des subsides, je pense fédéraux, 9.000.000 euros en suspend. J'aimerais savoir combien de subsides ont été récupérés effectivement et comment ça a influencé la modification du budget qui est soumis au Conseil ? Merci, j'espère que mes deux dernières questions n'ont pas fait trop de mal !

M. le Président :

Merci Monsieur De Block. Je donne la parole à Monsieur Vermeulen.

M. Vermeulen :

Monsieur le Président, je ne suis pas chef de groupe et je n'ai pas de question particulière à poser à l'Echevin. Mais j'ai noté quelques réflexions dont je voudrais vous faire part, ça prendra une minute sur les 7 heures 30 de réunion, ce ne sera pas de trop.

Le vote d'un budget est un moment important pour un Conseil communal, il s'agit de projets pour l'année à venir, même s'il ne sera pas toujours possible de les réaliser tous et que des événements imprévus feront que des modifications seront nécessaires. J'espère que ce budget a pu se faire dans les meilleures conditions d'entente et de respect. Nous

avons souvent entendu ces mots, ce soir, et je crois que c'est important. Entente et respect mutuel, sans quoi je crois que ce budget ne sera que partiellement réalisable. Je parle d'expérience, ayant été plusieurs fois en première ligne lors de la confection de budgets, il y a de cela une quinzaine d'années. Je vous avoue que j'en ai gardé un mauvais souvenir. J'irai même jusqu'à dire, un certain rejet de la politique, tellement les réunions étaient peu agréables et l'atmosphère tendue. J'espère donc que pour vous, Monsieur l'Echevin, vous avez pu travailler dans une ambiance plus sereine !

Mes chers collègues, les temps ont changé et moi-même, j'ai rebondi. Mon plus grand souhait, c'est de pouvoir réaliser quelque chose, tous ensemble. Que la majorité et l'opposition puissent, tout en défendant leurs idées, travailler ensemble pour le bien-être de notre Commune. Seul, la tâche est immense, ensemble, elle sera réalisable. Evitons donc à l'avenir, l'envoi de pots de fleurs, auquel on a assisté les séances précédentes et laissons les insultes et les noms d'oiseaux pour les hommes politiques de haut niveau ! Nous ne sommes que des petits mandataires, mais nous, nous sommes proches de la population. Nous connaissons leurs problèmes et leurs attentes et nous ne pouvons pas les décevoir.

A l'avenir, essayons de résumer nos interventions, pour éviter des réunions comme ce soir. Sept à huit heures de réunion après une journée de travail, je vous avoue que c'est quand même beaucoup, bien que les sujets qui ont été discutés étaient des plus intéressants. Mais il ne faut pas non plus décourager tous les acteurs, parce que sinon, on ne sera plus nombreux. Le but n'est certainement pas de museler les Conseillers, car chacun d'entre-nous peut avoir des idées, qu'elles soient bonnes ou mauvaises. Les idées ont au moins toujours le mérite d'exister et doivent pouvoir être exprimées. Je suis certain que c'est le choc des idées qui donne un résultat. Je songe à l'interpellation de Monsieur De Block, qui aurait pu déboucher sur un débat très intéressant, sur la question du logement à Molenbeek-Saint-Jean. Malheureusement, la télé était présente et par conséquent, les débats ne sont plus la même valeur. Mais en rentrant chez moi le soir, je faisais une comparaison et permettez-moi cette comparaison : au niveau des logements, le mauvais état des bâtiments peut dépendre en partie d'une gestion pas toujours adaptée, mais peut aussi partiellement être le fait des habitants qui n'entretiennent et n'occupent pas toujours les biens comme il faudrait. C'est un peu comme dire, Molenbeek est une Commune sale. C'est un peu court. C'est l'incivisme et le manque d'éducation de certains qui sont à la base même de cette pollution et qui font que nous sommes parfois contraints de vivre dans une véritable poubelle. Voilà quelques réflexions et je ne serai pas plus long, à l'occasion du vote de ce budget 2013 pour lequel je vous accorde ma confiance, et je pèse mes mots, parce que faire confiance à quelqu'un, c'est important. Donc, j'espère que ma confiance sera bien placée. Permettez-moi d'ajouter un seul souhait pour cette même année 2013, le moins de confrontations possible, le plus de dialogues possible, car je suis convaincu que dans la vie, il y a des gens extraordinaires partout et il y a des imbéciles partout, essayons ensemble de faire partie de la première catégorie. Merci !

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Monsieur Vermeulen, ik geef het woord aan Mijnheer Berckmans.

Dhr. Berckmans :

Dus, Mijnheer de Voorzitter, ik heb dinsdag een aantal vragen gesteld, er zijn er vandaag nog enkele voor mij gesteld, dus dat vermakelijk mijn taak. Ik heb er ook enkele gesteld in het vorige punt. Ik heb enkele specifieke vragen, maar dat zal voor straks zijn.

M. de Voorzitter :

Neen, doe maar voort!

Dhr. Berckmans :

Je voudrais d'abord signaler à Monsieur Ikazban que je m'inquiète un peu, je ne suis pas sûr que vous ayez bien compris ce que j'ai dit en Néerlandais, mais je me tiens à votre disposition pour vous le traduire en français.

Mes questions sont les suivantes : in de werkingsuitgaven is er een daling, dus gewone begroting werkingsuitgaven, een daling van ongeveer 440.000 euros ten opzicht van 2012. Mijn vraag: is het algemeen door besparingen, is het te wijten aan de crisis, of andere redenen?

In de functie 7, en dat wordt ook vermeldt in de toelichting, is er een opbrengst vermeld...

M. de Voorzitter:

Mijnheer Berckmans, mag ik u vragen om uw micro dichterbij te doen?

Dhr. Berckmans :

Ja, dus in de functie 7, is er een post vermeld: opbrengt, verhuur van schoollokalen. Dus, daar staat ook twee tarieven bij, één voor Molenbenaars en één voor niet Molenbenaars. Maar is het voor een dag, is dat voor een lokaal, is dat voor meerdere lokalen? Maar dus dat vind ik nog hier het belangrijkste, mijn vraag is, is er een mogelijkheid voor een vereniging, daarmee bedoel ik jeugd vereniging, sociale verenigingen? Of dat ook in dat tarief Molenbenaars zitten, dan wel of die kunnen gebruik maken of dat die kunnen genieten van een lager tarief?

Dus ik ben van oordeel dat die publieke gebouwen der toch staan en 's avonds en het weekend meestal niet gebruikt worden. Dus in de plaats van telkens nieuwe gebouwen te gebruiken, ik zeg maar iets, de wijkhuizen, dat is positief, die mogen natuurlijk ook zijn maar het is niet altijd nodig nieuwe gebouwen te bouwen. Het is soms aangewezen om ...

M. le Président

S'il vous plaît, moins de bruit, on entend plus Monsieur Berckmans.

Dhr. Berckmans :

Dan mijn derde vraag, in het hoofdstuk jeugd, sport en recreatie, zijn er verschillende posten waar er een duidelijke daling is van elektriciteit en gas. Dus mijn vraag is, is dat enkel te wijten aan de sluiting van het zwembad of heeft dat ook andere redenen? En dan, misschien kan ik ook geen antwoord krijgen, we zien bij het OCMW een stijging van ongeveer 20,7 miljoen, maar 23,3 miljoen in de tussentijd bijdragen in de werkingskosten in de bijdragen van de Gemeente in de werkingskosten van het OCMW. De vraag is, heeft dat te maken met gewijzigd beleid of is dat te wijten aan een groter sociale nood? Dus het is een algemene vraag.

In de buitengewone begroting is er in de functie sociaal een post, de post aanpassing werken wijkhuizen, is er een verhoging van het budget van 250.750 euros. Mijn vraag is, gaat het over meerdere wijkhuizen?

De laatste vraag, in de buitengewone begroting, wat de stadsvernieuwing - wijkcontracten betreft, is er een verhoging van 25,2 miljoen naar 34,5 miljoen. Dus mijn vraag is, is dat het bedrag dat ten laste is van de Gemeente, en over welke wijkcontracten gaat het? Ten laatste, een beetje uitleg over de grote lijnen van die stijgen van dat bedrag.

M. de Voorzitter:

Dank u Mijnheer de Berckmans. Je donne la parole à Madame Tamditi.

Mme Tamditi :

Je voulais juste réintervenir concernant les politiques sociales, parce qu'on a beaucoup parlé des augmentations de budget au niveau des taxes, moi, je voulais mettre en avant les augmentations de dotations allouées au CPAS et le subside qui sera normalement aussi augmenté au niveau de la LES. Je laisse le soin au Collège d'apporter les précisions nécessaires.

M. le Président :

Merci Madame Tamditi. Je donne la parole à Monsieur Léonard.

M. Léonard :

Critiquer un budget est un exercice assez facile, on peut reprocher à la majorité de chercher des nouvelles sources de financement et lui reprocher de ne pas dépenser assez. On peut l'accuser de jouer petits bras, tout en lui reprochant le manque de nouveautés, c'est-à-dire nous reprocher d'avoir un budget trop près de la majorité précédente. Je voudrais donner quelques chiffres, parce qu'avant d'affoler la population en disant que les Molenbeekois vont payer, ça vaut la peine de se demander ce que les dépenses représentent par Molenbeekois et par an. La hausse des taxes communales et sanctions administratives, c'est le plus gros poste, ça représente 10 euros par Molenbeekois et par an. La hausse de la redevance sur les crèches, ça représente 0,5 centimes par Molenbeekois et par an, la hausse des frais scolaires, ça représente 65 centimes par Molenbeekois et par an. La hausse des redevances de stationnement payant représente 2,5 euros par Molenbeekois et par an. Ça vaut la peine de regarder, parce que si même ces dépenses augmentent, elles sont quand même sur des postes différents. Certains les payent, d'autres pas. On voit donc une hausse d'une quinzaine d'euros par Molenbeekois et par an, 1,5 euros par mois. Je crois que ça mérite quand même d'être mis en perspective.

M. le Président :

Merci Monsieur Léonard. Je donne la parole à Monsieur Gjanaj.

M. Gjanaj :

Monsieur le Président, à la page 56 du budget ordinaire, vous savez qu'en ce qui concerne les droits de passage que Sibelga, le gestionnaire des réseaux de distribution de gaz et d'électricité enrôle pour le compte de la Commune, en ce qui concerne les redevances de voiries dans le cadre de l'ordonnance, il y a un chiffre qui a été amené, mais en fait la Commune a reçu, et on est bien placé pour le savoir puisqu'on est au Comité directeur de Sibelga, la Commune a reçu un courrier daté du 9/11/2012 où elle précise les chiffres, pour 2012, et en mettant aussi les prévisions pour 2013. Les prévisions qu'elle met pour 2013, elle les calque sur 2012. Si on veut être correct par rapport à une prévision en 2013, il faut se référer à 2012, d'après Sibelga. En ce qui concerne 2012, le chiffre qui a été...

M. le Président :

Monsieur Gjanaj, ce sont des questions techniques qui auraient dû être posées en sections réunies. Vous citez des chiffres pour arriver à une conclusion politique.

M. Gjanaj :

Non, c'est politique. Par rapport à ce que Sibelga met en avant, il y a 161.000 euros de différence, pour ce qui est du droit de passage. Ensuite, il y a aussi l'intercommunale Interfin qui octroie des dividendes aux Communes. Il faudrait d'ailleurs changer la terminologie dans votre budget, ce n'est plus Intergaz et Interelec...

Mme la Bourgmestre :

Vous avez déjà fait toutes ces remarques.

M. Gjanaj :

Non, je n'ai pas fait ces remarques, mais c'est pour dire qu'il y a un problème sur les montants. Hier, c'était sur les noms. Il est prévu pour le montant d'électricité, 1.500.000 euros de recettes dans le budget, alors que le montant pour 2012 et qui est avancé par Sibelga, c'est 1.084.000 euros. Pour ce qui concerne le gaz, vous avez prévu 1.180.000 euros, et c'est 1.161.000 euros. Ce qui fait 433.000 euros de différence. Je précise que c'est Sibelga qui demande que vos prévisions de 2013 soient calquées sur les chiffres de 2012.

M. le Président :

Vous l'avez déjà dit mardi !

M. Gjanaj :

Non, parce que le Conseil d'administration, on l'a eu aujourd'hui.

Mme la Bourgmestre :

Si vous avez eu connaissance des chiffres aujourd'hui, comment voulez-vous qu'on en ait eu connaissance dans le budget ?

M. Gjanaj :

Je ne comprends pas pourquoi vous vous énervez. Parce qu'on peut s'énerver, nous aussi.

Mme la Bourgmestre :

Parce qu'après l'intervention de Monsieur Vermeulen, j'ai des raisons de m'énerver par rapport à vos questions qui sont là pour faire perdre du temps aux Conseillers communaux.

M. le Président :

Monsieur Gjanaj, j'étais comme vous aujourd'hui au bureau directeur et je n'ai pas connaissance de ces documents-là.

M. Gjanaj :

Si vous avez envie de faire votre travail correctement, vous faites votre travail. Moi, je ne suis pas en train de faire des critiques. Vous avez reçu un courrier le 09/11/2012.

M. le Président :

Monsieur Gjanaj, arrêtez de parler des questions techniques, allez au fond du problème.

Mme la Bourgmestre :

Dites qu'on s'est planté et puis avancez. Vos arguties de chiffres, il fallait les faire aux sections réunies.

M. le Président :

Vous avez eu mardi soir la possibilité de mettre les chiffres sur la table. Allez au fait. On a compris qu'il y a une différence entre les chiffres qui ont été communiqués par Sibelga à la Commune au mois de novembre au niveau des services.

M. Gjanaj :

Je n'ai pas fait beaucoup d'interventions, je demande simplement qu'on m'écoute jusqu'au bout. Je ne suis pas en train de faire une critique pour faire une critique. Vous, vous êtes venus pour mettre votre budget en équilibre, avec des chiffres qui donnent faussement l'impression qu'il y a un boni. Vous allez même jusqu'à mettre 148.548 euros au lieu de faire un chiffre tout rond. Pour nous donner l'impression que vous y êtes allés à la grosse louche, pour nous faire croire que vous avez un chiffre précis, comme si vous aviez fait des comptes d'apothicaires, alors que lorsqu'on fait un petit aperçu de ce que vous avez mis dans vos chiffres, on voit que vous vous êtes complètement plantés. Ça, moi j'ai le droit de la dire. Si ça ne vous plaît pas, c'est autre chose. Moi, j'ai le droit de dire ça !

M. Ikazban :

Il a raison, il a raison !

M. Gjanaj :

Si vous considérez que ce n'est pas le cas, vous allez le dire à la presse. En tout cas, moi, quand je vois 148.548 euros alors que vous savez très bien que ce n'est pas juste et que vous avez reçu un courrier. Moi, j'ai fait mon travail, j'ai eu 2 jours pour faire ce travail-là, entre-temps, on a eu la réunion du Comité directeur de Sibelga. J'ai fait ma demande, vous n'aviez qu'à nous donner les chiffres avant, j'aurais pu le faire mardi. J'ai fait mes questions quand j'ai pu. Si ça ne vous plaît pas, c'est autre chose. Ne dites pas que c'est n'importe quoi, la façon dont vous réagissez, ce n'est pas le niveau de responsabilité et le niveau de dignité qu'il incombe à une Bourgmestre, vous êtes en train de vous énerver pour rien du tout. Je ne vous ai rien dit de spécial. Je ne vous ai pas attaquée. Pourquoi est-ce que vous réagissez comme ça ?

Mme la Bourgmestre :

Oui, quand on dit n'importe quoi, ça m'énerve.

M. le Président :

Monsieur Gjanaj, ce genre de remarques fait partie de ce qu'on appelle les questions techniques. S'il y a une erreur quelque part dans des chiffres, si un report a été mis d'une façon erronée sur base d'une mauvaise information, les chiffres qui se trouvent dans le budget sont les chiffres qui sont arrivés des services. Si le service n'a pas repris l'information correcte qu'ils ont reçu de Sibelga, c'est un problème technique et pas un problème politique.

M. Gjanaj :

Technique ou pas, vous n'allez pas me dire à moi, en tant que Conseiller communal, de ne pas pouvoir réagir. Votre appréciation du technique et du politique, elle est complètement subjective. En plus, vous ne me laissez pas terminer.

M. le Président :

Soyez court, dites simplement qu'il y a une différence et qu'on n'a pas recopié les bons chiffres parce qu'on n'a pas reçu le courrier dont vous, vous avez eu connaissance.

M. Gjanaj :

Mais il y a 500.000 euros de différence ! Vous savez ce que ça veut dire ?

M. le Président :

Je donne la parole à l'Echevin pour répondre à la question.

M. Gjanaj :

Mais je n'ai pas fini, pourquoi est-ce que vous m'interrompez ? Madame la Bourgmestre, arrêtez un peu de faire votre cinéma, s'il vous plaît. C'est peut-être un peu les heures tardives, c'est l'effet que ça vous fait. C'est dommage d'en arriver là. Moi, j'aurais bien voulu vous voir 5 minutes avant. Continuez comme ça, par ce que si c'est ça la réaction que vous avez à cette heure-ci, vous savez, on va encore y passer quelques heures. J'espère que ce n'est pas le début de la fin pour vous, parce que c'est vraiment dramatique de voir cette réaction enfantine.

M. le Président :

On a compris.

M. Gjanaj :

Deuxième élément, au niveau de l'énergie, c'est technique ou c'est ce que vous voulez, moi, je considère que c'est politique. Vous avez pris en considération, si on prend les chiffres de 2011, et que vous regardez ceux de 2012, j'ai tous les éléments. Mais vous allez dire que c'est technique. Sur tous les éléments, toutes les pages, on arrive à une baisse de 22 % par rapport à 2011. Pour ma part, je considère qu'arriver à 22 % en moins, alors que tout fait que ça augmente, tous les éléments sont là pour nous dire que tout va augmenter. Je ne sais pas comment vous arrivez, vous allez me dire que c'est technique, moi je considère que c'est politique, il y a une diminution de 22 %. Comment vous allez faire ça, c'est vraiment miraculeux. Au niveau des communications, au niveau du gaz, de l'électricité et de l'eau, on a 260.000 euros de différence. C'est technique, bien évidemment. On le met dans le truc. Communications, pareil, là il y a un peu moins, mais ça fait quand même

presque 8.000 euros de différence, encore une fois, près de 22 %. Je ne sais pas si les gens peuvent encore téléphoner dans votre administration ou pas.

Je voulais faire une remarque aussi par rapport au parking Brunfaut, de nature, j'espère politique, parce que là, maintenant, il faut vraiment essayer de réfléchir, au niveau des frais de fonctionnement, on est à 38.000 euros de dépenses, les autres frais pour le bâtiment, 40.000 euros. C'est ce qui est payé à la SDRB, il y a 100.000 euros, vous avez prévu une augmentation du double des recettes du parking. Je ne sais pas si vous avez décidé de doubler le prix ? Excusez-moi, c'était technique. Les charges locatives, elles sont de 64.000 euros, donc moi j'arrive à un déficit de 42.000 euros. Ma question, j'espère politique, ne faudrait-il pas avoir une réflexion ou une discussion avec la SDRB pour essayer de réduire le précompte immobilier, puisqu'ils vous font payer ça. Donc, il faudrait peut-être rediscuter, parce que si on part comme ça, alors que vous avez doublé les recettes, on arrive toujours à un déficit de 40.000 euros.

Madame la Bourgmestre, excusez-moi si je n'ai reçu l'information qu'aujourd'hui, il est prévu dans votre note de politique générale de faire des dépenses au niveau de l'éclairage public, mais l'éclairage public n'est pas de la compétence de la Commune, c'est une compétence de Sibelga et donc, si vous avez prévu de faire des dépenses, c'est la bonne nouvelle, Sibelga paye l'installation des éclairages publics. Donc ça compense un tout petit peu. Si on fait la somme de tout ça, moi j'arrive à 1.000.000 d'euros en moins dans le budget. J'espère que 1.000.000 euros en moins, c'est vraiment politique, parce que quand on fait 148.000 euros moins 1.000.000 euros, on arrive à un négatif de 900.000 euros et donc vote budget n'est pas en boni, mais en mali et de façon prononcée ! J'en ai fini avec ces remarques, merci pour votre attention et vos remarques très positives et vos réactions formidables ! Allez-y Madame la Bourgmestre, je vois que vous bouillez.

(Applaudissements - Applaus)

Mme la Bourgmestre :

Moi, j'aimerais bien que Monsieur Gjanaj intervienne auprès de Sibelga pour faire réparer l'éclairage public qui ne fonctionne pas dans certaines rues de Molenbeek, parfois pendant des semaines.

M. le Président :

Merci. Nous avons un petit problème technique, donc avant de donner la parole à l'Echevin pour répondre, notre électricien va intervenir.

Les micros fonctionnent à nouveau, je donne la parole à Monsieur Haouari.

M. l'Echevin Haouari :

Merci Monsieur le Président, juste une petite remarque générale, vos accusations Monsieur Gjanaj sont très dérangeantes. Ce n'est pas par rapport à moi, c'est par rapport à l'Administration dans laquelle nous avons une entière confiance. Vous avez parlé d'un document qui a été reçu par la Commune le 09/11/2012. Nous nous sommes fiés à l'Administration, j'ai la liste des droits constatés, c'est-à-dire les montants déjà perçus pour 2012. Vous dites que pour 2013, il faut se baser sur 2012, je vous le dis, j'ai entièrement confiance en l'Administration et je constate que j'ai entièrement raison d'avoir confiance en cette Administration. Pourquoi, et bien j'ai ici pour les droits de passage, 1.224.000 euros, ce n'est pas le chiffre que vous avez cité. C'est un droit constaté, à moins que le Receveur ne fasse de fausses pièces comptables. J'ai un droit constaté de 50 % pour les 1.500.000 euros

dont vous avez parlé, les 50 % représentent 750.510,58 euros, faites fois deux, on dépasse les 1.500.000 euros.

M. le Président :

On ne va pas commencer à jouer au ping-pong. Je vous donne 30 secondes la parole, Monsieur Gjanaj.

M. Gjanaj :

Attendez...

M. Ikazban :

Il a fait des remarques....

M. le Président :

Monsieur Ikazban, je ne vous ai pas donné la parole. Maintenant c'est fini, c'est fini ! Monsieur Ikazban, vous arrêtez. C'est fini, Monsieur Ikazban, vous arrêtez ! J'en ai marre.

M. Ikazban :

Moi aussi j'en ai marre... Les accusations...

M. le Président :

Stop, ce n'est pas à vous à répondre. J'ai donné la parole à Monsieur Gjanaj, un point c'est tout. Vous arrêtez, arrêtez Monsieur Ikazban ! S'il vous plaît.

M. Ikazban :

Mais présidez convenablement, alors !

M. le Président :

Je préside convenablement et vous le savez pertinemment bien !

M. Ikazban :

On ne dirait pas, hein dites !

M. le Président :

Monsieur Gjanaj, vous avez la parole.

M. Gjanaj :

Ecoutez, moi je suis vraiment désolé que ça prenne cette tournure, parce que ce n'était même pas mon intention. Vous faites confiance en votre Administration, moi je fais confiance à l'Administration également et si vous faites vous, la confusion entre un paiement et les droits constatés, si vous faites la confusion entre un paiement et une inscription, ce n'est pas ma faute à moi. Moi, j'ai les chiffres pour 2012, non pas de ce qui vous a été payé, mais de ce qui est prévu pour 2012 et vous avez déjà reçu une partie. Si vous voulez, je vous donne une copie du courrier. Moi, je n'ai aucun problème par rapport à ça. Ce ne sont

pas des accusations, ne vous sentez pas visés. Ce n'est pas un problème, je vous donne un chiffre, des informations correctes, prenez-les pour votre budget. Vous êtes en train de faire fausse route, vous avez marqué un boni de 148.000 euros, je vous donne des informations concrètes, fiables, de la part d'un organisme qui est également fiable. Je ne mets en aucun cas en doute le travail de votre Administration, je vous donne un chiffre, pourquoi est-ce que vous le prenez comme ça ? Madame la Bourgmestre, êtes-vous tant liée à ces 148.000 euros ? Pourquoi est-ce que vous n'avez pas aussi ajouté des cents là-dedans ? Parce que c'est vraiment dramatique d'en arriver là. Même votre estimation des frais, même quelqu'un qui ne sait pas faire un budget, il va comprendre que les frais en gaz et électricité, ça ne fait qu'augmenter. C'est vraiment basique, je vous fais une remarque, prenez-le comme ça.

M. le Président :

Merci Monsieur Gjanaj, je donne la parole à Madame Piquard.

Mme Piquard :

Merci Monsieur le Président, à l'article 72/20/124/23 page 65, frais d'organisation et de repas scolaires, en Sections réunies il nous a été expliqué que le maintien en 2013 du montant de 374.000 euros par rapport au budget 2012 était lié au fait de la diminution des repas servis dans les écoles, donc moins de demandes semble-t-il, je souhaite savoir si malgré l'augmentation d'implantations scolaires, serait-ce lié au prix excessif demandé aux parents par rapport au contenu des assiettes servies aux enfants, au fait que les repas ne seraient pas diététiquement adaptés à l'attente qu'ont les parents pour leurs enfants et est-il tenu compte des revenus des parents par rapport à ce paiement ? La majorité détient-elle déjà une analyse peaufinée et chiffrée pour ce poste, notamment, quel est et quel sera le prix demandé aux parents pour l'année scolaire 2013-2014 ?

Par rapport à l'intervention des parents dans les repas scolaires, en dépenses, il est constaté la diminution de la participation des enfants aux repas scolaires. Dès lors, je ne comprends pas bien la recette qui est de 1.000 euros supérieure par rapport à la dépense consentie ? Je suis en droit de me demander quel est le calcul réel que fait le nouveau Collège par rapport à son intervention financière et l'intervention financière des parents en matière des repas. La participation financière des parents sera-t-elle augmentée par rapport à celle qui existe puisque la recette est de 1.000 euros, supérieur à la dépense, que je qualifie dès lors de virtuelle, puisque le nombre de repas, parallèlement diminue. Y-aura-t-il une notification remise aux parents leur expliquant que la nouvelle majorité ne tient plus investir au niveau des repas scolaires.

Par rapport aux frais d'excursions et matériel pour l'accueil extrascolaire, je constate une augmentation de 33.800 euros prévus au budget 2013. Je pourrais m'en réjouir, mais avant de me lancer, j'aimerais connaître la part réservée au matériel et celle réservée à l'accueil proprement dit des enfants. La majorité prévoit-elle l'augmentation du personnel d'encadrement des enfants. Qu'en est-il des excursions, quand on sait que le décret laisse toute latitude aux établissements scolaires en la matière. La nouvelle majorité en place, et notamment l'Echevine de l'Instruction publique, invitera-t-elle les 10 établissements à une unification des dépenses, afin que tout élève puisse participer à une excursion dont la thématique éventuellement viserait l'égalité des chances ?

Je souhaite aussi apporter une nuance dans l'intervention de mon Chef de groupe, concernant l'intervention des parents dans les garderies et les cours où les recettes passent de 25.000 euros à 180.000 euros. Je souhaite connaître ici la part réservée respectivement aux garderies en tant que telles, et celle réservée aux cours. Dois-je rappeler ici que nous sommes dans le contexte d'un enseignement gratuit. De quels cours s'agit-il exactement ?

On sait qu'en ce qui concerne les garderies, il s'agira d'une nouvelle intervention parentale qui interviendra dès la rentrée du mois de septembre 2013. Du fait que l'on parle d'une période de 4 mois, de septembre à décembre, en ce qui concerne les recettes, et que les garderies et les cours sont organisés sur plus ou moins 9 mois, couvrant tout de même l'année budgétaire, qu'il existe un boom de 155.000 euros aux recettes, je suis en droit aussi de me demander, quel en sera le prix coûtant réel prévu pour les parents. Sera-t-il tenu compte des familles monoparentales, du nombre d'enfants fréquentant l'école, est-il tenu compte du coût que cela peut engendrer au CPAS en ce qui concerne les familles qui y sont allocataires ? Ici aussi, y-aura-t-il une information destinée à chaque famille ? En ce qui concerne ces garderies, je me dis que vu le boom prévu aux recettes, peut-être que ce serait le moment de les réintroduire dans les écoles, puisqu'il y aura des recettes pour compenser.

Concernant les subsides à la Cité joyeuse, la subvention de l'ASBL passe de 70.000 euros à 35.000 euros. Pour avoir suivi ce dossier de près pendant plus de 5 ans, avoir soutenu et aidé à créer cette crèche de 24 places, avec une convention Commune-CPAS-Cité joyeuse, afin de garantir 8 places aux femmes seules, allocataires du CPAS, avec enfants et voulant suivre des formations. Tout le monde connaît aussi la pénurie des places en crèche. Le MR était partenaire à l'époque, avouez que je ne vous ai pas mis le couteau sous la gorge au moment des décisions à prendre. Je souhaite obtenir les réponses suivantes : les partenaires de la convention signée ont-ils été avertis de votre décision par écrit, pouvez-vous nous rappeler la période que couvrait ladite convention, celle-ci a-t-elle été annulée unilatéralement par le Collège et à quelle date ? Moi, je considère que c'est encore du social en moins prévu au budget.

Concernant la médecine sociale et préventive Médinuit, je constate une diminution budgétaire globale de 6.500 euros, passant de 24.600 à 18.100 euros. La médecine sociale et préventive étant la somme réservée à la consultation de nourrissons, qui est établie suivant un barème à respecter, je présume que les 1.600 euros y étant affectés en 2012, le sont encore obligatoirement en 2013. Dès lors, je constate que Médinuit perd sur sa subvention de 23.000 euros, une somme de 6.500 euros. Quand on sait que Médinuit, toujours avec l'accord de la majorité qui était en place, a été instaurée pour désengager les urgences hospitalières, que ce cabinet médical est ouvert en soirée et les jours de week-end, pouvez-vous me dire comment il peut encore fonctionner correctement ? Y-a-t-il un nouvel accord entre Médinuit et le nouveau Collège ? Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Madame Piquard, je donne la parole à Madame El Hajjaji.

Mme El Hajjaji :

Merci Monsieur le Président. Ma question est très simple, elle porte sur la section 8, en ce qui concerne les activités pour les personnes âgées. On constate une diminution budgétaire en 2013 de 16.200 euros, on passe de 126.000 à 110.000 euros, alors qu'en période électorale, tous les candidats de la majorité actuelle avaient promis de ne pas toucher aux activités des seniors. C'est une promesse qui malheureusement n'a pas été concrétisée longtemps. Qu'est-ce qu'on prévoit comme activité en 2013 pour les seniors, dont le nombre ne cesse de croître. Je voudrais rappeler ici, qu'ECOLO, par la voix de notre ex-collègue Didier Coeurnelle, plaidait souvent pour que l'information invitant les seniors aux activités, soit largement diffusée par le site communal. Je me demande si avec cette réduction, cette information est toujours possible ? Ici aussi on a fait des économies, mais je trouve que c'est fait au mauvais endroit, pour des personnes qui en ont vraiment besoin. Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Madame El Hajjaji, ik geef het woord aan Mevrouw Dekens.

Mevr. Dekens :

Mijnheer de Schepen van Financiën, u stelt, samen met de meerderheid, een budget in boni voor. Ik had nog een vraag, in verband met personeelsuitgaven. U hebt maandag of dinsdag uitgelegd hoe u eigenlijk aan het bedrag van de personeelsuitgaven komt. Namelijk de loon van juni 2012, geïndexeerd plus 2 %, maal 12 en dan daar bovenop 1,3 % voor de baremieke verhogingen. Ik vroeg me af of in het budget alleen dat bedrag dat dan voorzien is. In uw presentatie, in die 51 miljoen, ook het vakantiegeld en de eindjaartoelage zitten. Want ik heb dat niet gehoord in uw berekening. Daarnaast meen ik me ook te herinneren toch dat de verplaatsingskosten verhoogd zijn en als ik alle honderdvijftien nul één nul twee nul drie nul vijf bekijk, dan zie ik dat dat bedrag 2012-2013 hetzelfde is. En dan ook gelinkt aan de personeelsuitgaven, ik heb vandaag bevestiging gekregen dat de pensioen bijdragen voor de pool 2 van RSZPPO toch met 0,5 % naar omhoog zou gaan en in de begroting voorziet u voor 2013 hetzelfde bedrag als voor 2012. Daarnaast laatste vraag, ik wou nu iets vragen over het bedrag voor het OCMW, wij hebben vandaag de begrotingswijziging 2012 gestemd, dus 1,1 miljoen erbij voor 2012, en de bedragen in de algemene uiteenzetting staan, dat is 22.294.500 staat daarin, verschillen toch van de bedragen die dan opgenomen zijn in artikel 98/100 zelf. Daar staat dan 23 miljoen in. Ik vroeg mij gewoon af of u dat kan verhalen? Dank u!

M. de Voorzitter :

Dank u Mevrouw Dekens, je donne la parole à Madame P'tito.

Mme P'tito :

Merci Monsieur le Président. Alors, moi j'ai quelques questions ponctuelles. D'abord, la sécurité est une de vos priorités. Par contre, on voit que dans vos dépenses en matière tant de sécurisation des écoles et de sécurisation des logements sociaux, il y a une baisse. Donc, j'ai tiqué parce que Monsieur Gypers en a parlé tout à l'heure, particulièrement en disant qu'il y aurait une hausse.

M. le Président :

Puis-je demander au public dans la salle de s'asseoir et de se taire. Il n'y a pas d'aparté, merci !

Mme P'tito :

Je rebondis par rapport à ce qui a été dit par Monsieur Gypers par rapport à la sécurisation en particulier des écoles. J'avais lu dans le budget qu'au contraire, l'allocation budgétaire qui y est réservée baisse, ainsi que celle de la sécurisation dans les logements sociaux. Je m'en inquiète et j'aimerais être rassurée à cet égard pour que la sécurité pour tous puisse être une réalité et qu'on y veille aussi dans les écoles et les logements sociaux.

Pour l'énergie, tout à l'heure, j'ai bien entendu la réponse de l'Echevine et j'ai bien noté qu'on ne ferait pas double emploi par rapport à la politique régionale. Simplement, je voulais lui dire que j'y veillerais particulièrement, afin d'éviter les doubles emplois.

Par rapport à la piscine, il y aura une interpellation lundi, de mon collègue Jef Van Damme. Mais ici, quand on voit les prévisions budgétaires, on pourrait se dire qu'on peut

bénéficiaire de plus d'argent si on suivait sa proposition, et je permettrai d'insister aussi sur le fait que vous avez jusqu'à lundi pour pouvoir y répondre. Le personnel qui est aujourd'hui au service de la piscine à Molenbeek pourrait être transféré à la piscine de Ganshoren, vu que l'une va fermer quand l'autre va ouvrir. Ils vont donc procéder à une série de recrutements et donc, nous plaillons pour qu'il y ait une continuité dans le sort des travailleurs. Mais nous y reviendrons lundi, ne vous inquiétez pas.

Par rapport à la propreté publique, j'ai bien lu que c'était une de vos priorités, que vous aviez été brimés par le passé, mais je vois qu'il y a moins d'argent, il y a quand même des baisses assez conséquentes. J'aimerais bien avoir un peu d'explications, ou en tout cas voir où la propreté publique en tant que priorité, s'exprime dans le budget.

Enfin, ma dernière question, par rapport au droit de gestion publique, évidemment on s'en réjouit. C'est dans le code du logement depuis 2004, modifiée en 2006, 2007 et 2010 pour justement améliorer cette mise en œuvre qui posait problème. Un fonds a été créé, une prolongation des loyers possibles a été entérinée, tant mieux donc, faites-le ! Mais par contre, ce que je ne comprends pas, c'est qu'effectivement sur les 150.000 euros prévus, 135.000 euros sont prévus comme subside régional qui doivent être remboursés sur base des loyers et 15.000 euros, produit des locations immobilières. C'est quand même assez conséquent pour la seule période 2013. Je voulais savoir s'il y avait déjà un plan avec le nombre de logements, parce que ça ne se fait pas en deux jours, c'est quand même tout un processus que vous allez entamer, fort bien ! Je voulais voir si vous aviez déjà en tête un nombre précis de logements que vous ciblez en la matière.

Enfin, j'en finis vraiment là, le boni dont Monsieur Gjanaj a parlé, dont Jamal Ikazban a parlé, est quand même très relatif. Je n'ai pas hésité à dire un boni objectivement fictif, 93.000 euros, avec des nouvelles taxations, nouveaux frais de garderie et donc beaucoup d'inconnus finalement. On est quand même très borderline et ce seront les Molenbeekois qui vont contribuer au boni de cette Commune et nous le regrettons, surtout au regard des baisses qui ont été évoquées par mes collègues. Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Madame P'tito. Je donne la parole à Monsieur Mahy, puis à Madame Gilles-Goris.

M. l'Echevin Mahy :

La question est toute fraîche, je réponds tout de suite. 340.000 euros, Madame P'tito, pour l'achat d'une balayeuse et d'un camion pour le service de la Propreté du publique, 50.000 euros pour l'achat de 100 corbeilles en 2013. Après ça, vous me dites qu'il n'y a rien.

Au niveau du personnel, j'en ai parlé tout à l'heure, c'est une réorganisation des services qui permettra d'avoir une meilleure efficacité. Vous le verrez dans le tableau de bord des actions, mais je ne peux pas commencer maintenant à vous raconter toute l'histoire.

Mme l'Echevine Gilles-Goris :

Monsieur De Block je pense que vous avez posé une question au sujet de télé assistance. Le budget inscrit en 2012 n'a été consommé que pour un montant de 3034,88 euros, donc on a les 4000 euros qui sont inscrits, nous devons avoir assez puisqu'étant donné que les VIPO's ne doivent plus payer, c'est payé par la COCOF, donc le montant a fortement diminué. Le montant inscrit devrait suffire.

Concernant Médinuit, Madame Piquard, je voudrais vous dire qu'après vérification,

par décence par rapport à d'autres ASBL à vocation d'aide aux personnes précarisés, cette ASBL a des liquidités de près de 400.000 euros. La Commune met à disposition une personne à cette ASBL, cela coûte 40.932 euros par an et le public touché par cette ASBL représente seulement 36 % de Molenbeekois. Je ne trouve donc pas normal que Molenbeek doive prendre à charge seul le subsidie de cette ASBL et que les autres ASBL qui ont cette vocation d'aide et qui se débrouillent avec des queues de cerises ont elles aussi le droit à être soutenues.

La question des seniors, que je comprends très bien aussi, et vous aurez compris que c'est aussi une priorité pour moi, il faut savoir que des 126.200 euros, l'année dernière ont été dépensés 118.000 euros. Cependant, dans le cadre des marchés publics, on a contacté beaucoup plus de sociétés d'économie sociale, on aura donc normalement un meilleur prix, qui permettra de maintenir les mêmes services à des prix moins élevés. Nous avons bien pris conscience, chacun dans ce Collège, que ce sont des moments importants pour les seniors. Mais je voudrais quand même signifier que ce sont deux moments de repas dans l'année, et entre ces deux moments, nous devons lutter contre la solitude, chaque jour. Nous ne touchons pas aux associations, je trouve que c'est très important de veiller au quotidien et à créer du lien au quotidien, avec ce que nous pouvons récolter.

M. le Président :

Merci Madame Gilles-Goris, je donne la parole à Monsieur Majoros.

M. l'Echevin Majoros :

Monsieur Berckmans, pour répondre à votre réflexion où vous disiez dans le montant pour les logements, on construit mais on pourrait aussi rénover, en l'occurrence, suivant les projets, on rénove et on construit. Vous aurez le détail, pour certains bâtiments, c'est de la rénovation, pour d'autres c'est de la construction.

Madame P'tito, la sécurisation des bâtiments sociaux, les montants qui nous ont été communiqués et qui sont repris au budget, sont ceux qui nous ont été communiqués par le cabinet Picqué Alors, pourquoi met-on 15.000 euros en récupération de loyers, en fait ? C'est bien comme ça qu'il faut comprendre, on est dans la récupération de loyers. Puisque le principe veut que, une fois qu'on a réalisé les travaux - qui, pour une partie, sont subsidiés et pour l'autre, ne le sont pas -, et de sorte à montrer que grosso modo l'opération reste blanche, le meilleur moyen est de montrer, d'un côté les subsides et, de l'autre, les loyers que l'on va aller récupérer, qu'on va, en fait, refacturer au propriétaire. On peut très bien constater cette année-ci qu'il y a une dette à l'égard de la commune et faire en sorte que cette dette soit remboursée par la suite, en sachant qu'on bénéficie effectivement d'au moins neuf ans pour récupérer ces sommes. C'est ce qui explique qu'il y a ce choix technique qui a été fait en sachant que sur les 150 000 euros maximum qu'on investira dans ces logements pour les remettre en location pour un public qui se trouve dans les conditions du logement social, on récupérera l'entièreté de cette somme, in fine, avec évidemment un bénéfice sociétal, je dirais, qui aurait été généré entretemps.

M. le Président :

Merci, Monsieur Majoros. Je donne la parole à Madame Turine.

Mme l'Echevine Turine :

Je réponds à une question de Monsieur Berckmans concernant une diminution pour les maisons de quartier, c'est ça ? Donc, la dotation communale pour l'ensemble de la LES augmente de 5%, mais c'est vrai que dans les transferts de subsides, malheureusement,

parce que certaines maisons de quartier ont dysfonctionné l'année dernière, on a perdu certains subsides. Il faudra d'abord prouver que ces maisons de quartier fonctionnent convenablement pour que l'on puisse réobtenir les subsides.

M. le Président :

Merci, Madame Turine. Je donne la parole à Monsieur Haouari.

M. l'Echevin Haouari :

Monsieur Ikazban, par rapport à vos remarques, notamment pour Molenbeek Métropole Culture, il faut savoir que la commune met, en plus, en subsides pour la Maison des Cultures en 2013 par rapport à 2012 deux-cents dix-neuf mille cent-quarante euros. Je parle de la Maison des Cultures ! Si j'ai dit tantôt Molenbeek Métropole Culture, je m'en excuse, il est quasi trois heures du matin. Il s'agit bien de la Maison des Cultures. Donc, la commune met 219.140 euros en plus en 2013 par rapport à 2012 sur la Maison des Cultures.

Cela est dû à quoi ? A une diminution de subsides par rapport à 2012. Donc, la commune a suppléé; et la charge nette ou la charge sur fonds propres communaux est plus élevée en 2013 qu'en 2012. Par rapport à vos remarques et à l'ensemble des questions sur le CPAS, il faut dire que le montant supplémentaire de la dotation communale au CPAS entre 2012 et 2013 est de trois millions deux cent soixante-et-un mille euros inscrits au budget communal. Il est vrai que un million cent mille euros, comme l'a rappelé Madame Dekens, figurent pour le CPAS dans la modification budgétaire 2012; ceci est dû au fait que la demande du CPAS a été introduite tardivement dans l'année, le 19 décembre. Par conséquent, la commune n'avait d'autre choix que de l'inscrire dans son budget 2013. Au-delà de ça, si vous retirez le million et cent mille euros, la dotation du CPAS du budget initial 2012 par rapport au budget initial 2013, dans le budget du CPAS et dans le budget communal est doublée; elle est augmentée de plus de 100 %, de même que le budget de la zone de police est augmenté de 4 % . Par rapport à 2012, elle n'est augmentée que de 3%. De plus, il y a eu une augmentation du subside pour la L.E.S.

Quant à votre question par rapport aux nominations – je me demande si vous ne parliez pas des promotions – parce que les nominations dans le budget communal ne coûtent rien, donc il n'y a rien à prévoir, bien au contraire les cotisations patronales pour le personnel contractuel sont de 29%, les cotisations patronales pour le personnel nommé sont de 15%. Si la Commune nomme son personnel, elle a un gain. Donc, il n'y a rien à prévoir, ça ne veut pas dire qu'on ne va pas nommer .Il n'y a pas de crédit budgétaire à prévoir.

Mme la Bourgmestre :

Les nominations ne coûtent pas plus cher, le montant des salaires, des traitements, restent le même...

M. Ikazban :

Si je comprends bien, comme ça on arrête le débat, il n'y aura pas de promotions...

Mme la Bourgmestre :

Mais non. Monsieur Ikazban, en ce qui concerne la gestion du personnel, on en a informé la majorité à partir du mois de mars, après avoir fait justement le budget, la déclaration de politique générale et la mise en place de cette nouvelle majorité, nous allons nous atteler à la réorganisation du personnel. Je précise que toutes les nominations

interviendront, pour autant qu'on ait réussi les examens. Mais nous souhaitons le faire dans un cadre bien précis et non pas au coup par coup, collège par collège, en fonction des humeurs, des services, de l'échevin. Donc, les nominations qui ne posent pas de difficultés interviendront. Je tiens à vous rassurer – comme ça vous pouvez rassurer également le personnel – J'attire simplement votre attention sur le fait que les nominations auront lieu...

M. le Président :

N'interprétez pas... S'il vous plait, Monsieur Ikazban, laissez Madame la Bourgmestre poursuivre. Elle n'insinue rien, elle ne fait que donner des éléments...

M. Ikazban :

Ceux qui ont réussi les examens seront nommés ou pas ? Si je comprends bien, les nominations, on n'en est pas sûrs...

M. l'Echevin Haouari :

Moi, ce que je veux dire c'est que les nominations n'ont rien à avoir avec les inscriptions budgétaires. C'est tout ce que je veux dire. Le reste, c'est un autre débat qui ne sera pas fait dans le cadre du budget.

M. Ikazban :

Alors ça veut dire qu'il n'y a pas de promotions, si je comprends bien...

M. le Président :

Non, ça n'a rien à voir... Monsieur l'Echevin, poursuivez votre exposé. Continuez de répondre aux questions qui ont été posées.

M. l'Echevin Haouari :

Au sujet des taxes, je rappelle qu'il n'y a pas eu d'augmentation de taxes. Les chiffres, les pourcentages évoqués par Monsieur De Block étaient une comparaison des crédits budgétaires inscrits; cela ne veut pas dire qu'il y eu augmentation de taxes, cela veut dire plus de taxes perçues, mais ça n'a rien à voir avec une augmentation. Alors quant aux sanctions administratives, elles sont dues au fait que les gens ne respectent pas la loi, ce ne sont pas des taxes.

M. De Bock :

Vous avez vu des gens qui ne respectent pas la loi en 2013 ?

M. l'Echevin Haouari :

Moi, je fais des réponses à vos questions.

M. le Président :

Oui... Monsieur Haouari, vous avez terminé ?

M. l'Echevin Haouari :

Par rapport aux fournitures scolaires, il y a une réponse qui a été donnée mardi. C'était juste un doublon qui existait depuis des années dans le budget. L'article budgétaire a été supprimé, et tout a été rassemblé dans le même article budgétaire pour plus de cohérence. Comme l'a dit Madame Van Campenhout, mardi, le montant demandé par le service de l'Instruction publique est donc réinscrit ; donc, il s'agit bien de 410.000 euros. Il n'y a pas eu de diminution par rapport à cela, c'est juste un problème d'écriture qui est pendant depuis des années et qui a été corrigé cette année. Voilà, je pense avoir répondu à toutes les questions.

M. le Président :

Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Je souhaitais également répondre à quelques questions qui ont été posées, notamment en ce qui concerne le stationnement. C'est vrai qu'il y a une augmentation de la taxe ; il y a également la prévision d'une participation au paiement pour l'obtention de la carte de riverain. Je vous rappellerai, Mesdames et Messieurs, qu'il existe un plan de stationnement régional, que ce plan régional n'a pas encore été adopté, qu'il est à l'enquête au niveau des communes. Enquête qui permettra justement de modifier éventuellement les conditions de sa mise en œuvre. Moi, je suis une démocrate et j'attends les résultats de l'enquête auprès de la population. Et la décision sera prise par le Gouvernement en conséquence – sauf si vous considérez donc que cette enquête qui est menée dans les communes par le gouvernement bruxellois n'a aucune importance; parce que, de toute façon, qu'on demande l'avis ou non au citoyen, c'est le plan tel qu'il est présenté par le gouvernement, qui sera adopté. Nous en prenons acte. Nous disons simplement qu'il y a un plan régional qui sera établi, que Molenbeek respectera évidemment les conditions qui sont prévues par ce plan régional. Mais, à ce jour, ce plan n'existe pas. Alors, quant à la carte de riverain – nous reviendrons devant vous -, nous l'avons estimée à 25 euros pour deux ans; 25 euros, c'est un peu plus d'un euro par mois. Nous considérons donc que ce n'est pas une somme inconsidérée. Je vous demande de regarder parfois autour de vous, de voir ce qui se passe dans d'autres communes de la région. Vous constaterez alors qu'à Molenbeek-Saint-Jean, il n'y a pas de taxe taxatoire et que nous sommes souvent dans - ou en dessous de - la moyenne régionale.

Alors, en ce qui concerne les frais de garderie, là aussi je vous rappelle que Molenbeek-Saint-Jean est la seule commune de la région bruxelloise à ne pas avoir de frais de garderie. Il faut dire que nous devons assurer un équilibre avec l'enseignement libre, et que nous avons un contentieux par rapport réseaux libres parce que nous avons assuré les mêmes services, les mêmes avantages en tant que pouvoir public, aussi bien pour les réseaux libres que pour les réseaux de l'enseignement officiel. C'est une réalité, et nous en tenons compte. Donc, nous ne pouvons pas nous permettre d'assurer la gratuité tout le temps et partout. Nous devons aussi assurer un équilibre entre les réseaux. Aussi, cette participation que nous allons demander aux parents existe dans toutes les communes de la région bruxelloise. Donc, nous souhaitons, en demandant cette participation aux parents, faire en sorte qu'il y ait un encadrement scolaire plus fourni, plus important et que l'on donne également la possibilité aux animateurs de mieux se former pour répondre aux besoins des enfants. Je peux donc vous rassurer, les montants que nous demanderons ne mettront pas en péril les familles, parce que nous sommes tout à fait conscients des difficultés que peuvent rencontrer les gens. Mais je pense que même si Molenbeek-Saint-Jean est la deuxième commune la plus pauvre de Belgique, il y a aussi des communes qui connaissent des difficultés, qui connaissent aussi de la précarité et où on a su organiser cette

participation des parents. Je ne vois donc pas pourquoi Molenbeek ferait exception. Mais nous le ferons - et nous reviendrons devant vous pour en discuter- en étant attentifs à la situation des Molenbeekois. Je l'ai toujours dit, quand j'étais dans la majorité précédente, par rapport à l'éducation, Molenbeek n'a pas à rougir des efforts qu'elle a concrétisés depuis toutes ces années.

Je ne vais pas revenir sur le budget extraordinaire. Vous, vous considérez que nos investissements manquent d'ambition. Je le laisse à votre appréciation. Moi, au contraire, je vous ai cité tous les investissements qui étaient prévus pour 2013 et les années suivantes. Parce que, à la différence de ce qui se passait avant, nous avons bien l'intention de les réaliser. Parce que vous, vous aviez fait des effets d'annonce ; vous disiez qu'il y avait déjà des investissements dans les budgets qui se sont succédé. Mais, en termes de concrétisation, on peut considérer qu'il y a beaucoup de dossiers qui n'ont pas abouti. Et je préférerais ne pas m'étendre sur cette question, par rapport à la manière dont ils ont pu être suivis, ou du moins, par rapport à la priorité qu'on a bien voulu leur donner.

En ce qui concerne les services à la population – puisque c'est Madame Piquard qui s'en inquiétait, ou Monsieur De Block – je voudrais dire justement que les services à la population sont assurés, puisqu'on aura cette nouvelle antenne de la rue Charles Malis qui va justement aider une partie de la population, et nous aurons également dans le cadre du contrat de quartier une antenne rue Sainte-Marie pour la population. Donc, je peux vous assurer que les services à la population seront parfaitement maintenus....

M. le Président :

Madame Piquard, vous n'avez pas la parole. Merci.

Mme la Bourgmestre :

... Le service Population, c'est le service Démographie, d'accord. OK.

En ce qui concerne les amendes administratives - puisque Monsieur Vossaert a posé la question – cette cellule du Contentieux a été renforcée au niveau du service des Affaires juridiques – on l'a dit mardi ; il y a cinq personnes qui s'occupent de ces dossiers. Beaucoup d'amendes administratives, c'est vrai, sont des amendes de roulage. Mais nous considérons que nous avons des fonctionnaires assermentés, que nous avons des gardiens de la paix qui pourront être formés et qui sont également assermentés. Eux aussi, pourront jouer un rôle, comme je l'ai dit, de sensibilisation et d'information mais aussi, à certains moments, de répression par rapport à des attitudes d'incivilité. Alors, je sais, peut-être que certaines personnes ne sont pas gênées par ces incivilités de dépôts clandestins, de graffitis, de souillures, d'injures, mais nous, nous considérons qu'il est important d'assurer le respect - je pense que c'est un terme qui n'est pas galvaudé, qu'on doit utiliser - et la paix publique. Donc, les sanctions administratives, à côté de la prévention, à côté de la sensibilisation, sont un moyen ; et nous voulons être plus efficaces que nous l'avons été par le passé. Nous ne voulons pas de normes qui s'estompent, de croire que ça n'a pas d'importance que l'on sorte son sac poubelle à n'importe quelle heure, que ça n'a pas d'importance qu'on laisse traîner des encombrants... Nous considérons que nous devons responsabiliser les citoyens par rapport à cet enjeu majeur en termes d'image, de propreté pour notre commune.

Vous avez également évoqué les caméras. Une étude a été commandée pour installer des caméras sur le territoire de Molenbeek. L'ancien système est obsolète, un certain nombre de caméras ne fonctionnent plus. Nous avons donc demandé une étude. De toute façon le placement de ces caméras se fera en collaboration avec la zone de police évidemment ainsi qu'avec la région bruxelloise, puisque le CIRB propose également ses services par rapport aux caméras comme il les propose, d'ailleurs, par rapport à «Télé-

Police». Et je vous dirai que pour «Télé-Police», les techniques ont sensiblement évolué avec le temps et que c'est un outil beaucoup plus efficace que par le passé. C'est un outil efficace si la police et les services de prévention acceptent d'y participer, parce que sinon malheureusement ça devient un service qui est strictement privé.

Voilà les quelques mots que je souhaitais ajouter par rapport aux réponses qui vous ont été déjà apportées dans le cadre de ce budget. Un budget dont on ne dit pas qu'il correspond à la stricte réalité de ce qui va se passer pendant une année ; vous savez qu'il y a des modifications budgétaires qui interviennent et qui pourront corriger, en plus ou en moins, les estimations qui ont été faites. Vous savez aussi qu'un compte, comme je l'ai dit, c'est un résultat effectif, un budget c'est un projet qui ne se veut pas précisément exact.

Alors, je voudrais encore répondre par rapport à la Cité Joyeuse. En fait la convention qui nous lie à la Cité Joyeuse est une convention qui n'a pas de délai, à laquelle l'une ou l'autre partie peut renoncer de manière unilatérale. Néanmoins on nous avait dit que la commune intervient pour financer dans le passé, deux puéricultrices, plus une personne qui est mise à disposition ainsi qu'un quart temps infirmier. Quoi qu'il en soit, Madame Piquard, je veux vous rassurer ; il est évident que la cité Joyeuse est une institution extrêmement importante à Molenbeek-Saint-Jean, que ça fait des décennies que la commune a toujours entretenu des contacts positifs avec cette institution qui s'occupe des enfants qui se trouvent dans des situations difficiles. Donc, la commune adhère pleinement au projet de cette crèche. J'ai rencontré le responsable et il est évident que, s'il y a une difficulté, nous interviendrons par modification budgétaire comme vous, comme nous, nous l'avons fait sous la législature précédente, puisqu'au départ il était prévu une puéricultrice et que nous avons eu une modification budgétaire pendant l'année pour en assurer deux. S'il ya des difficultés, et bien, le Collège adoptera la même attitude.

M. le Président :

Merci, Madame la Bourgmestre. Nous allons passer au vote...

...Non, non, vous avez eu tout le temps et toute la possibilité d'émettre vos remarques, on a eu des Sections réunies, on a eu tout ce qu'il fallait...

Bon, Madame la Bourgmestre donne l'autorisation exclusivement aux chefs de groupes...Je demande que les chefs de groupes limitent leur temps de parole à trois minutes maximum. Alors, je donne la parole à Monsieur Ikazban.

M. Ikazban :

Bon, il faut pas pousser le bouchon non plus, toutes les fois où vous nous interrompez. Moi, je pense que je me suis exprimé avec plus de respect que certains qui ont répondu ce soir.

Moi, j'ai écouté Monsieur Vermeulen tout à l'heure avec beaucoup d'intérêt dans ses propos très sages. C'est dommage que les membres de la majorité n'ont pas écouté Monsieur Vermeulen de la même façon que moi. Vraiment c'est dommage, parce que je pense qu'ici nous avons posé des questions ; c'est vrai que le débat sur la note de politique a été par moments mouvementé, quelques remises au point ont été faites ; ici, toutes les questions étaient vraiment constructives. Je pense qu'il y a personne qui a insulté, qui s'est moqué ou qui a voulu vous dénigrer. Je pense qu'on a encore le droit de critiquer un budget, excusez-moi, c'est notre rôle, nous avons encore le droit de le critiquer et d'alerter en tout cas sur des inquiétudes. Moi, je constate simplement qu'on n'a plus le droit de critiquer un budget, on n'a pas toutes les réponses à nos questions ; si c'est ça la participation citoyenne que vous voulez pour cette commune, commencez d'abord par respecter les représentants

du peuple, les représentants qui sont ici au conseil communal. Moi je trouve scandaleux qu'on ait répondu à certaines questions par des accusations, par des insinuations alors que j'ai demandé tout à l'heure qu'on arrête, alors que Monsieur Vermeulen était dans le même sens, et je l'applaudis encore des deux mains et je vous invite vraiment à vous inspirer de ce qu'il a dit. Alors, moi je vais pas aller plus loin, parce que vous avez dit beaucoup de choses qui sont tout à fait fausses dans vos réponses. Mais ce n'est pas grave... finalement, on n'a pas le droit de critiquer le budget. Donc j'ai bien compris que vous ne voulez pas de ça. Je dirai simplement qu'on n'a pas eu de présentation du plan triennal, moi j'aimerais savoir quand va-t-on avoir le calendrier de présentation, ça c'est une chose. Deuxième élément, tout à l'heure, et je vais me référer à ce qu'a dit votre chef de groupe tout simplement, chef de groupe du MR, en fait, son seul argument, un argument bizarre, mathématique – je pense que même quelqu'un qui est en maternelle vous dira que... enfin je veux dire votre comparaison, je suis désolé, c'est vraiment pour se moquer du monde, comparer des pommes et des poires, si vous croyez que, si vous pensez que 10 euros c'est la même chose pour chaque famille à Molenbeek, alors moi je vous dis c'est pas la même chose pour chaque famille à Molenbeek, il faut pas dire n'importe quoi. Mais néanmoins vous avez dit quelque chose d'intéressant, vous avez dit quelque chose d'intéressant et je vais me référer à ce que vous avez dit. Vous avez dit, un slogan, oui mais vous, c'est facile de critiquer le budget, facile, facile. Et bien moi je constate que si c'est facile de critiquer le budget, en tout cas pour vous il a été très très difficile de le défendre, votre budget parce que votre seul argument c'est cette espèce de moquerie. Donc moi je résumerai votre intervention à ça parce que vous n'avez dit que ça. Donc, finalement vous êtes pas arrivés à défendre votre budget, le budget de votre majorité, incapables de le défendre, et pire encore, incapables d'écouter la remarque qui a été faite par mon collègue Amet Gjanaj... Non, non, non, Ahmed Gjanaj qui a renouvelé ici en tout cas un grand point d'interrogation qui représente quand même, quand on additionne un million d'euros, une erreur d'un million d'euros dans la présentation de votre budget, il faut être un peu humble dans la vie et reconnaître que là y a peut-être une erreur, y a peut-être une anomalie. Nous, nous voterons contre ce budget, nous allons voter contre ce budget, mais nous allons aussi demander au banc ici en face de nous, le banc de la majorité : est-ce que vous allez voter pour ce budget ? Vous allez voter pour un faux budget, un budget qui, virtuellement, est présenté en boni alors que vous savez très bien, preuve à l'appui, qu'il va être en mali. Si vous le votez ce soir, vous allez voter pour un faux budget.

M. le Président :

Mijnheer Berckmans, u heeft het woord.

Dhr. Berckmans :

Dank U ik had dus een paar vragen gesteld maar als ik mij goed herinner heb ik op een vraag geen antwoord gekregen dat betreft namelijk in het kader van het onderwijs is er een opbrengst voorzien van de huur van de verhuur van onroerende goederen de verhuur van klaslokalen, lokalen in de scholen. Dus er staat het bezetten van de schoollokalen is betalend de tarieven zijn variabel in functie van het bezet lokaal en afhankelijk van de duur. Dus er zijn twee tarieven voor de inwoners van Molenbeek 496,00 euros niet inwoners 992,00 euros. Dus mijn vraag was dat een tarief voor een lokaal of...

M. de Voorzitter :

Ja maar Mijnheer Berckmans dat zijn terug technische vragen dat heeft niets te maken met een politieke ... We zullen U schriftelijk antwoorden.

Dhr. Berckmans :

Maar ik had ook een politiek aspect in de vraag of dat er mogelijkheid is voor jeugdverenigingen, sociale verenigingen en andere verenigingen om eventueel aan een lagere prijs van die lokalen gebruik te maken omdat die daar toch staan en 's avonds en in het weekend niet bezet zijn.

M. le Président :

Je cède la parole, trente secondes, à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Comme vous l'a annoncé Monsieur Berckmans, nous souhaitons revoir et actualiser les règlements d'occupation, que ce soit des locaux communaux ou des locaux dans les écoles. Donc, nous viendrons devant le conseil communal avec un nouveau projet. Pour l'instant donc, la réponse qu'on peut vous apporter n'a pas beaucoup d'intérêt dans la mesure où, justement, le Collège souhaite apporter des réformes au règlement relatif à l'occupation des biens communaux.

M. le Président :

Je donne la parole à Monsieur Vossaert. Monsieur Berckmans a posé une question tantôt, et c'est vrai, on n'a pas répondu. Vous allez avoir une réponse, mais je donne d'abord la parole à Monsieur Vossaert.

M. Vossaert :

Le calme n'est pas revenu...

M. le Président :

Monsieur Gjanaj, s'il vous plait, laissez parler Monsieur Vossaert.

M. Vossaert :

Je constate que, à travers les différents échanges qu'on a pu avoir ce matin, les membres de la majorité veulent défendre coûte mais je dis bien - coûte que coûte – et à quel prix, ce budget où il plane un sérieux doute quant à la crédibilité, même si tout doit être encore vérifié, de par les nouvelles informations que Monsieur Gjanaj a apportées –excusez-moi, j'ai peut-être écorché votre nom- ... un membre du groupe PS-Spa ; oui...(pas de familiarités quand même...).

Moi, je laisse les partenaires de la majorité réfléchir quant à leurs votes mais le FDF est bien convaincu de son vote et ne changera pas d'avis. Il votera bien contre ce budget et, je suis désolé, je pense qu'on n'a plus envie d'entendre Monsieur Gypers aujourd'hui, parce qu'il avait envie de répondre par rapport aux tours, mais j'avais posé une question par rapport aux horodateurs et je n'ai toujours pas reçu la réponse quant à cette évaluation du nombre d'horodateurs. Ensuite - je pose la question et je vous permets d'y répondre - je n'ai toujours pas eu de réponse par rapport aux investissements en matière d'infrastructures sportives, j'en ai cité quelques-uns, c'est dans le budget extraordinaire ; vous en avez cité également, et je voudrais avoir plus de précisions par rapport à cela.

Concernant l'audit énergétique, je sais qu'il y en eu un qui a été mis en place mais que, par contre, il n'a pas été généralisé à l'ensemble des bâtiments...

M. le Président :

Monsieur Vossaert...

M. Vossaert :

On ne m'a pas répondu...J'ai un temps de parole limité, c'est cela ? Comparé au temps de parole des autres...

M. le Président :

Monsieur Vossaert, je vais vous demander de conclure. Si vous avez des questions particulières auxquelles on ne vous a pas répondu, envoyez un petit mail , on vous donnera une réponse écrite.

M. Vossaert :

J'ai juste demandé une précision. Je rappelle les questions auxquelles on ne m'a pas répondu. Par rapport à l'audit énergétique, quid des bâtiments ? Par rapport aux caméras de surveillance, oui il y a une collaboration avec la zone de police mais j'aimerais savoir s'il y a des zones de la commune qui sont déjà prévues pour être équipées, quel sera le type de caméras – je reviendrai là-dessus comme on n'a plus le droit de poser d'autres questions –

Voilà, j'en termine. Je suis quand même bien déçu par rapport à la tournure des événements parce que, quand on va aller dans le détail, c'est là où on trouve le diable – comme on le dit, c'est dans le diable qu'est le détail, mais c'est aussi pour vous donner plus de crédibilité. Donc, si on vient vous poser des questions plus précises, ce n'est pas pour vous enterrer mais voilà n'ayez pas peur de votre ombre et répondez à mes questions tout simplement. Je vous remercie.

M. le Président :

Vous avez eu des Sections réunies pour cela.

M. Vossaert :

Ce n'est pas des questions techniques, excusez-moi...

Mme la Bourgmestre :

...Mais si...

M. Vossaert :

...Mais non...Alors, vous n'aviez qu'à m'interrompre quand j'ai posé ces questions ! Si ce n'était pas une question technique, vous n'aviez pas à m'interrompre, c'est comme ça...Moi, aussi je peux lever la voix, y a pas de problème...Vous n'aviez qu'à m'interrompre quand j'ai posé cette question, point à la ligne.

M. le Président :

Merci, Monsieur Vossaert. La parole est à Monsieur De Block.

Mme la Bourgmestre :

...Mais il n'a pas encore compris...

Mme Piquard :

... C'est méprisant, Madame la Bourgmestre...

Mme la Bourgmestre :

Je disais simplement que les comptes, ce n'est pas le budget....

M. le Président :

Monsieur De Block, vous avez la parole. Merci

M. De Block :

On nous dit que les taxes n'ont pas augmenté. Mais c'est clair que ce sont les Molenbeekois qui contribuent le plus, dans les taxes qui augmentent, c'est clair que les taxes qui sont favorisées sont des taxes qui ne sont pas progressives, dont le montant augmente avec le revenu. Les taxes que vous proposez sont avant tout des taxes qui sont les mêmes pour tout le monde et, donc, ne pèsent pas de la même façon sur tout le monde. Vous faites le choix de taxer injustement, inéquitablement, vous choisissez des taxes asociales. Vous osez dire que vous avez le courage d'augmenter les frais de garderie, j'espère que vous aurez le même courage de proposer des taxes plus justes, de demander au pouvoir supérieur qu'on augmente la dotation des communes. Parce qu'on contribue à creuser les inégalités entre communes, entre celles ayant des revenus plus hauts parce qu'elles ont des populations plus aisées, et les autres. Je voudrais demander qu'on arrête, s'il vous plaît, le petit calcul par mois, par habitant ; parce que les calculs selon les moyennes pèsent différemment selon les gens – car, selon ce calcul, les Belges épargnent en moyenne 67.000 euros, ce que moi je n'ai pas...

(Rires - Gelach)

M. le Président :

Vous avez ou vous ne les avez ou pas ?

M. De Block :

Je n'ai pas....Donc, le calcul par moyenne, s'il vous plaît, pèse différemment pour des gens différents...

... Je voudrais quand même souligner deux choses : on dit qu'on sait prévoir que les gens feront plus d'incivilités en 2013 ; j'espère que vous allez bien informer la population, les gens, que c'est ça qu'on attend d'eux...

(Rires - Gelach)

Deuxièmement, vous faites passer ça comme des moyens pour résoudre les problèmes d'incivilités. Je suis désolé de vous dire que si vous réussissez votre coup, en 2014 vous n'aurez plus rien comme revenu, parce que les gens se mettront à l'écart et marcheront tout droit...Comment allez-vous résoudre cela ? Dernière petite question (vous avez répondu au niveau des sections réunies) qui reste pertinente : je vois que le personnel

et les élèves sont en augmentation dans l'enseignement et que le montant prévu pour l'achat de fournitures reste stable. Cette majorité choisit de mettre ces écoles en pénurie ; elles devront alors gérer elles-mêmes la pénurie et vont devoir être créatives et avoir le courage de demander plus d'argent aux parents d'élèves. Merci.

M. le Président :

Merci, Monsieur De Block. Je vous propose de passer au vote. Qui est pour ? Contre ? Abstention ? Merci.

*Votes-Stemmingen : Approuvé - Goedgekeurd
Par 25 OUI et 19 NON - Door 25 JA en 19 NEEN*

M. le Président :

Monsieur Ikazban, Madame P'tito, j'ai fait une proposition,- sans en avoir parlé au Collège- hier matin à Monsieur Ikazban au téléphone, par rapport au plan triennal. La Nouvelle loi communale prévoit que cette présentation a lieu au mois d'octobre. Etant donné cette disposition, et si nous nous décidons de faire la présentation du plan triennal maintenant alors que nous sommes au début d'une législature – les élections ayant lieu au mois d'octobre - on se retrouvera tous les six ans dans la situation où ce plan ne pourra pas être présenté, du moins pas à temps et selon les dispositions de la Nouvelle loi communale. J'ai donc fait la proposition dans laquelle Monsieur Ikazban s'inscrivait – j'en avais parlé au Collège qui était prêt à envisager également la même solution – et qui consiste à faire la présentation du plan triennal à partir du mois d'octobre prochain pour trois ans, et ainsi de suite. Ce qui veut dire que, effectivement, une nouvelle législature se trouvera embêtée par un plan qui aura été voté pendant une période de sept ou huit mois. De toute façon, nous savons que les projets sont des projets qui, généralement à ce moment-là, en début de législature, sont des projets continués et que donc, ça ne doit pas poser de problème mais ça facilite le travail. Voilà. Etes-vous d'accord ? Moi, j'ai fait la proposition, à vous de faire connaître votre réponse au Collège qui va également réfléchir à la problématique... C'est en octobre, c'est ce qui est prévu par la Nouvelle loi communale. Aucune commune n'est prête à le faire, en première année de législature...

Deux choses complémentaires : je voudrais demander à Madame Piquard si vous en convenez de reporter vos deux interpellations à lundi. Alors je pose la même question à Monsieur Berckmans : bent U bereid om uw vier interpellaties op maandag te brengen ?

De baterijen van de spreker zijn op voor veel en ja er is geen vertaling voor de mensen die geen nederlands begrijpen. Dus als het U niet stoort vraag ik U graag van het over te brengen tot maandag.

S'il vous plait, la séance n'est pas terminée. Je voudrais avoir la réponse de Monsieur Berckmans.

Dhr. Berckmans :

Dus ik zou graag in het kort een vraag toelichten in ik vraag dat ik zal ze kort stellen of het mogelijk is de volledige tekst in het verslag op te nemen ook al stel ik ze heel kort het gaat namelijk over de vacature.

M. le Président :

Ik ga wat dat je gevraagd hebt ga ik zeggen, Monsieur Berckmans souhaite simplement que la totalité du texte de l'interpellation soit insérée dans le registre et demande donc simplement la réponse à la question qu'il veut poser.

M. Ikazban :

Moi, je veux simplement dire, et je répète, la traduction ne fonctionne plus, y a un problème technique...

M. le Président :

Malheureusement...

M. Ikazban :

Je considère que vous êtes dans l'incapacité technique d'assurer la traduction. Moi, je considère qu'on sait plus continuer le Conseil communal. C'est pas moi qui décide tout seul... Je considère qu'il y a un problème technique, je me sens lésé par... J'ai pas fini...

M. le Président :

Je me permettrai de traduire la question de Monsieur Berckmans. La réponse viendra ensuite en français, Monsieur Berckmans le comprend et il comprend le problème également.

5. Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans, Conseiller communal, concernant l'ASBL Ecole de Formation des Jeunes de Molenbeek.

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, Gemeenteraadslid, betreffende de vzw Jeugdvoetbalschool FC Brussels (Ecole de Formation des Jeunes de Molenbeek ASBL).

M. le Président :

L'interpellation est reportée.

6. Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans, Conseiller communal, concernant l'offre d'emploi de directeur financier à l'ASBL CLES et concernant le fonctionnement général de l'ASBL.

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, Gemeenteraadslid, betreffende de vacature van financieel directeur bij de vzw CBSU en de algemene werking van de vzw.

M. de Voorzitter :

Mijnheer Berckmans, u heeft het woord.

Dhr. Berckmans :

Mijnheer Ikazban ik zal mijn vraag heel kort stellen

M. de Voorzitter :

Ja, maar ik ga het vertalen.

Dhr. Berckmans :

Je serai très court. Dus het gaat over de vacature van financieel directeur bij de vzw CBSU dus de cel ter bestrijding van de sociale uitsluiting. Dus ik heb daarnet heel kort twee vagen over dus ik heb heel toevallig die vacature vernomen. Ik heb vernomen dat dat enkel in het frans is gepubliceerd en ik heb ook gezien dat er geen functie vereist of in de functiebeschrijving eigenlijk niet vermeld was dat de kandidaten zowel nederlands als franstalig moeten zijn. Dus waar gaat het over ? Het gaat hier niet alleen over die functie van directeur bij de CBSU

M. de Voorzitter :

Mijnheer Berckmans, U hebt gezegd een vraag en U bent bezig verder te gaan in uw gesprek. U moet de keuze maken he want er is geen vertaling. De mensen gaan weg en als ze weg gaan en dat wij niet meer het quorum hebben op dat ogenblik dan is het gesloten

Dhr. Berckmans :

Mijn vraag is de volgende aangezien dat die vacature voor 23 februari moet binnen zijn dus voor morgen kan daar iets tegen gedaan worden om die vacature opnieuw te publiceren of niet ?

M. le Président :

S'il vous plait, un peu de patience.

Sa question concerne la CLES., par rapport à l'appel à candidature pour un directeur financier. L'offre d'emploi est uniquement faite en français et il demande pourquoi ça n'a pas été fait également en néerlandais et qu'il n'y a pas de spécificités qui soient précisées quant à la capacité du candidat à pratiquer les deux langues. La parole est à Madame Turine.

Mme l'Echevine Turine :

Merci, Monsieur Berckmans pour votre question. Il y a certaines parties de la question qui sont plutôt adressées à l'Assemblée générale de la LES, mais comme vous demandez quelle est la position du Collège en la matière, je vous dirai que le Collège est bien conscient que, pour l'instant, la L.E.S. est une ASBL francophone. Ses statuts sont francophones ; elle a été reconnue par le SPF Emploi comme faisant partie d'une Commission paritaire qui est francophone.

Il y a une volonté d'essayer de renforcer la question du bilinguisme au sein de cette ASBL et, éventuellement, de chercher aussi des subsides du côté néerlandophone. Pour l'instant, elle ne touche aucun subside de ce côté, elle touche des subsides au niveau de la Région bruxelloise, mais pas de structures spécifiquement néerlandophones. Vous savez néanmoins qu'il y a quand même un enjeu auquel on doit être attentif, c'est que, quand les ASBL vont chercher des subsides auprès des entités communautaires, du côté néerlandophone on exige alors qu'elles soient unilingues. Il y a donc cette exigence, Excusez-moi, je bégaie un peu, il se fait tard...

Donc, on est bien conscient qu'il y a un effort à faire pour aller vers plus de bilinguisme au sein de l'institution. Ceci dit, votre demande de postposer l'appel à

candidatures ne me paraît pas judicieuse dans le sens où il est important de pouvoir engager rapidement un responsable financier pour l'ASBL. Si, bien entendu, il y en a un qui est bilingue, ça sera un atout supplémentaire pour la personne. Mais, à l'heure actuelle, la nécessité de bilinguisme pour ce poste-là ne me paraît pas absolument nécessaire pour le bon fonctionnement de l'ASBL ; mais je sais qu'on doit aller dans le sens de plus de bilinguisme en son sein.

M. le Président :

Merci Madame Turine, l'incident est clos.

7. Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant la soirée du 25 janvier 2013: les mérites sportifs 2012.

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de overhandigingsavond van 25 januari 2013, sportverdienste 2012.

M. le Président :

L'interpellation est reportée.

8. Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans concernant le site internet communal et la possibilité pour les citoyens de contacter les services communaux par email.

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de gemeentelijke website en de mogelijkheid van de burgers om de gemeentediensten via e-mail te contacteren.

M. le Président :

L'interpellation est reportée.

9. Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Piquard concernant les locations de salles communales par le monde associatif.

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende de huur van gemeentelijke zalen door verenigingen.

M. le Président :

L'interpellation est reportée.

10. Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Piquard concernant les déjections canines.

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende hondenpoep.

M. le Président :

L'interpellation est reportée. Merci. J'ai encore un point à demander en approbation : les procès-verbaux des résolutions prises en séances des Conseils Communaux des 13 décembre 2012 et 24 janvier 2013. C'est ok ? Merci !

La séance est levée. Merci beaucoup. Et à lundi, dans le même état de forme.

La séance est clôturée à 03 heures 30. De zitting is om 03 uur 30 opgeheven.